

## JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	35 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.		

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
	Par porteur ou par la poste.
	Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
	Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

- 14 octobre — Décret réglementant la situation du personnel contractuel de l'administration coloniale en temps de guerre. (*Arrêté de promulgation n° 313 du 23 juin 1941*) . . . 309

1940

- 6 décembre — Loi relative à l'organisation de groupements professionnels aux colonies. (*Arrêté de promulgation n° 315 du 23 juin 1941*) . . . 310

1941

- 8 janvier — Loi complétant les articles 3, 10 et 14 du code de justice militaire pour l'armée de terre. (*Arrêté de promulgation n° 322 du 30 juin 1941*) . . . 333

- 5 février — Loi relative à la composition des tribunaux militaires permanents jusqu'à la date de cessation légale du temps de guerre. (*Arrêté de promulgation n° 322 du 30 juin 1941*) . . . 334

- 5 mars — Loi modifiant les articles 3 et 6 de la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation de groupements professionnels aux colonies. (*Arrêté de promulgation n° 315 du 23 juin 1941*) . . . 311

- 25 mars — Décret relatif au rôle et à la composition du comité central des groupements professionnels coloniaux. (*Arrêté de promulgation n° 315 du 23 juin 1941*) . . . 311

- 25 mars — Arrêté du Secrétaire d'Etat aux colonies déterminant les modalités de fonctionnement du comité central des groupements professionnels coloniaux. (*Arrêté de promulgation n° 315 du 23 juin 1941*). . . 312

- 27 mars — Arrêté interministériel prévoyant l'attribution d'un insigne aux militaires blessés pendant la guerre de 1939-1940. . . . . 335

- 28 mars — Décret portant institution d'une nouvelle Croix de guerre. . . . . 334

- 28 mars — Décret portant institution de la Croix du combattant de la guerre 1939-1940 . . . . . 335

- 4 avril — Arrêté ministériel concernant le remboursement du transport de bagages dans la métropole. (*Arrêté de promulgation n° 293 du 14 juin 1941*). . . . . 336

- 8 avril — Arrêté du Secrétaire d'Etat aux colonies relatif à l'organisation des groupements professionnels coloniaux, des productions agricoles et forestières, de la production industrielle, des productions minières, du commerce, des transports et du crédit. (*Arrêté de promulgation n° 315 du 23 juin 1941*) . . . 313

- 8 avril — Loi ajoutant une disposition à l'article 3 du code de justice militaire pour l'armée de terre, tel qu'il a été complété par la loi du 8 janvier 1941. (*Arrêté de promulgation n° 322 du 30 juin 1941*) . . . . . 333

- 9 avril — Décret portant publication et mise en vigueur de l'échange de lettres du 17 février 1941 relatif aux paiements franco-luxembourgeois. (*Arrêté de promulgation n° 317 du 24 juin 1941*) . . . . . 336

- 11 avril — Loi prorogeant jusqu'au 30 septembre 1941 les dispositions de la loi du 27 septembre 1940 modifiée par la loi du 14 novembre 1940, concernant les fonctionnaires et agents civils des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, ceux des communes, établissements publics et services concédés ainsi que les officiers publics et ministériels des mêmes territoires relevés de leurs fonctions. (*Arrêté de promulgation n° 290 du 13 juin 1941*) . . . . . 339

- 11 avril — Décret assimilant le brevet de capitaine au long cours au baccalauréat de l'enseignement secondaire dans la liste des titres exigés des candidats aux fonctions publiques relevant du secrétariat d'Etat aux colonies. (*Arrêté de promulgation n° 291 du 13 juin 1941*). . . 340

12 avril	— Décret portant prorogation des dispositions du décret du 4 février 1941 (prohibition de sortie jusqu'au 30 avril 1941 des fruits de table frais, légumes frais, salés ou confits). ( <i>Arrêté de promulgation n° 295 du 14 juin 1941</i> ). . . . .	340
18 avril	— Décret portant abrogation de certaines dispositions du décret du 14 octobre 1939, réglementant la situation du personnel contractuel de l'administration coloniale en temps de guerre. ( <i>Arrêté de promulgation n° 313 du 23 juin 1941</i> ). . . . .	309
19 avril	— Loi prorogeant les délais de procédure devant le conseil d'Etat, la cour de cassation et le tribunal des conflits. . . . .	341
26 avril	— Loi supprimant l'obligation de verser au secours national la moitié du salaire ou de l'indemnité compensatrice à l'occasion du 1er mai. ( <i>Arrêté de promulgation n° 314 du 23 juin 1941</i> ). . . . .	341
27 avril	— Décret portant institution d'un code pénal indigène pour le Togo. ( <i>Arrêté de promulgation n° 315 du 23 juin 1941</i> ). . . . .	316
27 avril	— Décret modifiant le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo. ( <i>Arrêté de promulgation n° 315 du 23 juin 1941</i> ). . . . .	330
2 mai	— Décret étendant aux territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions du décret du 3 janvier 1924 relatif à la dénomination des rues et places publiques. ( <i>Arrêté de promulgation n° 315 du 23 juin 1941</i> ). . . . .	332

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941

24 mai	— N° 1840 S. E. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française portant concession de la franchise postale aux membres de la Légion française des combattants de l'Afrique noire. . . . .	341
12 juin	— N° 288 — Arrêté portant modification à l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 réorganisant le cadre des gardes-frontières au Togo. . . . .	342
14 juin	— N° 294 — Arrêté fixant les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935. . . . .	342
14 juin	— N° 302 — Arrêté portant abrogation de l'arrêté n° 495 du 23 novembre 1940 et fixant à nouveau le chiffre des crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1939 au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf. . . . .	342
14 juin	— N° 303 — Arrêté portant modification aux taxes de transport des colis postaux à l'intérieur de la colonie. . . . .	343
14 juin	— N° 304 — Arrêté fixant les modalités de vente des marchandises en dépôt à la douane et non déclarées dans les délais légaux. . . . .	344
14 juin	— N° 305 — Arrêté prescrivant l'expédition des palmistes en vrac. . . . .	344
14 juin	— N° 306 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 257 du 19 mai 1941 concernant les denrées et produits de première nécessité dont l'exportation est interdite et portant dérogation à certaines interdictions. . . . .	344

14 juin	— N° 307 — Arrêté complétant l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer. . . . .	345
14 juin	— N° 309 — Arrêté portant abrogation de l'arrêté n° 210 du 18 avril 1941 réglementant l'importation et la vente des liants hydrauliques. . . . .	345
14 juin	— N° 440 — Décision constituant une commission de réforme. . . . .	345
16 juin	— N° 2126 F. 2/c. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française complétant l'article 2 de l'arrêté n° 176 du 11 janvier 1938 modifiant l'article 68 des clauses et conditions générales pour les fournitures à exécuter en vertu des marchés du 25 octobre 1929 et concernant les délais d'introduction des demandes d'exonération de pénalité sur marché. . . . .	346
20 juin	— N° 444 — Décision portant libération de certains stocks de produits de première nécessité. . . . .	346
27 juin	— N° 320 — Arrêté créant une station météorologique à Togblékové. . . . .	346
27 juin	— N° 321 — Arrêté fixant les mercuriales officielles pour le deuxième semestre 1941. . . . .	347
30 juin	— N° 324 — Arrêté portant désignation d'un trésorier-payeur intérimaire. . . . .	350
30 juin	— N° 461 — Décision portant libération de certains stocks de produits de première nécessité. . . . .	350
Personnel	. . . . .	350
Divers.	. . . . .	353

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications :

Domaines	Avis de vente aux enchères publiques . . . . .	356
	Avis de demande d'immatriculation . . . . .	356
	Avis de bornage . . . . .	357
Nécrologie . . . . .		358

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Personnel contractuel

ARRETE N° 313 promulguant au Togo les décrets des 14 octobre 1939 et 18 avril 1941 sur la situation du personnel contractuel de l'administration coloniale en temps de guerre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 12 septembre 1939 appliquant aux colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale, ensemble les textes modificatifs subséquents, promulgué au Togo le 30 novembre 1939;

Vu le décret du 14 octobre 1939;

Vu le décret du 18 avril 1941;

Vu les instructions en date du 23 mai 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1<sup>o</sup> — le décret du 14 octobre 1939 réglementant la situation du personnel contractuel de l'administration coloniale en temps de guerre;

2<sup>o</sup> — le décret du 18 avril 1941 portant abrogation de certaines dispositions du décret du 14 octobre 1939, réglementant la situation du personnel contractuel de l'administration coloniale en temps de guerre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juin 1941.

J. DELPECH.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 14 octobre 1936 portant réglementation des engagements par contrat au compte des divers budgets des colonies, ensemble l'arrêté du 9 avril 1939;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre, étendu aux colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies par décret du 12 septembre 1939;

Sur la proposition du ministre des colonies;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée d'application du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, les engagements par contrat prévus par le décret du 14 octobre 1936 sont conclus à titre précaire et essentiellement révocable dans les conditions prévues par les articles 11 c du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 et 2 du décret du 12 septembre 1939.

ART. 2. — Les agents contractuels recrutés avant la mobilisation générale et dont le contrat sera venu à expiration pourront, le cas échéant, obtenir un nouvel engagement conformément aux dispositions de l'article précédent.

Exceptionnellement, lorsque l'intérêt du service l'exigera, les émoluments fixés par le contrat expiré qui seraient supérieurs à la rétribution calculée conformément aux règles de l'article 1<sup>er</sup> pourront néanmoins être maintenus dans le nouveau contrat.

ART. 3. — Les agents contractuels mobilisés en cours d'engagement continueront à bénéficier, pendant la durée de leur mobilisation du salaire prévu à l'acte d'engagement dans les conditions fixées par l'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé.

ART. 4. — En cas de démobilisation anticipée les agents contractuels désignés à l'article précédent pourront solliciter le bénéfice de l'article 2 du présent décret au cas où le contrat d'engagement serait venu à expiration pendant la période de mobilisation.

ART. 5. — L'avis de la commission permanente en ce qui concerne les contrats visés par l'arrêté du 9 avril 1937 est supprimé. Les mêmes contrats demeurent néanmoins soumis à l'approbation ministérielle.

ART. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Georges MANDEL.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 14 octobre 1936 réglementant les engagements par contrat au compte des divers budgets des colonies;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre, étendu aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies par décret du 12 septembre 1939;

Vu le décret du 14 octobre 1939 réglementant la situation du personnel contractuel de l'administration coloniale en temps de guerre;

Vu la loi du 15 octobre 1940 portant abrogation de certaines dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 4 du décret du 14 octobre 1939, réglementant la situation du personnel contractuel de l'administration coloniale en temps de guerre.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 18 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

#### Groupements professionnels — Justice indigène —

#### Rues et places publiques

ARRETE N° 315 portant promulgations.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 6 décembre 1940;

Vu la loi du 5 mars 1941;

Vu le décret et l'arrêté ministériel du 25 mars 1941;

Vu l'arrêté ministériel du 8 avril 1941;

Vu les décrets du 27 avril 1941;

Vu le décret du 2 mai 1941;

Vu les instructions des 29 mai, 5 et 6 juin 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1<sup>o</sup> — la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation de groupements professionnels aux colonies;

2<sup>o</sup> — la loi du 5 mars 1941 qui modifie les articles 3 et 6 de la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation de groupements professionnels aux colonies;

3<sup>o</sup> — le décret du 25 mars 1941 relatif au rôle et à la composition du comité central des groupements professionnels coloniaux;

4<sup>o</sup> — l'arrêté du 25 mars 1941 du secrétaire d'Etat aux colonies qui détermine les modalités de fonctionnement du comité central des groupements professionnels coloniaux;

5<sup>o</sup> — l'arrêté du 8 avril 1941 du secrétaire d'Etat aux colonies relatif à l'organisation des groupements professionnels coloniaux, des productions agricoles et forestières, de la production industrielle, des productions minières, du commerce, des transports et du crédit;

6<sup>o</sup> — le décret du 27 avril 1941 portant institution d'un code pénal indigène pour le Togo;

7<sup>o</sup> — le décret du 27 avril 1941 modifiant le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

8<sup>o</sup> — le décret du 2 mai 1941 étendant aux territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions du décret du 3 janvier 1924 relatif à la dénomination des rues et places publiques.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juin 1941.

J. DELPECH.

*Groupements professionnels*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Toutes les entreprises coloniales, quelle que soit leur nature, devront obligatoirement faire partie de groupements professionnels tels qu'ils se trouvent déterminés dans les articles suivants.

Par entreprises coloniales, la présente loi entend toutes les entreprises autres que familiales ou artisanales dont l'activité s'exerce totalement ou partiellement à la colonie, quel que soit le lieu du siège social.

ART. 2. — Les licences d'exportation ou d'importation, les mesures de soutien prévues en faveur des entreprises coloniales, les subventions sur les fonds publics, ne pourront être accordées qu'aux entreprises appartenant à l'un des groupements professionnels. Les marchés administratifs ne pourront être passés qu'avec elles.

ART. 3. — Il est créé un comité central des groupements professionnels coloniaux, composés des six groupements suivants :

1<sup>o</sup> — Groupement des productions agricoles et forestières;

2<sup>o</sup> — Groupement des productions industrielles;

3<sup>o</sup> — Groupement des productions minières;

4<sup>o</sup> — Groupement du commerce;

5<sup>o</sup> — Groupement des transports;

6<sup>o</sup> — Groupement du crédit.

Chaque groupement comprendra autant de sections et de sous-sections que le nécessitera l'exercice d'activités particulières.

L'organisation des groupements des sections et des sous-sections sera réalisée par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 4. — Les présidents et vice-présidents du comité central des groupements des sections et des sous-sections seront nommés pour une durée d'un an, avec faculté de renouvellement, par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 5. — Le secrétaire d'Etat aux colonies désigne un commissaire du gouvernement pour le représenter auprès du comité. En cas de carence du comité, le commissaire du gouvernement exerce tous les droits dévolus à ce dernier.

Des commissaires-adjoints du gouvernement peuvent être désignés, après accord, s'il y a lieu, avec les secrétaires d'Etat intéressés, par le secrétaire d'Etat aux colonies, en vue d'assister ou de suppléer dans ses fonctions le commissaire du gouvernement.

Le commissaire du gouvernement et les commissaires-adjoints sont choisis parmi les fonctionnaires en activité de service.

Leurs attributions seront fixées par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies et des secrétaires d'Etat intéressés.

ART. 6. — Le comité central des groupements professionnels coloniaux est dirigé par un conseil comprenant le président du comité, le président ou à défaut un vice-président de chacun des groupements et le commissaire du gouvernement.

Le secrétaire d'Etat aux colonies peut appeler à siéger dans le conseil, à titre consultatif, des fonctionnaires du département des colonies ou des personnalités qualifiées, métropolitaines, coloniales ou indigènes.

ART. 7. — Le comité central est chargé, sous l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies :

1<sup>o</sup> — De préparer suivant les directives fixées par le secrétaire d'Etat aux colonies, les programmes de production et d'exportation des produits coloniaux ou de ravitaillement des colonies;

2<sup>o</sup> — De proposer au département sur sa demande, les règles à imposer aux entreprises, en ce qui concerne les conditions générales de leur activité, l'acquisition et la répartition des matières premières, l'emploi de la main-d'œuvre, les modalités des échanges de produits et de services, le souci de la qualité, le recensement des entreprises, des moyens de production et des stocks, la régularisation de la concurrence et toutes questions d'ordre professionnel;

3<sup>o</sup> — De proposer, s'il y a lieu, le prix des produits et services;

4<sup>o</sup> — De proposer, le cas échéant, toutes mesures visant à constituer ou faire constituer les organismes susceptibles d'assurer une meilleure organisation de l'économie coloniale, au mieux des divers intérêts en présence.

ART. 8. — Les propositions du comité doivent, pour devenir exécutoires, être approuvées, après accord avec les secrétaires d'Etat intéressés, par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies qui peut déléguer, pour certaines catégories de questions, le droit d'approbation au commissaire du gouvernement.

La coordination entre les groupements professionnels coloniaux et les groupements professionnels de la

Métropole sera établie par arrêtés signés du secrétaire d'Etat aux colonies et des secrétaires d'Etat intéressés.

ART. 9. — En cas d'infraction aux règlements édictés en exécution de l'article 8 ci-dessus, le comité propose au secrétaire d'Etat aux colonies les sanctions ci-après :

1<sup>o</sup> — Interdiction temporaire ou définitive pour le chef d'entreprise ou pour plusieurs des dirigeants de l'entreprise, d'exercer des fonctions de direction dans aucune entreprise de la branche d'activité considérée ou dans aucune autre entreprise industrielle ou commerciale ;

2<sup>o</sup> — Une amende au profit du trésor, à l'encontre d'une entreprise, pouvant aller jusqu'à 10 pour 100 du chiffre d'affaires.

ART. 10. — Seront dissous par décret les groupements et organismes à caractère professionnel se proposant notamment un rôle de représentation ou de défense d'intérêts économiques coloniaux.

Le secrétaire d'Etat aux colonies, d'accord avec le ministre secrétaire d'Etat aux finances, fixe la destination à donner aux biens des groupements et organismes dissous.

ART. 11. — Il est institué auprès du comité central un secrétariat général dont le titulaire est désigné par le secrétaire d'Etat aux colonies, après avis du président du comité.

ART. 12. — Le comité central peut être autorisé par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies et du ministre secrétaire d'Etat aux finances, à imposer aux entreprises une cotisation dont le produit couvrira les dépenses administratives du comité des groupements des sections et des sous-sections.

ART. 13. — La comptabilité du comité est soumise au contrôle de l'inspection des colonies.

ART. 14. — Les modalités d'application de la présente loi, tant dans la Métropole qu'aux colonies, seront fixées par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 15. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 6 décembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

*Le garde des sceaux,*

*ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Raphaël ALIBERT.

*Le vice-président du conseil,*

*ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,*

Pierre LAVAL.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Marcel PEYROUTON.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu ;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 3 et 6 de la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 3. — Il est créé un comité central des groupements professionnels coloniaux, chargé de coordonner et de contrôler l'activité des six groupements suivants :

« 1<sup>o</sup> — Groupement des productions agricoles et forestières ;

« 2<sup>o</sup> — Groupement des productions industrielles ;

« 3<sup>o</sup> — Groupement des productions minières ;

« 4<sup>o</sup> — Groupement du commerce ;

« 5<sup>o</sup> — Groupement des transports ;

« 6<sup>o</sup> — Groupement du crédit.

« Chaque groupement comprendra autant de sections et de sous-sections que le nécessitera l'exercice d'activités particulières.

« L'organisation des groupements des sections et des sous-sections sera réalisée par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

« Art. 6. — Sous réserve des dispositions des articles 4 et 5 qui précèdent, la composition du comité central est fixée par décret rendu sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 5 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

*L'amiral de la flotte,  
vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires  
étrangères et à l'intérieur,*  
Amiral DARLAN.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies ;

Vu la loi du 6 décembre 1940, modifiée le 5 décembre 1940 ;

#### DECRETONS :

##### TITRE PREMIER

DU COMITÉ CENTRAL ET DES COMITÉS D'ORGANISATION  
DES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS COLONIAUX

ARTICLE PREMIER. — Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées par la loi du 6 décembre 1940, et notamment pour assurer la constitution des groupements professionnels et proposer un statut d'ensemble des professions intéressées, le comité central, créé par l'article 3 de la loi susvisée, est subdivisé en six comités d'organisation. Ces comités prennent les dénominations suivantes :

1<sup>o</sup> — Comité d'organisation des productions agricoles et forestières coloniales ;

2<sup>o</sup> — Comité d'organisation des productions industrielles coloniales ;

3<sup>o</sup> — Comité d'organisation des productions minières coloniales ;

4<sup>o</sup> — Comité d'organisation du commerce colonial ;

5<sup>e</sup> — Comité d'organisation des transports coloniaux;

6<sup>e</sup> — Comité d'organisation du crédit aux colonies.

ART. 2. — Réuni en assemblée plénière, le comité central est composé des personnalités suivantes : le président, les vice-présidents, les présidents des comités d'organisation.

ART. 3. — Les présidents des comités d'organisation sont nommés par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

A titre transitoire et pour le cours de la présente année, ils exercent, concurremment, les fonctions de présidents des groupements professionnels.

Les membres des comités d'organisation sont nommés dans les mêmes conditions que leur président et sur la proposition de ceux-ci; ils peuvent être répartis en sections et sous-sections.

ART. 4. — Les propositions élaborées par les comités d'organisation, en application de l'article 7 de la loi du 6 décembre 1940, lorsqu'elles ont été adoptées par le comité central sont transmises par lui au secrétaire d'Etat aux colonies, accompagnées de l'avis du commissaire du gouvernement.

Le commissaire du gouvernement et ses adjoints assistent de droit aux séances des comités d'organisation, comme à celles de l'assemblée plénière du comité central.

Le président du comité central, le commissaire du gouvernement et les commissaires-adjoints peuvent faire inscrire à l'ordre du jour des séances du comité central ou d'un comité d'organisation toute question dont l'étude leur paraît opportune.

Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées par la loi du 6 décembre 1940 et assurer, en outre, toutes liaisons utiles avec les organisations professionnelles de la Métropole et de l'Afrique du nord le comité central dispose d'un conseiller technique, choisi parmi les fonctionnaires en activité de service et nommé sur la proposition du président du comité central, par arrêté de l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à l'intérieur, et du secrétaire d'Etat aux colonies.

## TITRE II

### DU COMITÉ CENTRAL ET DES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS

ART. 5. — Les groupements professionnels sont chargés de la gestion des intérêts communs de la profession et de l'exécution des mesures prises, sur proposition du comité central, par le secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 6. — L'action des groupements professionnels s'exerce sous l'autorité du comité central, chargé de la coordonner et de la contrôler. Un arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies définira les modalités de cette coordination et de ce contrôle.

ART. 7. — Les statuts des groupements professionnels coloniaux sont élaborés par les comités d'organisation et approuvés par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies. Ces statuts doivent prévoir que la désignation des présidents des groupements est subordonnée à l'agrément du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 8. — Les présidents, vice-présidents du comité central, des comités d'organisation, des groupements professionnels, des sections et sous-sections, les membres des bureaux consultatifs, le secrétaire général et

tous secrétaires et employés administratifs sont tenus au secret professionnel, sous les peines prévues à l'article 378 du code pénal.

ART. 9. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 25 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le contre-amiral,  
secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*L'amiral de la flotte,  
vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires  
étrangères et à l'intérieur,*  
Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

LE CONTRE-AMIRAL, SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 6 décembre 1940, relative à l'organisation des groupements professionnels coloniaux;

Vu le décret du 25 mars 1941, relatif au rôle et à la composition du comité central des groupements professionnels coloniaux;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le comité central institué par la loi du 6 décembre 1940 coordonne et contrôle, sous la responsabilité de son président, d'une part, l'activité des comités d'organisation des groupements professionnels coloniaux, d'autre part, l'activité des groupements professionnels constitués par la loi, lorsque leurs statuts auront été approuvés par le secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le comité central se réunit en assemblée plénière, pour connaître des travaux des comités d'organisation, au moins une fois tous les deux mois.

Cette assemblée comprend : le président, les vice-présidents, ainsi que les présidents des comités d'organisation, ces derniers pouvant, en cas d'empêchement, se faire représenter par un vice-président de leur comité.

Le comité central se réunit, pour connaître de l'activité des groupements professionnels, chaque fois qu'il est nécessaire.

Il est composé, dans ce cas, uniquement de son président et des présidents des groupements professionnels, ces derniers pouvant, le cas échéant, se faire remplacer par un vice-président de leurs groupements respectifs.

Le président du comité central est normalement assisté et peut se faire représenter par l'un des vice-présidents.

ART. 3. — Le président du comité central convoque le comité central, fixe son ordre du jour, prend les mesures que commande l'exécution de ses décisions et de celles du secrétaire d'Etat aux colonies.

Il a le droit d'assister à toutes les réunions du comité d'organisation, ainsi qu'à celles des groupements professionnels, de leurs sections et sous-sections.



ART. 4. — Les commissaires du gouvernement et les commissaires-adjoints, conformément à l'article 4 du décret du 25 mars 1941, assistent de droit aux séances des comités d'organisation, comme à celles de l'assemblée plénière du comité central.

Le commissaire du gouvernement assiste de droit à toutes autres séances du comité central. Il peut s'y faire accompagner ou représenter par un commissaire-adjoint.

Le président du comité central peut l'habiliter à assister aux réunions des groupements professionnels.

ART. 5. — Les vice-présidents peuvent être chargés par le président du comité central et en vue de l'organisation des groupements professionnels coloniaux :

D'agir par délégation du président ;

D'accomplir toutes missions d'étude ou de représentation ;

De préparer toutes mesures de coordination entre les comités d'organisation ;

D'examiner, pour l'ensemble des professions, les questions qui concernent la représentation professionnelle coloniale et ses rapports avec les administrations locales ;

De préparer la représentation des intérêts artisanaux et familiaux ;

De réunir les données générales que comporte l'étude des questions professionnelles sous leur aspect administratif et juridique (main-d'œuvre, salaires, questions douanières, fiscales, etc.).

ART. 6. — Le comité central des groupements professionnels coloniaux et chacun des groupements professionnels sont dotés de la personnalité civile.

Ils sont représentés en justice et dans tous les actes de la vie civile par leur président responsable, qui peut déléguer aux présidents de sections et de sous-sections, ainsi qu'à tel mandataire de son choix tout ou partie des pouvoirs qu'il détient à ce titre.

ART. 7. — Le secrétaire général assiste le président dans la préparation des travaux du comité central et dans l'exécution de ses décisions.

Il a le droit d'assister à toutes les réunions du comité central ainsi qu'à celles des comités d'organisation et des groupements professionnels, de leurs sections et sous-sections.

Il dirige le personnel administratif du comité central.

Il propose au président la nomination et le licenciement de ce personnel, ainsi que le taux de sa rémunération.

Il établit, pour l'ensemble du comité central et des comités d'organisation, un budget unique qu'il soumet, après qu'il a été arrêté par le comité central, à l'approbation du commissaire du gouvernement.

Il centralise les recettes et pourvoit aux dépenses.

Il délègue aux présidents de groupements les crédits nécessaires.

Il tient la comptabilité et rend annuellement au comité central le compte général des recettes et des dépenses. Ce compte est approuvé par le commissaire du gouvernement.

ART. 8. — Le comité central fixe par voie de règlement intérieur, tant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne chacun des groupements professionnels, tous les détails d'organisation et de fonctionnement, qui n'ont pas fait l'objet d'un arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 9. — Le directeur des affaires économiques au secrétariat d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 25 mars 1941.

Amiral PLATON.

LE CONTRE-AMIRAL, SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies ;

Vu la loi du 5 mars 1941, modifiant la loi du 6 décembre 1940 ;

Vu le décret du 25 mars 1941 relatif au rôle et à la composition du comité central des groupements professionnels coloniaux ;

#### ARRETE :

#### 1<sup>o</sup> — GROUPEMENT PROFESSIONNEL DES PRODUCTIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES COLONIALES

ARTICLE PREMIER. — Sont considérées comme entreprises agricoles et forestières aux termes de la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies toutes les entreprises autres que familiales ou artisanales dont l'activité agricole ou forestière s'exerce totalement ou partiellement dans les territoires relevant du ministère des colonies, quel que soit le lieu de leur siège social.

Le groupement professionnel des productions agricoles et forestières, qui prendra le nom de « Confédération nationale de la production agricole et forestière dans les territoires d'outre-mer », est divisé en sections et sous-sections :

Les sous-sections groupent les entreprises :

Soit à la colonie, sous le nom d' « Association des producteurs de... », suivi de l'indication du territoire ;

Soit en France, sous le nom d' « Association inter-coloniale des producteurs de... ».

Les sections groupent, en France, les associations sous le nom de « Fédération nationale des producteurs de... dans les territoires d'outre-mer ».

ART. 2. — Les sections et les sous-sections métropolitaines et coloniales sont créées par décision du comité central sur la proposition du président du groupement.

Elles répondent soit aux besoins de l'activité professionnelle particulière à un produit ou à une caisse de produits, soit aux aires géographiques distinctes dont ces produits sont originaires.

L'immatriculation aux sous-sections créées dans les territoires d'outre-mer est obligatoire pour toutes les entreprises installées dans ces territoires, même si elles sont déjà immatriculées à une sous-section métropolitaine.

L'immatriculation aux sous-sections métropolitaines est obligatoire pour toutes les entreprises ayant un représentant dans la métropole, même si elles sont déjà immatriculées à une sous-section locale.

ART. 3. — Le groupement est administré par un président auprès duquel sont placés un ou plusieurs vice-présidents et un bureau consultatif composé des présidents de sections.

Les vice-présidents du groupement peuvent être chargés de la présidence d'une section.

Le président peut leur déléguer une partie de ses pouvoirs. En cas d'absence ou d'empêchement, il charge l'un d'entre eux de le représenter.

Le commissaire du gouvernement sera averti de toute réunion du bureau consultatif du groupement.

ART. 4. — Le président du groupement responsable vis-à-vis du comité central assure l'exécution des décisions de ce comité pour tout ce qui a trait à l'activité agricole et forestière des territoires d'outre-mer. Il reçoit, à cet effet, une délégation de pouvoirs du comité central.

Il est chargé de la direction d'ensemble du groupement et du contrôle général de son activité, notamment au point de vue technique, économique et social.

Il propose au comité central le règlement des questions qui touchent à la discipline du groupement et à l'honneur des diverses professions qu'il rassemble.

Il propose, s'il y a lieu, au comité central le prix des produits et services pour les activités relevant de son groupement.

Il prend les mesures que commande l'organisation interprofessionnelle à l'intérieur du groupement et arbitre les différends éventuels entre les présidents responsables des sections.

Il représente le groupement dans ses rapports avec tous les organismes publics ou privés, français ou étrangers et notamment, avec les groupements similaires et les comités d'organisation métropolitains. Il est tenu, dans ce cas, d'informer de toutes ses démarches le commissaire du gouvernement et d'en rendre compte au comité central.

Il convoque, quand il le juge nécessaire, ensemble ou séparément, les membres du bureau consultatif.

Il peut, également, en vue d'une consultation, réunir tous membres des groupements intéressés à une question particulière et, notamment, ceux dont les entreprises sont situées dans une même colonie ou un même groupe de colonies.

Il peut exiger de toutes entreprises les documents nécessaires à son information.

Il effectue ou fait effectuer toutes enquêtes et tous contrôles qu'il juge indispensables à l'exécution de sa mission.

Il peut, pour certains objets définis et pour une durée limitée, faire détacher auprès de lui par les sections dépendant du groupement les collaborateurs d'entreprises privées dont la compétence lui serait nécessaire.

Il assume ou délègue la présidence effective des organismes de nature scientifique ou technique que les entreprises du groupement constitueraient dans l'intérêt général de la production et coordonne leurs activités tant dans la métropole qu'aux colonies.

Il peut déléguer à des présidents de sections, au cas et dans la mesure où il le juge utile, une partie des pouvoirs qui lui ont été remis par le comité central.

Les décisions du président du groupement sont exécutoires et deviennent définitives si, dans un délai de cinq jours après la notification qui lui en est faite, le commissaire du gouvernement n'a pas usé de son droit de veto suspensif.

ART. 5. — Le président du groupement peut désigner dans chaque colonie ou groupe de colonies un délégué permanent.

Cette désignation est soumise à l'agrément du comité central.

Le délégué permanent arbitre les différends éventuels entre les présidents des sous-sections locales.

Le comité central peut lui déléguer, sur la proposition du président du groupement et pour s'exercer dans les limites du territoire pour lequel il a été désigné, tout ou partie des pouvoirs définis à l'article 4.

Le délégué permanent rend compte au président du groupement de l'exercice de cette délégation.

Un commissaire, pourvu d'un droit de veto suspensif, est désigné par le chef de la colonie pour connaître des décisions du délégué permanent.

Ces décisions sont exécutoires et deviennent définitives si, dans un délai de cinq jours après la notification qui lui en est faite, le commissaire n'a pas usé de son droit de veto.

Celui-ci ne s'exerce pas toutefois à l'égard des mesures prises par le délégué permanent en exécution des décisions du comité central.

ART. 6. — Les sections, les sous-sections métropolitaines et coloniales sont dirigées par un président assisté d'un ou plusieurs vice-présidents.

Leur organisation, les règles de leur fonctionnement, les pouvoirs de leurs présidents sont fixés par voie de règlement intérieur du groupement, préparé par le président du groupement et arrêté par le comité central.

ART. 7. — Les présidents du groupement, des sections et sous-sections disposeront d'un personnel d'exécution dont les conditions types d'engagement seront déterminées par le comité central.

Dans la limite des crédits ouverts et sous leur responsabilité, ils nommeront et licencieront ce personnel.

## 2<sup>o</sup> — GROUPEMENT PROFESSIONNEL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

ARTICLE PREMIER. — Sont considérées comme entreprises industrielles aux termes de la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies toutes les entreprises autres que familiales ou artisanales dont l'activité industrielle s'exerce totalement ou partiellement dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, quel que soit le lieu de leur siège social.

Le groupement professionnel de l'industrie est divisé en sections et sous-sections.

Les sous-sections groupent les entreprises :

Soit à la colonie, sous le nom de « sous-section locale » ;

Soit en France, sous le nom de « sous-section métropolitaine ».

Les sections groupent, en France, les sous-sections sous le nom de « section de... » pour les territoires d'outre-mer ».

ART. 2. — Même rédaction que l'article 2 de 1<sup>o</sup> sauf à la fin du deuxième paragraphe où, au lieu de : « dont ces produits sont originaires », lire : « où ces activités se manifestent ».

ART. 3. — Même rédaction que l'article 3 de 1<sup>o</sup>.

ART. 4. — Même rédaction que l'article 4 de 1<sup>o</sup> sauf, au premier paragraphe, au lieu de : « agricole et forestière » lire : « industrielle ».

ART. 5. — Même rédaction que l'article 5 de 1<sup>o</sup>.

ART. 6 et 7. — Même rédaction que les articles 6 et 7 de 1<sup>o</sup>.

## 3<sup>o</sup> — GROUPEMENT PROFESSIONNEL DES PRODUCTIONS MINIÈRES COLONIALES

ARTICLE PREMIER. — Sont considérées comme entreprises minières coloniales aux termes de la loi du 6 décembre 1940, relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies, toutes les entre-



prises autres que familiales ou artisanales dont l'activité minière s'exerce totalement ou partiellement dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, quel que soit le lieu de leur siège social.

ART. 2. — Le groupement professionnel des entreprises minières coloniales est divisé en sections métropolitaines et coloniales entre lesquelles les entreprises sont réparties selon la nature de leurs activités particulières. La compétence de chaque section est fixée par le comité central des groupements professionnels coloniaux, sur proposition du président du groupement.

ART. 3. — Le groupement est administré par un président assisté d'un vice-président et d'un bureau consultatif composé des présidents de sections.

Le commissaire du gouvernement sera averti de toute réunion du bureau consultatif du groupement.

ART. 4. — Même rédaction que l'article 4 de 1<sup>o</sup>, sauf :

a) Premier paragraphe, *au lieu de* : « agricole et forestière », *lire* : « minière » ;

b) Troisième paragraphe, *au lieu de* : « des diverses... », *lire* : « de la profession ».

ART. 5. — Même rédaction que l'article 5 de 1<sup>o</sup>.

ART. 6. — Dans chaque colonie ou groupement de colonies, les entreprises minières travaillant dans la colonie peuvent être réunies en sous-sections locales.

Les sous-sections sont créées par décisions du comité central, sur la proposition du président du groupement.

Elles sont dirigées par le délégué permanent.

Leur organisation et les règles de leur fonctionnement sont fixées par voie de règlement intérieur du groupement préparé par le président du groupement et arrêté par le comité central.

ART. 7. — Les présidents du groupement et des sections, les délégués permanents disposeront d'un personnel d'exécution dont les conditions types d'engagement seront déterminées par le comité central.

Dans la limite des crédits ouverts et sous leur responsabilité, ils nommeront et licencieront ce personnel.

#### 4<sup>o</sup> — GROUPEMENT PROFESSIONNEL DU COMMERCE

ARTICLE PREMIER. — Sont tenues, aux termes de la loi du 6 décembre 1940, relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies, d'adhérer au groupement du commerce colonial, toutes personnes, maisons de commerce, entreprises industrielles ou agricoles, se livrant, dans les conditions fixées par l'article 1<sup>er</sup> du code de commerce, à des actes de commerce dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, quel que soit le lieu de leur siège social.

Le groupement professionnel du commerce est divisé en sections et sous-sections.

ART. 2. — Même rédaction que l'article 2 de 1<sup>o</sup>, sauf pour le deuxième paragraphe, qui devient :

« Elles correspondent aux groupes de colonies dans lesquels s'exerce l'activité des entreprises et dans chacun d'eux aux besoins particuliers des différentes activités professionnelles ».

ART. 3. — Même rédaction que l'article 3 de 1<sup>o</sup>, sauf en ce qui concerne le deuxième paragraphe, qui est supprimé.

ART. 4. — Même rédaction que l'article 4 de 1<sup>o</sup>, sauf :

a) Premier paragraphe, *au lieu de* : « agricole et forestière », *lire* : « commerciale » ;

b) Troisième paragraphe, *au lieu de* : « des diverses... », *lire* : « du commerce colonial » ;

c) Neuvième paragraphe, *au lieu de* : « toutes entreprises », *lire* : « tous commerçants » ;

d) Onzième et douzième paragraphes supprimés.

ART. 5. — Même rédaction que l'article 5 de 1<sup>o</sup>.

ART. 6 et 7. — Même rédaction que les articles 6 et 7 de 1<sup>o</sup>.

#### 5<sup>o</sup> — GROUPEMENT DES TRANSPORTS COLONIAUX

ARTICLE PREMIER. — Sont considérés comme entreprises des transports, aux termes de la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies, toutes les entreprises et tous services publics, quel que soit le lieu de leur siège social, qui consacrent, en faveur des tiers, totalement ou partiellement, leur activité au transport des personnes ou des marchandises, soit dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, soit entre ces divers territoires, soit entre ces territoires et la métropole, qu'il s'agisse de transport par mer, par voie fluviale, par fer, par route ou par air.

ART. 2. — Le groupement général des transports coloniaux est divisé en groupements particuliers et en sections.

Chaque section est elle-même subdivisée en sous-sections.

Les groupements particuliers, les sections et les sous-sections sont créés par décision du comité central, sur la proposition du président du groupement général des transports.

Ils répondent soit aux besoins de l'activité professionnelle particulière à un genre de transport, soit aux aires géographiques distinctes que desservent les entreprises.

L'immatriculation aux sous-sections créées dans les territoires d'outre-mer est obligatoire pour toutes les entreprises installées dans ces territoires, même si elles sont déjà immatriculées à une sous-section métropolitaine.

L'immatriculation aux groupements particuliers, aux sections et aux sous-sections de la métropole est obligatoire pour toutes les entreprises ayant un représentant dans la métropole, même si elles sont déjà immatriculées à une sous-section locale.

ART. 3. — Le groupement général des transports coloniaux comporte également un organisme chargé d'étudier et d'appliquer les mesures de coordination indispensables entre les différents genres de transport.

Cet organisme porte le nom de « comité de coordination des transports coloniaux ».

ART. 4. — Le groupement général des transports coloniaux est administré par un président auprès duquel sont placés un ou plusieurs vice-présidents et un bureau consultatif composé des présidents des groupements particuliers.

Les vice-présidents du groupement général peuvent être chargés de la présidence d'un groupement particulier.

Le président peut leur déléguer une partie de ses pouvoirs. En cas d'absence ou d'empêchement, il charge l'un d'entre eux de le représenter.

Le commissaire du gouvernement sera averti de toute réunion du bureau consultatif du groupement.

ART. 5. — Le président du groupement général des transports coloniaux responsable vis-à-vis du comité central assure l'exécution des décisions de ce comité

pour tout ce qui a trait aux transports dans les territoires d'outre-mer et également aux transports entre la France et les colonies. Il reçoit, à cet effet, une délégation de pouvoirs du comité central.

Puis, même rédaction que l'article 4 de 1<sup>o</sup>, sauf :  
a) Troisième paragraphe, *au lieu de* : « des diverses... », etc. », *lire* : « de la profession » ;

b) Quatrième paragraphe, *supprimer* : « produits et... » ;

c) Cinquième paragraphe, *après* : « responsables », *ajouter* : « des groupements particuliers et... » ;

d) Onzième paragraphe, *après* : « auprès de lui », *ajouter* : « par les groupements particuliers et... » ;

e) Douzième paragraphe : supprimé ;

f) Treizième paragraphe, *après* : « déléguer », *au lieu de* : « à des présidents de section », *lire* : « au président du comité de coordination et à des présidents de groupements particuliers » ;

g) Quatorzième paragraphe, *après* : « groupement », *ajouter* : « général ».

ART. 6. — Même rédaction que l'article 5 de 1<sup>o</sup>, sauf au quatrième paragraphe où, *après* : « groupement », *ajouter* : « général », et *in fine*, *au lieu de* : « article 4 », *lire* : « article 5 (de 5<sup>o</sup>) ».

ART. 7. — Le comité de coordination, les groupements particuliers, les sections et les sous-sections sont dirigés par un président, assisté d'un ou plusieurs vice-présidents.

Leur organisation, les règles de leur fonctionnement, les pouvoirs de leurs présidents sont fixés par voie de règlement intérieur du groupement général des transports, préparé par le président du groupement et arrêté par le comité central.

ART. 8. — Les présidents du groupement général, du comité de coordination, des groupements particuliers, des sections et des sous-sections disposeront d'un personnel d'exécution dont les conditions types d'engagement seront déterminées par le comité central.

Dans la limite des crédits ouverts et sous leur responsabilité, ils nommeront et licencieront ce personnel.

#### 6<sup>o</sup> — GROUPEMENT PROFESSIONNEL DU CRÉDIT

ARTICLE PREMIER. — Doivent adhérer au groupement professionnel colonial du crédit, dont la création est prévue par la loi du 6 décembre 1940 :

1<sup>o</sup> — Les banques coloniales d'émission,

2<sup>o</sup> — Les établissements privés ci-après :

a) Les banques qui exercent totalement ou partiellement leur activité aux colonies, quel que soit le lieu de leur siège social. Par banques, il faut entendre les entreprises ou établissements qui font profession habituelle de recevoir du public, sous forme de dépôts ou autrement, des fonds qu'ils emploient pour leur propre compte, en opérations de crédit, en opérations d'escompte ou en opérations financières ;

b) Sociétés financières. — Par sociétés financières, il faut entendre les établissements dont l'activité habituelle consiste à employer leurs capitaux propres et ceux qui leur sont confiés à des investissements, des ouvertures de crédit ou des opérations financières, sans recevoir de dépôts du public et sans faire d'escomptes proprement dits ;

3<sup>o</sup> — Quel que soit également le lieu de leur siège social, les institutions privilégiées de crédit exerçant leur activité aux colonies ;

4<sup>o</sup> — Les établissements publics ou services publics coloniaux, les établissements privés d'intérêt général,

effectuant les opérations de l'une ou l'autre des deuxième et troisième catégories susvisées.

Dans l'organisation et le fonctionnement du groupement, il sera tenu compte, pour les banques, institutions, établissements ou services visés aux nos 1, 3 et 4 ci-dessus, des dispositions statutaires ou réglementaires qui leur sont propres.

ART. 2. — Le groupement professionnel colonial du crédit est divisé en trois sections : banques d'émission, banques privées et établissements privilégiés de crédit, cette dernière section englobant les institutions visées sous les nos 3 et 4 de l'article premier.

ART. 3. — Le groupement est administré par un président assisté d'un bureau consultatif composé des présidents de section.

ART. 4. — Le président du groupement assure l'exécution des décisions du comité central qui lui donne, à cet effet, une délégation de pouvoirs.

Puis, même rédaction que l'article 4 de 1<sup>o</sup>, sauf :

a) Troisième paragraphe, *au lieu de* : « des diverses... », etc. », *lire* : « de la profession » ;

b) Quatrième paragraphe : supprimé ;

c) Sixième paragraphe, *après* : « notamment avec... », *au lieu de* : « les groupements... et les comités... », *lire* : « le groupement... et le comité... » ;

d) Huitième paragraphe, *au lieu de* : « des groupements intéressés », *lire* : « du groupement intéressé » ;

e) Huitième et neuvième paragraphes, *au lieu de* : « les... », puis : « toutes entreprises », *lire* : « les... », puis : « tous établissements » ;

f) Douzième paragraphe : supprimé.

ART. 5. — Même rédaction que l'article 5 de 1<sup>o</sup>, sauf troisième paragraphe supprimé.

ART. 6. — Le président du groupement, les présidents des sections, les délégués permanents disposeront d'un personnel d'exécution dont les conditions types d'engagement seront déterminées par le comité central.

Dans la limite des crédits ouverts et sous leur responsabilité, ils nommeront et licencieront ce personnel.

Fait à Vichy, le 8 avril 1941.

Amiral PLATON.

#### Justice indigène

#### RAPPORT

Au Maréchal de France, Chef de l'Etat Français

Vichy, le 27 avril 1941.

MONSIEUR LE MARÉCHAL,

Le territoire du Togo est, au point de vue judiciaire, compris dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française.

En matière indigène, l'organisation et le fonctionnement des juridictions y sont réglementés par le décret du 21 avril 1933 qui est la reproduction intégrale du décret du 3 décembre 1931 réglementant la justice indigène en Afrique occidentale française.

Les raisons qui ont motivé l'institution d'un code pénal à l'usage des justiciables des juridictions indigènes de l'Afrique occidentale française sont valables pour le Togo.

En conséquence, nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation deux projets de décret qui rendent applicables au territoire du Togo le code pénal indigène institué pour l'Afrique occidentale française par le décret du 11 février 1941 et le décret du 11 février 1941, qui modifie celui du 3 décembre 1931, portant organisation de la justice indigène en Afrique occidentale française.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Maréchal, l'hommage de notre profond respect.

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le mandat sur le Togo confié à la France par la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1858;

Vu la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive;

Vu le décret du 12 décembre 1905 sur la répression de la traite;

Vu le décret du 2 mai 1906 sur les conventions écrites;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 26 avril 1923 sur la répression de l'anthropophagie;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo, modifié par le décret du 5 mai 1926;

Vu le décret du 16 novembre 1924 réorganisant la justice française en Afrique occidentale française et dans le territoire du Togo sous mandat de la France, ensemble les décrets modificatifs;

Vu le décret du 5 mars 1927 déterminant les pouvoirs des gouverneurs quant à l'administration de la justice;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale;

Vu le décret du 30 décembre 1928 autorisant dans les colonies autres que les Antilles et la Réunion, dans les pays de protectorat et territoires à mandat dépendant du ministère des colonies, les gouverneurs généraux, gouverneurs et commissaires de la République à fixer par voie d'arrêté les honoraires, les indemnités et les frais de justice;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo, ensemble les décrets modificatifs des 22 janvier 1936 et 10 juin 1938;

Vu le décret du 22 juillet 1939 portant réorganisation de la justice française dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 1<sup>er</sup> à 125 inclus du décret du 11 février 1941 portant institution en Afrique occidentale française d'un code pénal indigène sont déclarées applicables au territoire du Togo.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et au *Journal officiel* du

territoire du Togo placé sous mandat de la France et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 27 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

DECRET du 11 février 1941 instituant un code pénal indigène pour l'A. O. F.

#### RAPPORT

*Au Maréchal de France, Chef de l'Etat Français*

Vichy, le 11 février 1941.

MONSIEUR LE MARÉCHAL,

Les justiciables des tribunaux indigènes de l'Afrique occidentale française sont actuellement soumis, en matière répressive, à une réglementation basée sur la coutume, dans la mesure où elle ne porte aucune atteinte à l'ordre public.

L'incertitude de la coutume livre trop fréquemment le justiciable à l'arbitraire et entraîne, de la part des juridictions, des erreurs, des divergences, des contradictions, dans l'application des peines.

Pour remédier à cette situation, il a paru indispensable d'élaborer un texte spécial, inspiré du code pénal métropolitain, basé sur une notion de l'ordre public particulière à la colonie et qui tient compte néanmoins de la coutume, tout autant qu'il n'en résulte aucun manquement aux principes de notre civilisation.

Le progrès le plus réel de ce code pénal sur la réglementation actuellement en vigueur consiste dans l'énumération et la définition de toutes les infractions punissables, dans la prévision d'un maximum et d'un minimum, dans la fixation, par conséquent, de limites dans lesquelles le juge a toute latitude de se mouvoir, avec la possibilité de descendre même au-dessous du minimum, par l'admission de circonstances atténuantes.

Le sursis dont le principe était admis déjà par la jurisprudence, est désormais inscrit dans le texte modificatif du décret du 3 décembre 1931 mis en harmonie avec le code pénal indigène.

Telles sont les dispositions essentielles du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Maréchal, l'hommage de notre profond respect.

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1858;

Vu le décret du 10 novembre 1903, réorganisant le service de la justice en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française, ensemble les décrets modificatifs des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu la loi du 14 août 1885, sur les moyens de prévenir la récidive;

Vu le décret du 2 mai 1906, sur les conventions écrites;

Vu le décret du 12 décembre 1905, sur la répression de la traite et le décret du 26 avril 1923, sur la répression de l'anthropophagie;

Vu le décret du 16 août 1912, réorganisant la justice indigène en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 9 mars 1914, modifiant l'article 2 du décret du 16 août 1912;

Vu le décret du 22 mars 1924, portant organisation nouvelle de la justice indigène en Afrique occidentale française, ensemble le décret modificatif du 16 mai 1928;

Vu le décret du 16 novembre 1924, réorganisant la justice française en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 5 mars 1927, déterminant les pouvoirs des gouverneurs quant à l'administration de la justice;

Vu le décret du 30 décembre 1928, autorisant dans les colonies autres que les Antilles et la Réunion, les gouverneurs généraux et gouverneurs à fixer par voie d'arrêté les honoraires, les indemnités et les frais de justice;

Vu le décret du 3 décembre 1931, organisant la justice indigène en Afrique occidentale française, ensemble les décrets modificatifs des 8 septembre 1934, 5 juin 1935, 29 mai 1936 et 10 juin 1938;

Vu le décret du 22 juillet 1939, portant réorganisation de la justice française dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies;

## DECRETONS :

### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE PREMIER. — Les peines applicables en matière de justice indigène se divisent en peines criminelles, peines appliquées aux délits et peines de simple police.

ART. 2. — L'infraction que le présent code punit d'une peine criminelle est un crime.

L'infraction que le présent code punit d'une peine de simple police est une contravention.

Toutes les autres infractions sont des délits.

ART. 3. — Toute tentative de crime, manifestée par un commencement d'exécution et suspendue ou n'ayant manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme le crime lui-même.

Les tentatives de délits ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale du présent code.

## LIVRE PREMIER

### Des peines

#### SECTION PREMIERE

##### PEINES CRIMINELLES

ART. 4. — Les peines criminelles sont :

- 1<sup>o</sup> — La mort;
- 2<sup>o</sup> — Les travaux forcés à perpétuité;
- 3<sup>o</sup> — Les travaux forcés de cinq à vingt ans et, éventuellement, à titre complémentaire;
- 4<sup>o</sup> — L'amende de 16 à 5.000 francs;
- 5<sup>o</sup> — L'interdiction de séjour ou la mise en résidence forcée de un à vingt ans;
- 6<sup>o</sup> — La confiscation.

Toute condamnation à une peine criminelle entraînera, de plein droit, la destitution ou l'exclusion à vie de tous emplois, fonctions ou offices publics.

ART. 5. — Tout condamné à mort sera fusillé.

La femme condamnée à mort, qui est reconnue enceinte, ne subira sa peine qu'après sa délivrance.

ART. 6. — Les hommes condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux les plus pénibles; les femmes seront employées à des travaux en rapport avec leur âge et leur sexe.

ART. 7. — Dans tous les cas où le tribunal peut ordonner la confiscation, celle-ci porte soit sur les choses produites par l'infraction, soit sur celles qui ont servi ou qui étaient destinées à la commettre.

## SECTION II

### PEINES APPLICABLES AUX DÉLITS

ART. 8. — Les peines sanctionnant les délits sont :

- 1<sup>o</sup> — L'emprisonnement de six jours à sept ans;
- 2<sup>o</sup> — L'amende de 16 à 2.000 francs et, éventuellement, à titre complémentaire;
- 3<sup>o</sup> — L'interdiction de séjour de un à dix ans;
- 4<sup>o</sup> — L'exclusion temporaire ou à vie de tous emplois, fonctions ou offices publics;
- 5<sup>o</sup> — La confiscation.

## SECTION III

### PEINES DE SIMPLE POLICE

ART. 9. — Les peines de simple police sont :

- 1<sup>o</sup> — L'emprisonnement de un à cinq jours inclusivement;
  - 2<sup>o</sup> — L'amende de 1 à 15 francs inclusivement.
- La confiscation pourra être appliquée comme peine complémentaire.

Ont, en outre, le caractère de peines de simple police les peines sanctionnant des faits dont la connaissance est attribuée en justice française au tribunal de simple police, ainsi que celles réprimant les faits prévus par les règlements visés à l'article 3 du décret du 6 mars 1877.

## SECTION IV

### APPLICATION DES PEINES

#### Récidive

##### (Crimes)

ART. 10. — Quiconque, ayant été condamné pour crime, aura commis un second crime, sera condamné au maximum de la peine encourue et ce maximum pourra, pour les peines temporaires, être élevé jusqu'au double.

#### Récidive

##### (Crime et délit)

ART. 11. — Quiconque, ayant été condamné pour crime, aura, dans le délai de cinq ans à dater de l'expiration de sa peine ou de sa prescription, commis un délit passible d'emprisonnement, sera condamné au maximum de la peine encourue, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

#### Récidive

##### (Délits)

ART. 12. — Quiconque, ayant été condamné pour délit, aura, dans un délai de cinq ans à dater de l'expiration de sa peine ou de sa prescription, commis un délit de même nature, sera condamné au maximum de la peine encourue, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

Les délits de vol, escroquerie et abus de confiance seront considérés comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit.

#### Circonstances atténuantes

ART. 13. — Si le tribunal reconnaît au coupable des circonstances atténuantes, il le condamnera ainsi qu'il suit :

S'il encourt la mort, aux travaux forcés à perpétuité ou aux travaux forcés de cinq à vingt ans;

S'il encourt les travaux forcés à perpétuité, aux travaux forcés de cinq à vingt ans ou à l'emprisonnement de deux à sept ans;

S'il encourt les travaux forcés de cinq à vingt ans, à l'emprisonnement de un à cinq ans.

Dans les cas prévus aux trois paragraphes précédents, l'interdiction de séjour pourra être prononcée.

Si le coupable encourt l'emprisonnement, le tribunal pourra, en déclarant l'existence de circonstances atténuantes, même en cas de récidive, réduire cette peine à un jour.

S'il encourt l'amende, celle-ci pourra être réduite à 1 franc.

#### *Solidarité*

ART. 14. — Tous les individus, condamnés pour un même crime ou pour un même délit, seront tenus solidairement des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais.

### **LIVRE II**

#### **Des personnes punissables, excusables ou responsables pour crimes ou délits**

##### *Complicité active*

ART. 15. — Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, conseils, injonctions, auront provoqué à cette action ou donné des instructions, indications, renseignements, pour la commettre;

Ceux qui auront procuré des armes, des instruments, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir;

Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée, sans préjudice des peines qui seront spécialement portées, par le présent code, contre les auteurs de complots ou attentats contre la sûreté de la colonie, même dans le cas où le crime qui était le but des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis;

Ceux qui, sciemment, auront recelé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit.

Les auteurs de faits de complicité active seront punis des mêmes peines que les auteurs du crime ou du délit dont ils se sont rendus complices.

##### *Complicité passive*

ART. 16. — Sont également complices d'un crime ou d'un délit ceux qui y ayant assisté, se sont abstenus d'intervenir pour empêcher sa perpétration, ou qui, en ayant eu connaissance, se sont abstenus d'en dénoncer l'auteur.

Les auteurs des faits de complicité passive prévus au paragraphe précédent seront, s'il s'agit d'un crime, punis d'un emprisonnement de deux à sept ans et d'une amende de 25 à 1.000 francs, et pourront l'être même de un à dix ans d'interdiction de séjour.

L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra, en outre, être prononcée.

S'il s'agit d'un délit, les coupables de complicité passive encourront les mêmes peines que l'auteur principal.

##### *Erreur sur la personne*

ART. 17. — Celui qui, dans l'accomplissement d'un acte criminel ou délictueux, dirigé contre une personne déterminée, en lèse involontairement une autre, en-

courra les peines prévues pour l'infraction qu'il avait l'intention de commettre.

#### *Mineurs*

ART. 18. — La majorité pénale est fixée à seize ans.

ART. 19. — Lorsque le prévenu ou l'accusé aura moins de treize ans, il sera acquitté comme ayant agi sans discernement.

Lorsque le prévenu ou l'accusé aura plus de treize ans et moins de seize ans, il sera acquitté s'il est décidé qu'il a agi sans discernement.

Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, le mineur sera soit remis à ses parents ou à un notable, soit renvoyé dans une maison de correction pour le temps que le jugement déterminera et qui, toutefois, ne pourra excéder la date de ses dix-huit ans révolus.

ART. 20. — S'il est décidé que le mineur de plus de treize ans et de moins de seize ans a agi avec discernement, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit :

S'il a encouru la peine de mort ou des travaux forcés à perpétuité, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement;

S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, il sera condamné à être emprisonné pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné, s'il eût été majeur de seize ans.

ART. 21. — Dans tous les cas où le mineur âgé de plus de treize ans et de moins de seize ans n'aura commis qu'un délit, la peine qui sera prononcée contre lui ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu seize ans.

#### *Responsabilité civile*

ART. 22. — Dans l'appréciation des responsabilités civiles les tribunaux répressifs indigènes se conformeront à la coutume.

#### *Démence, contrainte, ordre de la loi*

ART. 23. — Il n'y a ni crime ni délit :

1<sup>re</sup> — Lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action;

2<sup>o</sup> — Lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister;

3<sup>o</sup> — Lorsqu'il a agi en vertu d'une disposition de la loi ou d'un ordre de l'autorité légitime.

### **LIVRE III**

#### **Des crimes, des délits et de leur punition**

##### **TITRE PREMIER**

##### **SECTION PREMIÈRE**

##### **CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE**

##### *Complot contre la sûreté de la colonie*

ART. 24. — Il y a complot contre la sûreté de la colonie dès qu'une résolution d'agir, non suivie d'un commencement d'exécution, est arrêtée entre plusieurs personnes, dans le but, soit de paralyser ou de troubler l'organisation générale de la colonie, soit d'en détruire ou d'en troubler la paix intérieure, politique, économique ou sociale.

Le complot contre la sûreté de la colonie sera puni des travaux forcés à perpétuité.

S'il y a eu proposition faite et non agréée de former un complot contre la sûreté de la colonie, celui qui aura fait une telle proposition sera puni des travaux forcés de cinq à vingt ans; il pourra même l'être de 2.000 à 5.000 francs d'amende et de cinq à dix ans d'interdiction de séjour.



*Attentat contre la sûreté de la colonie*

ART. 25. — Est qualifié attentat contre la sûreté de la colonie tout fait de violences accompli sur des personnes, des animaux ou des choses dans le but, soit de paralyser ou de troubler l'organisation générale de la colonie, soit d'en détruire ou d'en troubler la paix intérieure, politique, économique ou sociale.

L'attentat contre la sûreté de la colonie sera puni des travaux forcés à perpétuité.

Si le crime a été commis par plusieurs personnes groupées à cet effet, il sera puni de mort.

*Révélation des crimes contre la sûreté de la colonie*

ART. 26. — Seront exemptés des peines prononcées contre les auteurs de complots ou d'autres crimes attentatoires à la sûreté de la colonie ceux des coupables qui, avant toute exécution ou tentative de ces complots ou de ces crimes, et avant toute poursuite commencée, auront les premiers donné au gouvernement ou aux autorités administratives ou judiciaires connaissance de ces complots ou crimes et de leurs auteurs ou complices.

Les coupables qui auront donné ces renseignements pourront néanmoins être condamnés à l'interdiction de séjour de cinq à vingt ans.

## SECTION II

## CRIMES ET DÉLITS INTÉRESSANT LES FONCTIONNAIRES

ART. 27. — Sont réputés fonctionnaires publics, au regard du présent code, tous les indigènes non citoyens qui, sous une dénomination et dans une mesure quelconque, sont investis d'un mandat, même temporaire, rémunéré ou gratuit, dont l'exécution se lie à un intérêt d'ordre public et qui, à ce titre, concourent au service de la colonie, des administrations publiques, des communes ou des groupements administratifs.

Sont assimilées aux fonctionnaires publics les personnes choisies par les particuliers ou déléguées par la justice en qualité d'experts, d'arbitres ou inter-prètes.

*Opposition à l'autorité des chefs*

ART. 28. — Tous actes, paroles, gestes, manœuvres quelconques, toutes abstentions volontaires, non punis par le présent code, susceptibles de constituer une opposition à l'autorité légitime d'un chef indigène, investi ou reconnu par l'administration et, par là, d'atteindre l'ordre public ou d'entraver la bonne marche des services administratifs, ainsi que toute excitation à cette opposition, seront punis d'un mois à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 500 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Lorsque l'infraction ci-dessus définie sera le fait de plusieurs personnes, agissant de concert, les peines prévues au paragraphe précédent pourront être portées au double.

En cas de récidive les juges pourront, en outre, prononcer l'interdiction de séjour pour une durée maximum de cinq ans.

*Attentat à la liberté*

ART. 29. — Tout fonctionnaire public qui, sachant qu'il agit hors de la limite de ses pouvoirs et pour des raisons étrangères à l'intérêt du service, aura arrêté ou fait arrêter, détenu ou fait détenir un sujet français sera condamné à un emprisonnement de un à cinq ans.

Si, néanmoins, il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, il sera déclaré coupable, mais exempt de la peine.

*Faux en écritures*

ART. 30. — Constitue le crime de faux toute altération de la vérité de nature à porter préjudice à autrui et commise dans un écrit, avec intention coupable;

Soit en dénaturant la substance ou les circonstances d'un acte;

Soit en y écrivant des conventions autres que celles tracées ou dictées par les parties;

Soit en constatant comme vrais des faits faux, ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas;

Soit par fabrication de tout ou partie d'un document;

Soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou signatures;

Soit par fausses signatures;

Soit par supposition de personnes;

Soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits qu'un acte quelconque avait pour objet de recevoir ou de constater.

ART. 31. — Tout fonctionnaire ou agent de l'autorité qui aura commis un faux dans l'exercice de ses fonctions sera puni des travaux forcés de cinq à vingt ans et pourra l'être même de cinq à vingt ans d'interdiction de séjour.

Le faux commis par toute autre personne sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés et pourra l'être même de cinq à dix ans d'interdiction de séjour.

Lorsque le préjudice, certain ou éventuel, sera évaluable en argent et inférieur à 5.000 francs, la peine sera, quel que soit l'auteur, un emprisonnement de deux à cinq ans. L'interdiction de séjour pourra en outre être prononcée pour deux à cinq ans.

ART. 32. — Ceux qui auront fait usage des actes faux seront punis de la peine encourue par l'auteur du faux.

*Détournement, soustraction et recel de deniers publics*

ART. 33. — Ont le caractère de deniers publics les fonds, espèces, monnaies, valeurs fiduciaires et, d'une façon générale, les titres ayant une valeur estimative en deniers, qui sont entrés dans les caisses de la colonie, à quelque titre que ce soit, et ceux qui sont perçus pour être versés dans ces caisses par les personnes chargées, en droit ou en fait, de les recouvrer.

Toute personne coupable de détournement de deniers publics supérieur à 3.000 francs sera punie de cinq à vingt ans de travaux forcés et pourra l'être de deux à vingt ans d'interdiction de séjour.

Dans le cas d'un détournement inférieur à 3.000 francs, la peine sera de deux à cinq ans de prison et pourra être même de deux à cinq ans d'interdiction de séjour.

Toute personne qui, connaissant leur caractère, aura frauduleusement appréhendé, détourné ou recelé des deniers publics sera punie des mêmes peines.

*Détournement et soustraction d'actes ou de titres*

ART. 34. — Tous fonctionnaires, agents de l'administration ou officiers publics, ainsi que leurs préposés, qui auront détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres qui leur ont été remis à raison de leurs fonctions, seront punis de cinq à vingt ans de travaux forcés et pourront l'être même de cinq à vingt ans d'interdiction de séjour.



*Concussion*

ART. 35. — Les fonctionnaires ou agents de l'administration, leurs commis ou préposés, les percepteurs de droits publics quelconques qui, dans une intention frauduleuse, ordonneront de percevoir et exigeront ou recevront ce qu'ils savent n'être pas dû pour droits, taxes, contributions, revenus, salaires ou traitements, seront punis de cinq à vingt ans de travaux forcés, si la totalité des sommes indûment exigées ou reçues, ou dont la perception a été ordonnée, excède 3.000 francs.

La peine sera de deux à cinq ans d'emprisonnement avec possibilité pour les juges de prononcer l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public, lorsque la totalité des sommes indûment exigées ou reçues, ou dont la perception a été ordonnée a été égale ou inférieure à 3.000 francs. La tentative de ce délit sera punie comme le délit lui-même.

*Corruption passive*

ART. 36. — Tout fonctionnaire ou agent de l'administration qui aura agréé soit personnellement, soit par intermédiaire, des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents, pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, ou encore pour s'abstenir de faire un acte qui entrerait dans l'exercice de ses devoirs sera puni de deux à sept ans d'emprisonnement et d'une amende qui ne pourra être inférieure à 50 francs, ni supérieure à 200 francs.

Sera puni des mêmes peines tout médecin qui, dans l'exercice de ses fonctions, et pour favoriser quelqu'un, aura certifié faussement ou dissimulé l'existence d'une maladie ou infirmité. Il en sera de même pour tout arbitre ou expert qui aura agréé des offres ou promesses, reçu des dons ou présents pour rendre une décision ou donner une opinion favorable à une partie en cause.

Si c'est un juge ou un assesseur qui s'est laissé corrompre, il sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés.

Sera punie des peines prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article toute personne investie d'un mandat électif, qui aura agréé des offres ou promesses, reçu des dons ou présents pour faire obtenir des décorations, médailles, distinctions ou récompenses, des places, fonctions ou emplois, des faveurs quelconques, accordés par l'autorité publique, des marchés, entreprises ou autres bénéfices résultant de traités conclus également avec l'autorité publique et aura ainsi abusé de l'influence, réelle ou supposée, que lui donne son mandat.

Toute autre personne qui se sera rendue coupable de faits semblables sera punie d'un emprisonnement de un an au moins et de cinq ans au plus et d'une amende qui ne pourra être supérieure à 200 francs ni moindre de 16 francs.

Sera puni d'un emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende de 16 à 100 francs ou de l'une de ces deux peines seulement tout commis, employé ou préposé d'un commerçant ou d'un industriel qui aura directement ou par personne interposée, à l'insu et sans le consentement de son patron, sollicité ou agréé des offres, promesses, dons ou avantages sous une forme quelconque pour faire un acte de son emploi ou s'abstenir de faire un acte qui entrerait dans l'ordre de ses devoirs.

Dans tous les cas prévus au présent article, les juges prononceront l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

*Corruption active*

ART. 37. — Quiconque aura, directement soit par l'intermédiaire, contraint ou tenté de contraindre par voie de fait ou menaces, corrompu ou tenté de corrompre par promesses, offres, dons ou présents, l'une des personnes de la qualité exprimée en l'article 36, y compris les commis, employés ou préposés d'un commerçant ou d'un industriel et, pour le cas de trafic d'influence, les personnes investies d'un mandat électif et même les simples particuliers, en vue d'obtenir soit une opinion favorable, soit des déclarations écrites ou estimatives contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises ou, d'une façon générale, des récompenses, avantages ou bénéfices quelconques, soit enfin un acte entrant dans l'exercice de leurs attributions ou l'abstention d'un acte compris dans l'ordre de leurs devoirs, sera puni des mêmes peines que les personnes corrompues.

Toutefois, si les tentatives prévues au paragraphe précédent n'ont eu aucun effet, la peine sera de six mois à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 3.000 francs.

Dans tous les cas prévus au présent article, les juges prononceront l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

*Violation de domicile*

ART. 38. — Quiconque se sera introduit sans droit et à l'aide de menaces ou violences dans le domicile d'un indigène sera puni de six jours à un an d'emprisonnement. Si le coupable est un fonctionnaire ou un agent de l'administration, agissant hors les cas prévus par la loi, la peine sera de un mois à deux ans d'emprisonnement.

Les juges pourront, en outre, prononcer l'amende de 16 à 500 francs.

*Suppression de lettres*

ART. 39. — Toute suppression ou ouverture de lettres, cartes, télégrammes ou paquets confiés à la poste sera punie de six jours à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si le coupable est un fonctionnaire ou un agent de l'administration, il sera puni de six mois à sept ans d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 500 francs. Le tribunal prononcera, en outre, l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

La tentative de ce délit sera punie comme le délit lui-même.

*Rébellion*

ART. 40. — Toute attaque, toute résistance avec violences, voies de fait ou menaces envers les officiers publics ou ministériels, fonctionnaires, agents ou préposés de l'autorité publique, agissant pour l'exécution des lois, règlements ou ordres de l'autorité publique, est qualifiée rébellion.

Si la rébellion est commise par plus de deux personnes munies d'armes, instruments ou projectiles ostensibles ou cachés, les coupables seront punis de cinq à vingt ans de travaux forcés et pourront l'être même de un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Si la rébellion est commise par moins de trois personnes munies d'armes, instruments ou projectiles ostensibles ou cachés, ou par des personnes non armées, les coupables seront punis de un à cinq ans d'emprisonnement.

*Outrages à fonctionnaires*

ART. 41. — L'outrage adressé par paroles, écrits ou dessins non rendus publics, gestes, menaces, directement ou non, à tous fonctionnaires ou agents de l'administration ou tout officier public ou ministériel, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni de un mois à trois ans d'emprisonnement.

Sera puni de la même peine, l'outrage adressé aux assesseurs indigènes des juridictions françaises ou indigènes, dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions.

*Violences sur fonctionnaires*

ART. 42. — Toute violence ou voie de fait commise sur un fonctionnaire ou agent de l'administration, ou sur un officier public ou ministériel, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera punie de un à sept ans d'emprisonnement.

## SECTION III

## CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA PAIX PUBLIQUE

*Contrefaçon et usage d'effets du trésor*

ART. 43. — Quiconque aura contrefait ou altéré des effets émis par le trésor public ou des billets de banque, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

Sera puni de la même peine, quiconque aura émis ou introduit dans la colonie les mêmes effets altérés ou contrefaits, ou qui en aura fait usage, sachant leur fausseté.

ART. 44. — Seront exemptés des peines prononcées en l'article précédent ceux des coupables qui, avant la consommation de ces crimes, et avant toute poursuite, en auront donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités.

Les coupables qui auront donné cette connaissance pourront, néanmoins, être condamnés à l'interdiction de séjour de cinq à vingt ans.

*Contrefaçon des timbres et marques*

ART. 45. — Ceux qui auront contrefait les sceaux, timbres ou marques de l'Etat, de la colonie ou d'une autorité publique ou qui auront, sciemment, fait usage de sceaux, timbres ou marques de même nature, contrefaits, seront punis des travaux forcés de cinq à vingt ans et pourront même l'être de un à vingt ans d'interdiction de séjour.

*Usage frauduleux des timbres et marques*

ART. 46. — Ceux qui s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres et marques de l'Etat, de la colonie, ou d'une autorité publique, en auront fait sciemment un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'Etat, de la colonie ou d'une autorité publique, seront punis de deux à sept ans d'emprisonnement et pourront l'être même de un à dix ans d'interdiction de séjour. Le tribunal pourra, en outre, prononcer l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

*Témoins défaillants*

ART. 47. — Les témoins régulièrement invités à comparaître devant les juridictions ou les magistrats de la justice indigène, qui auront allégué une excuse reconnue fausse, seront condamnés à un emprisonnement de six jours à deux mois.

Lorsqu'un témoin de statut indigène, convoqué dans les mêmes conditions, aura refusé de comparaître ou, sans motif légitime, n'aura pas comparu, il sera condamné à une amende qui ne pourra excéder 100 frs.

et à un emprisonnement de six à quinze jours ou à l'une de ces deux peines seulement.

Lorsque, dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, il s'agira d'un témoin de statut européen, les magistrats ou les juridictions de la justice indigène dresseront procès-verbal constatant délit et le transmettront au procureur de la République compétent.

*Evasion*

ART. 48. — Le détenu qui se sera évadé ou aura tenté de s'évader sera puni d'un emprisonnement de six jours à cinq ans.

S'il y a eu violence ou bris de prison, l'emprisonnement pourra être élevé jusqu'à sept ans, sans préjudice des peines que le détenu pourrait encourir pour les violences ainsi commises par lui.

ART. 49. — Tout préposé à la garde ou à la conduite d'un détenu, coupable de l'avoir laissé échapper par négligence, sera puni :

Si les évadés, ou l'un d'eux, étaient inculpés ou condamnés pour crime, de un mois à trois ans d'emprisonnement ;

Si les évadés, ou l'un d'eux, étaient inculpés ou condamnés pour délit, de six jours à un an d'emprisonnement ;

Si les évadés, ou l'un d'eux, étaient condamnés pour contravention, de six jours à quinze jours d'emprisonnement.

Les peines ci-dessus établies cesseront, lorsque les évadés seront repris dans les quatre mois de l'évasion.

*Recel de malfaiteurs*

ART. 50. — Ceux qui auront volontairement donné ou fait donner asile ou refuge à des personnes qu'ils savaient avoir commis un crime, leur procurant ainsi le moyen de se soustraire aux recherches de la justice, seront complices dans le sens de l'article 15 du présent code.

Ceux qui auront volontairement donné ou fait donner asile ou refuge à des personnes qu'ils savaient avoir commis un délit leur procurant ainsi le moyen de se soustraire aux recherches de la justice, seront punis des peines prévues par l'article 16 du présent code.

*Bris de scellés*

ART. 51. — Quiconque aura brisé ou enlevé à dessein des scellés, affiches, au moyen desquels les autorités administratives et judiciaires ont interdit l'accès des locaux ou l'enlèvement d'objets, sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement.

Si c'est le gardien des scellés qui les a brisés, il sera puni de un à cinq ans d'emprisonnement.

S'il est convaincu de simple négligence, la peine sera de six jours à six mois d'emprisonnement.

Dans les cas prévus aux deux premiers paragraphes du présent article, une amende de 50 à 2.000 francs sera prononcée contre le coupable, qui pourra, au surplus, être déclaré incapable d'exercer à jamais aucun emploi public.

*Enlèvement des pièces*

ART. 52. — En cas de soustraction, détournement, enlèvement, altération, destruction d'objets, pièces, ou actes mis sous scellés ou placés dans les archives, greffes, ou dépôts publics, la peine sera, contre les gardiens ou dépositaires négligents, de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de 16 à 300 francs d'amende.

L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra, en outre, être prononcée.

Quiconque se sera rendu coupable des soustractions, détournements, enlèvements, altérations, ou destructions mentionnés au paragraphe précédent, sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés et pourra l'être même de un à dix ans d'interdiction de séjour.

Si le crime est l'ouvrage du dépositaire lui-même, il sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et de un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Si les soustractions, détournements, enlèvements, altérations, destructions visés au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article ont été commis avec violence sur des personnes ou sur des choses, la peine sera, contre toute personne, des travaux forcés à perpétuité.

#### *Dégradation de monuments publics*

ART. 53. — Quiconque aura volontairement détruit, abattu, mutilé, dégradé ou souillé, les édifices, monuments, installations ou objets de toutes espèces, élevés, protégés, ou conservés par l'autorité publique ou avec son autorisation, ainsi que les puits ou installations hydrauliques, sera puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de 50 à 200 francs.

#### *Usurpation de titres ou fonctions*

ART. 54. — Quiconque, sans titre, se sera immiscé dans des fonctions publiques, ou aura fait les actes d'une de ces fonctions, sera puni d'un emprisonnement de deux à sept ans et sera déclaré incapable d'exercer à jamais aucun emploi public.

Quiconque aura, indûment et publiquement, porté un costume ou uniforme officiel, français ou étranger, ou une décoration française ou étrangère, ou qui, dans des appels au public ou des actes officiels, s'attribuera indûment des titres ou décorations, sera puni de un à cinq ans d'emprisonnement et pourra être, en outre, déclaré incapable d'exercer à jamais aucun emploi public.

Quiconque, hors les cas prévus au paragraphe précédent, aura, publiquement, porté un costume ou un insigne propre à tromper sur sa qualité, sera puni d'une amende de 16 à 300 francs.

#### *Association de malfaiteurs*

ART. 55. — Toute association formée, quelle que soit sa durée et le nombre de ses membres, toute entente établie, dans le but de préparer ou de commettre un attentat contre les personnes ou les propriétés, constitue un crime contre la paix publique.

Quiconque, avec connaissance, se sera affilié à une association formée ou aura participé à une entente établie dans le but spécifié au paragraphe ci-dessus, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

Ceux qui se seront rendus coupables du crime mentionné au présent article, seront exemptés de peine, si, avant toute poursuite contre personne dénommée, ils ont révélé aux autorités constituées l'entente établie ou l'existence de l'association.

#### *Mendicité avec simulation*

ART. 56. — Celui qui simulera des infirmités ou des plaies dans le but d'obtenir l'aumône, sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement.

#### *Simulation d'infraction*

ART. 57. — Celui qui dénoncera aux autorités publiques une infraction qu'il sait n'avoir pas existé, ou qui fabriquera une fausse preuve relative à une infraction réelle ou imaginaire, sera puni d'un emprisonnement de un mois à cinq ans.

#### *Infraction à interdiction de séjour*

ART. 58. — Le condamné qui contreviendra à l'interdiction de séjour, ou qui quittera la résidence qui lui aura été assignée en application de l'article 13 du décret du 3 décembre 1931, sera condamné à un emprisonnement pour une durée qui ne pourra excéder cinq ans.

### SECTION IV

#### DES SOCIÉTÉS SECRÈTES ET ASSOCIATIONS

ART. 59. — Est considéré comme société secrète tout groupement clandestin cherchant à dérober sciemment ses réunions et leur but aux autorités administratives et judiciaires.

Les sociétés secrètes sont interdites. Ceux qui seront convaincus d'avoir fait partie d'une société secrète seront punis d'une amende de 100 à 500 francs et d'un emprisonnement de six mois à deux ans et pourront être déclarés incapables pour cinq années d'exercer aucun emploi public. Ces condamnations pourront être portées au double contre les chefs ou fondateurs de la société. Ces peines seront prononcées sans préjudice de celles qui pourraient être encourues pour crimes et délits.

ART. 60. — Nulle association de plus de vingt personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement, et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société.

Dans le nombre des personnes indiqué par le présent article, ne sont pas comprises celles domiciliées dans la maison où l'association se réunit.

Toute association de la nature ci-dessus exprimée, qui se sera formée sans autorisation, ou qui après l'avoir obtenue, aura enfreint les conditions à elles imposées, sera dissoute.

Les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association seront, en outre, punis d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 à 200 francs.

Les simples associés seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 61. — Les peines prévues par les articles 59 et 60 ci-dessus, ne seront pas applicables aux sociétés ou associations coutumières ayant pour objet de maintenir certaines traditions ou de célébrer certains rites locaux, et dont l'existence ou l'activité n'est contraire, ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs, ni aux principes de la civilisation française.

ART. 62. — Si, par discours, exhortations, invocations ou prières, en quelque langue que ce soit, ou par lecture, affiche, publication ou distribution d'écrits quelconques, il a été fait, dans les assemblées des sociétés secrètes ou associations susvisées, quelque provocation à des crimes ou à des délits, la peine sera de 100 francs à 300 francs d'amende, et de trois mois à deux ans d'emprisonnement, contre les chefs, directeurs et administrateurs de ces associations et contre les auteurs de la provocation, sans préjudice, à l'égard de ces derniers, des peines plus fortes portées par la loi.

ART. 63. — Tout individu qui, sans la permission de l'autorité, aura accordé ou consenti l'usage de sa maison ou de son appartement, en tout ou partie, pour

la réunion des membres d'une société secrète ou d'une association non autorisée, sera puni d'une amende de 16 à 200 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

## TITRE II

### CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PARTICULIERS

#### CHAPITRE PREMIER

#### Crimes et délits contre les personnes

##### SECTION PREMIÈRE

###### HOMICIDE

ART. 64. — L'homicide commis volontairement est qualifié meurtre.

Tout meurtre commis avec préméditation ou guet-apens est qualifié assassinat.

La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition.

Le guet-apens consiste à attendre plus ou moins de temps, dans un ou divers lieux, un individu, soit pour lui donner la mort, soit pour exercer sur lui des actes de violences.

Est qualifié parricide le meurtre des père et mère légitimes, naturels ou adoptifs ou de tout autre ascendant légitime.

L'infanticide est le meurtre ou l'assassinat d'un enfant nouveau-né.

Est qualifié empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, et quelles qu'en aient été les suites.

ART. 65. — Tout coupable d'assassinat, de parricide ou d'empoisonnement sera puni de mort.

Toutefois, la mère, auteur principal ou complice de l'assassinat ou du meurtre de son nouveau-né, sera punie, dans le premier cas, des travaux forcés à perpétuité, et dans le second cas des travaux forcés de cinq à vingt ans, mais sans que cette disposition puisse s'appliquer à ses co-auteurs ou à ses complices.

Seront punis comme coupables, d'assassinat tous malfaiteurs quelle que soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leur crime, emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie.

ART. 66. — Le meurtre emportera la peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre meurtre.

Le meurtre emportera également la peine de mort lorsqu'il aura eu pour objet, soit de préparer, faciliter ou exécuter un crime ou délit, soit de favoriser la fuite, ou d'assurer l'impunité des auteurs ou complices de ce crime ou délit.

En tout autre cas, le coupable de meurtre sera puni des travaux forcés à perpétuité.

ART. 67. — Les coups, blessures, violences volontaires, exercés sans intention de donner la mort, mais l'ayant cependant occasionnée, seront punis de cinq à vingt ans de travaux forcés et pourront l'être même de un à vingt ans d'interdiction de séjour.

En cas de préméditation ou de guet-apens, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

ART. 68. — L'homicide involontaire, commis ou causé par maladresse, imprudence, négligence, inattention ou inobservation des règlements, sera puni

d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

## SECTION II

### COUPS, BLESSURES, VIOLENCES

ART. 69. — Tout individu qui, volontairement, aura porté des coups, ou fait des blessures, ou commis toute autre violence ou voie de fait, s'il est résulté de ces sortes de violences une maladie ou incapacité de travail personnelle pendant plus de vingt jours, sera puni d'un emprisonnement de deux à sept ans et d'une amende de 16 à 500 francs, et pourra même l'être de un à dix ans d'interdiction de séjour.

S'il y a eu préméditation ou guet-apens, la peine sera de cinq à dix ans de travaux forcés. Les juges pourront, en outre, prononcer l'interdiction de séjour de un à vingt ans.

Quand les violences, les blessures ou les coups auront été suivis de mutilation, amputation, privation de l'usage d'un membre ou d'un sens, cécité, perte d'un œil, ou autres infirmités ou maladies permanentes, la peine sera de cinq à dix ans de travaux forcés. Les juges pourront, en outre, prononcer l'interdiction de séjour de un à vingt ans.

S'il y a eu préméditation ou guet-apens, la peine sera de cinq à vingt ans de travaux forcés. L'interdiction de séjour de un à vingt ans pourra, en outre, être prononcée.

ART. 70. — Lorsque les blessures ou les coups, ou autres violences ou voies de fait, n'auront occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnelle de l'espèce mentionnée à l'article 69, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

S'il y a eu préméditation ou guet-apens, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans et l'amende de 50 à 300 francs.

En tout cas, l'interdiction de séjour de un à dix ans pourra, en outre, être prononcée.

ART. 71. — Celui qui, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura, involontairement, porté des coups, fait des blessures, ou occasionné des maladies à autrui, sera puni d'un emprisonnement de dix jours à deux ans et d'une amende de 50 à 500 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 72. — Celui qui aura volontairement abandonné, dans des conditions telles que son salut dépendait du hasard, un enfant ou incapable hors d'état de se protéger lui-même, ou qui aura volontairement interrompu la fourniture d'aliments ou les soins qui lui étaient dus, sera, s'il en est résulté une mutilation, une infirmité, ou une maladie permanente, puni de cinq à dix ans de travaux forcés.

Lorsque l'abandon aura occasionné la mort, l'action sera considérée comme meurtre.

S'il est résulté de l'abandon une maladie ou incapacité de plus de vingt jours, la peine sera de un à six ans d'emprisonnement.

Dans les autres cas, la peine sera de un à trois ans d'emprisonnement.

#### Avortement

ART. 73. — L'avortement volontaire, tenté ou obtenu de quelque manière que ce soit, soit par la femme, soit, même avec son consentement, par un tiers, sera puni

de deux à sept ans d'emprisonnement et pourra l'être même de 100 à 1.000 francs d'amende et de un à dix ans d'interdiction de séjour.

*Traitement d'épreuve  
et autres pratiques nuisibles à la santé*

ART. 74. — Quiconque, sans intention de donner la mort, aura administré volontairement à une personne des substances ou se sera livré sur elle, même avec son consentement, à des pratiques ou manœuvres qui auront déterminé ou auraient pu déterminer une maladie ou une incapacité de travail, sera puni de six jours à trois ans d'emprisonnement et pourra l'être même de 16 à 200 francs d'amende et de un à dix ans d'interdiction de séjour.

S'il en résulte une maladie ou une incapacité permanente, la peine sera de cinq à dix ans de travaux forcés. L'interdiction de séjour, de cinq à dix ans, pourra être prononcée.

Si la mort s'en est suivie, la peine sera de cinq à vingt ans de travaux forcés et, facultativement, de un à vingt ans d'interdiction de séjour.

### SECTION III

#### JUSTIFICATIONS, EXCUSES

ART. 75. — Si le meurtre et les violences volontaires de l'espèce définie par l'article 67 et par les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 69 du présent code ont été provoqués par des violences graves envers les personnes, la peine sera celle du paragraphe 1<sup>er</sup> dudit article 69.

ART. 76. — Les crimes mentionnés au précédent article sont excusables et punis des peines prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 69 du présent code, s'ils ont été commis en repoussant, pendant le jour, l'intrusion dans une habitation ou ses dépendances, notamment par escalade ou effraction des murs, clôtures ou entrées.

ART. 77. — Le parricide n'est jamais excusable.

ART. 78. — Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures, les violences et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui.

ART. 79. — Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense, les deux cas suivants :

1<sup>o</sup>. — Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, si les coups ont été portés ou si les violences ont été exercées en repoussant pendant la nuit l'intrusion dans une habitation ou ses dépendances, notamment par escalade ou effraction des clôtures, murs ou enclos ;

2<sup>o</sup>. — Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs des vols ou de pillages exécutés avec violence.

### SECTION IV

#### MENACES

ART. 80. — Quiconque aura, par paroles, écrits, actes, gestes ou signes conventionnels, menacé autrui d'un attentat contre les personnes qui serait punissable de la peine de mort ou des travaux forcés sera puni de six mois à trois ans d'emprisonnement.

Si les menaces ont été faites avec ordre ou sous condition, la peine sera de deux à sept ans d'emprisonnement.

Quiconque aura, par paroles, écrits, actes, gestes ou signes conventionnels, menacé autrui de coups, blessures, violences ou voies de fait volontaires autres

que ceux prévus aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 69 du présent code, si la menace a été faite avec ordre ou sous condition, sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

### SECTION V

#### ATTENTATS AUX MŒURS

##### *Outrage à la pudeur*

ART. 81. — L'outrage à la pudeur, commis publiquement et intentionnellement, sera puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

##### *Attentat à la pudeur*

ART. 82. — Tout attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violences sur la personne d'un enfant de l'un ou l'autre sexe, âgé de moins de dix ans, sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés et pourra l'être même de cinq à dix ans d'interdiction de séjour.

Sera puni des mêmes peines l'attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violences contre des individus de l'un ou l'autre sexe.

Si le crime prévu au paragraphe précédent a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de treize ans accomplis, le coupable sera condamné aux travaux forcés de cinq à vingt ans et pourra l'être même à l'interdiction de séjour de un à vingt ans.

Si l'attentat a été commis avec l'aide d'un tiers ou de plusieurs personnes, la peine sera de cinq à vingt ans de travaux forcés, avec possibilité d'appliquer l'interdiction de séjour pour la même durée, dans les cas prévus aux deux premiers paragraphes du présent article, et des travaux forcés à perpétuité, dans le cas prévu au paragraphe 3 ci-dessus.

##### *Viol*

ART. 83. — Le viol sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et pourra l'être même d'un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Si le viol a été commis à l'aide de plusieurs personnes ou sur la personne d'un enfant de moins de treize ans, le coupable sera condamné à vingt ans de travaux forcés et à l'interdiction de séjour de cinq à vingt ans et les juges ne pourront, en déclarant l'existence de circonstances atténuantes, réduire la peine au-dessous de deux années d'emprisonnement.

Si le viol a été commis avec les deux circonstances aggravantes, prévues au paragraphe précédent, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

#### EXCITATION A LA DÉBAUCHE

##### *Métier de souteneur*

ART. 84. — Quiconque aura soit excité, favorisé ou facilité habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe, soit pour satisfaire les passions d'autrui, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une fille ou une femme en vue de la débauche, soit retenu contre son gré une personne dans une maison de débauche ou l'aura contrainte à se livrer à la prostitution, sera puni de six mois à trois ans d'emprisonnement et pourra l'être même d'un à dix ans d'interdiction de séjour.

Quiconque sera convaincu d'avoir tiré de la prostitution d'autrui tout ou partie de ses moyens d'existence sera puni d'un à trois ans d'emprisonnement. L'interdiction de séjour de cinq à dix ans pourra, en outre, être prononcée.



*Adultère et abandon du domicile conjugal*

ART. 85. — L'adultère de la femme sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans.

Sera punie des peines de l'adultère la femme qui aura abandonné le domicile conjugal, hors les cas où la coutume indigène autorise cet abandon.

Le complice de la femme sera puni comme la femme elle-même et pourra, en outre, être condamné à une amende de 50 à 300 francs.

Les poursuites ne pourront être exercées qu'à la demande du mari; celui-ci restera maître de les arrêter ou d'arrêter l'effet de la condamnation et ce désistement profitera au complice.

Le mari monogame qui aura entretenu une concubine dans la maison conjugale et qui aura été convaincu, sur la plainte de l'épouse, sera puni comme la femme adultère. Les poursuites seront arrêtées et la condamnation ne sera pas exécutée en cas de désistement de l'épouse.

## SECTION VI

ARRESTATIONS ILLÉGALES  
ET SÉQUESTRATION DE PERSONNES

ART. 86. — Seront punis de cinq à vingt ans de travaux forcés et pourront l'être même d'un à vingt ans d'interdiction de séjour :

1<sup>o</sup> — Ceux qui, sans ordres des autorités publiques et hors les cas où la loi ordonne de saisir les prévenus, notamment les cas de crime ou de flagrant délit, auront arrêté, détenu ou séquestré une personne quelconque;

2<sup>o</sup> — Ceux qui, en connaissance de cause, auront prêté un lieu pour exécuter la détention ou la séquestration.

Les coupables encourront la peine de mort, si les personnes arrêtées, détenues ou séquestrées ont été soumises à des tortures corporelles.

Si la séquestration a été accompagnée soit de violences n'ayant pas le caractère de tortures corporelles, soit de menaces de mort, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

*Enlèvement de personnes*

ART. 87. — Quiconque, par fraude, violence ou menaces, enlèvera un individu du lieu où il aura été placé par ceux à l'autorité desquels il était soumis ou confié sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et pourra l'être même d'un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Si la personne enlevée est âgée de moins de quatorze ans ou si elle est une femme mariée, la peine sera des travaux forcés à perpétuité.

Celui qui, sciemment, aura caché ou soustrait aux recherches une personne qui aura été enlevée, sera puni, suivant les cas, des peines prévues aux deux paragraphes précédents.

La peine des travaux forcés à perpétuité sera toujours applicable si le coupable s'est fait payer une rançon par les personnes sous l'autorité ou la surveillance desquelles la personne enlevée était placée.

*Enlèvement par séduction*

ART. 88. — Lorsque l'enlèvement de personne visé à l'article précédent sera commis sans fraude, violence ni menace, son auteur sera puni, si la personne est âgée de moins de quatorze ans, de cinq à dix ans de travaux forcés et pourra l'être même d'un à vingt ans d'interdiction de séjour.

*Garde d'un mineur*

ART. 89. — Dans tous les cas de crime ou de délit commis sur un mineur, le tribunal répressif saisi pourra ordonner que la garde de ce mineur sera confiée à un parent, à une personne ou à une institution qu'il désignera.

Après l'expiration du délai d'appel, toute personne privée du droit de garde, en vertu du paragraphe précédent, pourra en demander la restitution au tribunal du premier degré, statuant en matière civile et en premier ressort.

## SECTION VII

## FAUX TÉMOIGNAGE

ART. 90. — Quiconque, en quelque matière que ce soit, se rendra coupable de faux témoignage à l'audience, sans se rétracter avant la clôture des débats, sera puni d'un emprisonnement de deux à sept ans et pourra l'être même d'une amende de 50 à 1.000 frs.

Si le faux témoignage a été commis en matière criminelle, la peine sera de cinq à vingt ans de travaux forcés et pourra même être de 50 à 1.000 francs d'amende et d'un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Le simple refus de répondre soit à l'instruction, soit à l'audience, sera puni de six jours à trois mois d'emprisonnement.

ART. 91. — Le coupable de subornation de témoins sera passible des mêmes peines que le faux témoin.

## SECTION VIII

## DÉNONCIATION CALOMNIEUSE — RÉVÉLATION DE SECRET

ART. 92. — Quiconque aura fait, verbalement ou par écrit, à l'autorité publique une dénonciation calomnieuse contre un ou plusieurs individus, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs.

Est calomnieuse la dénonciation intentionnellement mensongère d'un fait faux, de nature à exposer celui qui en est l'objet à une sanction administrative ou à des poursuites judiciaires.

ART. 93. — Tous ceux qui étant dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, auront, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et pourront l'être même d'une amende de 50 à 500 francs.

Ces peines seront applicables notamment aux membres indigènes des juridictions françaises et indigènes, coupables d'avoir violé le secret des délibérations.

## CHAPITRE II

## Crimes et délits contre les propriétés

## SECTION PREMIERE

## VOLS

ART. 94. — Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol.

*Vols qualifiés*

ART. 95. — Sera puni des travaux forcés à perpétuité tout individu coupable de vol commis en bande ou à main armée.

La même peine sera applicable en cas de vol commis à l'aide de violences avec ou sans port d'arme.

ART. 96. — Sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et pourra l'être même d'un à vingt ans



d'interdiction de séjour tout individu coupable d'un vol commis la nuit, avec l'une des circonstances suivantes :

- 1<sup>o</sup> — Dans une maison habitée;
- 2<sup>o</sup> — A l'aide d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs;
- 3<sup>o</sup> — Par deux personnes au moins.

ART. 97. — Sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés et pourra l'être même d'un à dix ans d'interdiction de séjour tout individu coupable d'un vol commis la nuit.

Les mêmes peines seront applicables en cas de vol commis le jour, avec l'une des circonstances suivantes :

- 1<sup>o</sup> — A l'aide d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs;
- 2<sup>o</sup> — Par deux personnes au moins;

3<sup>o</sup> — Si le voleur est un domestique ou un homme de service à gages, même lorsqu'il aura commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient soit dans la maison de son maître, soit dans celle où il l'accompagnait, ou si c'est un ouvrier ou apprenti dans la maison, l'atelier, le magasin ou l'exploitation agricole de son patron, ou un individu travaillant habituellement dans l'habitation où il aura volé;

4<sup>o</sup> — Si le vol a été commis par le maître au préjudice de son domestique, homme de services à gages, ouvrier ou apprenti.

ART. 98. — Est réputée maison habitée, au sens du présent chapitre, tout bâtiment, logement, case, cabane, même mobile, tente qui, sans être actuellement habitée, est destiné à l'habitation.

#### *Vols simples, grivèlerie*

ART. 99. — Tous les autres vols non spécifiés dans la présente section, les larcins et filouteries, ainsi que les tentatives de ces mêmes délits, seront punis d'un emprisonnement d'un à sept ans et pourront l'être même de 16 à 500 francs d'amende et d'un à dix ans d'interdiction de séjour. L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra être prononcée.

Quiconque, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, se fera servir des boissons ou des aliments qu'il aura consommés en tout ou en partie, dans les établissements à ce destinés, sera puni d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

La même peine sera applicable à celui qui, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, se fera loger pour une journée au moins dans un établissement à ce destiné, ou aura utilisé une voiture de transport en commun ou de place.

### SECTION II

#### EXTORSION ET DÉPOSSESSION FRAUDULEUSE

ART. 100. — Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et pourra l'être même d'un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Quiconque, à l'aide de la menace, écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires aura extorqué ou tenté d'extorquer, soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits énumérés au paragraphe précédent, sera puni d'un emprisonnement de deux à sept ans; l'interdiction de

séjour d'un à dix ans et l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourront être prononcées.

Le saisi qui aura détruit, détourné ou tenté de détourner ou de détruire des objets saisis sur lui, sera puni de deux à sept ans d'emprisonnement et pourra l'être même de 16 à 1.000 francs d'amende et d'un à dix ans d'interdiction de séjour. L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra en outre être prononcée.

Ces peines seront également applicables à tout débiteur, emprunteur ou tiers donneur de gage qui aura détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner des objets par lui donnés à titre de gages.

#### DISPOSITION DU BIEN D'AUTRUI

ART. 101. — La vente ou mise en gage du bien d'autrui, consentie de mauvais foi, sera punie des peines prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 99.

ART. 102. — Quiconque, par la force ou par des procédés frauduleux aura dépossédé autrui d'une propriété immobilière, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et, facultativement, d'une amende de 16 à 500 francs, sans préjudice, le cas échéant, des peines qui seraient encourues pour attroupement armé, violences et voies de fait, menaces, escroquerie et autres infractions.

La tentative sera punie comme le délit lui-même.

### SECTION III

#### ESCOQUERIE

ART. 103. — Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses ou des mensonges caractérisés pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait ou aura tenté de se faire remettre des fonds, des objets ou effets mobiliers, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement de deux à sept ans et pourra l'être même de 50 à 2.000 francs d'amende et d'un à dix ans d'interdiction de séjour. L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra être appliquée.

Ces peines seront applicables à toute personne qui aura donné ou tenté de donner en mariage une fille déjà mariée ou promise, ou une fille sur laquelle la coutume ne lui confère aucun droit, et qui aura perçu ou tenté de percevoir tout ou partie de la dot.

#### *Abus de blanc-seing*

ART. 104. — Quiconque, abusant d'un blanc-seing qui lui aura été confié, aura frauduleusement écrit au-dessus une obligation ou décharge ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire; sera puni des peines portées en l'article précédent.

Dans le cas où le blanc-seing ne lui aurait pas été confié, il sera poursuivi comme faussaire et puni comme tel.

#### *Sorcellerie, magie, charlatanisme*

ART. 105. — Quiconque se sera livré au trafic d'ossements humains ainsi qu'à des pratiques de sorcellerie, magie ou charlatanisme susceptibles de troubler l'ordre public ou de porter atteinte aux personnes ou

à la propriété sera puni de quinze jours à six mois d'emprisonnement sans préjudice, le cas échéant, des peines de l'escroquerie.

#### SECTION IV

##### ABUS DE CONFIANCE

ART. 106. — Est qualifié abus de confiance le détournement frauduleux, commis au préjudice du propriétaire ou du détenteur d'une somme d'argent, d'un document, ou d'un objet mobilier quelconque, qui aurait été confié par ledit propriétaire ou détenteur à l'auteur du détournement.

Tout coupable d'abus de confiance sera puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement et pourra l'être même d'une amende de 16 à 2.000 francs et d'un à dix ans d'interdiction de séjour.

L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra être prononcée.

Si l'abus de confiance prévu et puni par le paragraphe 1<sup>er</sup> ci-dessus a été commis par un officier ministériel ou par un domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti, au préjudice de son maître, la peine sera de cinq à dix ans de travaux forcés et, facultativement, d'une amende qui ne pourra excéder 5.000 francs et d'un à vingt ans d'interdiction de séjour.

Il en sera de même si l'abus de confiance a été commis par un fonctionnaire public, au sens de l'article 27 du présent code, agissant dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

#### SECTION V

##### AUTRES ESPÈCES DE FRAUDES

##### *Non-paiement d'une dette civile*

ART. 107. — Le non-paiement d'une dette civile ou commerciale, lorsqu'il est la conséquence de la mauvaise foi ou de la mauvaise volonté du débiteur sera puni de deux mois à trois ans d'emprisonnement et pourra l'être même d'une amende de 16 à 500 frs.

ART. 108. — Quiconque, après avoir produit, dans une contestation judiciaire, quelque titre, pièce ou mémoire, l'aura soustrait de quelque manière que ce soit, ou aura refusé de le représenter, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de 25 à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Cette peine sera prononcée par le tribunal saisi de la contestation.

##### *Tenue de maisons de jeux, de prêts sur gages, loteries*

ART. 109. — Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard ou établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi, et toutes personnes qui, à quelque titre que ce soit, auront participé à l'établissement ou à la tenue desdites maisons de jeux ou de loteries, seront punis d'un emprisonnement de deux mois à un an et pourront l'être même de 500 à 2.000 francs d'amende. L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra être prononcée.

Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries.

ART. 110. — Ceux qui auront établi ou tenu des maisons de prêts sur gages ou nantissement sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, ne se seront pas conformés aux règlements de l'autorité

publique concernant la tenue desdites maisons seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 2.000 francs.

##### *Entrave à la liberté des enchères*

ART. 111. — Ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou des offres, par voies de fait, violences, menaces ou tapages, soit avant, soit pendant les enchères ou les offres, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de 100 à 1.000 francs.

La même peine aura lieu contre ceux qui par dons, promesses ou manœuvres frauduleuses quelconques, auront écarté les enchérisseurs.

##### *Atteintes à la liberté du travail*

ART. 112. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 à 1.000 frs., ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura soit porté atteinte à la liberté de l'embauche et du travail, soit amené ou maintenu une cessation individuelle ou collective du travail.

L'interdiction de séjour d'un à cinq ans pourra être prononcée.

La tentative sera punie des mêmes peines.

##### *Spéculations illicites*

ART. 113. — Ceux qui, soit afin de se procurer un gain qui ne serait pas le résultat de la concurrence libre du commerce ou du jeu naturel de la loi de l'offre et de la demande, soit dans toute autre intention immorale ou contraire à l'intérêt général, auront, par quelque moyen que ce soit, directement ou par personne interposée, opéré ou tenté d'opérer la hausse ou la baisse artificielle du prix des denrées ou marchandises ou des effets publics ou privés, seront punis d'un emprisonnement de deux mois à cinq ans et pourront l'être même de 50 à 2.000 francs d'amende et d'un à dix ans d'interdiction de séjour.

L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra être appliquée.

#### SECTION VI

##### INCENDIE, DESTRUCTION, DÉGRADATIONS, DOMMAGES

##### *Incendie volontaire*

ART. 114. — Sera puni des travaux forcés à perpétuité quiconque aura volontairement mis le feu, directement ou indirectement, à des édifices, installations, constructions, chantiers, navires, embarcations, habités ou destinés à l'habitation et, généralement, aux lieux habités ou destinés à l'habitation, ainsi qu'aux wagons et voitures ou aux véhicules automobiles contenant des personnes ou faisant partie d'un convoi en contenant, qu'ils appartiennent ou non à l'auteur de l'incendie.

Si les locaux incendiés, autres que les navires et embarcations, n'étaient pas habités ou ne servaient pas à l'habitation la peine encourue sera de cinq à vingt ans de travaux forcés et, facultativement, d'un à vingt ans d'interdiction de séjour. Il en sera de même au cas de navires ou embarcations non habités et non aménagés pour l'habitation, mais contenant des personnes.

Dans les cas prévus à l'alinéa précédent, le maximum de la peine sera réduit de moitié à l'égard de celui qui aura incendié son propre bien dans l'intention de causer préjudice à autrui.

Sera puni de cinq à dix ans de travaux forcés et pourra l'être même d'un à dix ans d'interdiction de séjour quiconque aura volontairement mis le feu, directement ou indirectement, soit à des pailles ou récoltes, en tas ou en meules, soit à des bois disposés en tas ou en stères, soit à des pâturages en pays désertiques, soit à des voitures ou wagons ou à des véhicules automobiles ne contenant pas des personnes et ne faisant pas partie d'un convoi en contenant, soit à tous autres objets mobiliers, si ces objets ne lui appartiennent pas.

Dans tous les cas, la peine sera la mort, si l'incendie a déterminé mort d'homme.

#### *Incendie involontaire*

ART. 115. — Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et pourra l'être même d'une amende de 16 à 100 francs celui qui, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, déterminera un incendie sur les propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, sans préjudice des dispositions spéciales de la réglementation sur le régime forestier de l'Afrique occidentale française concernant les incendies de forêts et feux de brousse.

#### *Destruction d'édifices, dépôt d'explosifs*

ART. 116. — Quiconque aura volontairement et autrement que par explosion ou incendie, détruit ou tenté de détruire en tout ou en partie les édifices, habitations, digues, chaussées, navires, bateaux, véhicules de toutes sortes, magasins ou chantiers ou leurs dépendances, ponts, voies publiques ou privées, puits, installations hydrauliques, et tous autres ouvrages d'utilité publique sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et pourra l'être même d'un à vingt ans d'interdiction de séjour, sans préjudice des peines de l'homicide, si la destruction ou la tentative de destruction a déterminé mort d'homme.

Si le crime prévu au paragraphe précédent a été commis au moyen d'un engin explosif, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité, sans préjudice des peines de l'homicide, si la destruction ou la tentative de destruction a déterminé mort d'homme.

Le dépôt, dans une intention criminelle, sur une voie publique ou privée, d'un engin explosif, sera assimilé à la tentative d'assassinat.

#### *Dommage à la propriété*

ART. 117. — Quiconque, hors les cas prévus au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article précédent, aura volontairement et autrement que par explosif ou incendie, causé ou tenté de causer un dommage à la propriété immobilière d'autrui, sera puni d'un emprisonnement de deux à sept ans et pourra l'être même d'un à dix ans d'interdiction de séjour. L'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public pourra être appliquée.

Quiconque, hors les cas prévus au paragraphe 2 de l'article précédent, aura volontairement, au moyen d'un engin explosif, occasionné ou tenté d'occasionner un dommage aux propriétés immobilières ou mobilières d'autrui sera puni de cinq à vingt ans de travaux forcés et, facultativement, d'un à vingt ans d'interdiction de séjour, sans préjudice des peines de l'homicide si la dégradation ou la tentative de dégradation a déterminé mort d'homme.

#### *Pillage, empoisonnement d'eau potable*

ART. 118. — Tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

La même peine sera applicable aux coupables d'empoisonnement de puits, citernes, sources et eaux potables.

#### *Menace de destructions*

ART. 119. — La menace écrite ou verbale d'incendier ou de détruire les objets énumérés dans les articles 114, paragraphe 1<sup>er</sup>, et 116, paragraphe 1<sup>er</sup>, ci-dessus, sera punie de six mois à trois ans d'emprisonnement. Si la menace a été faite avec ordre de déposer une somme d'argent ou sous toute autre condition, la peine sera de deux à sept ans d'emprisonnement.

#### *Dommages aux cultures et animaux domestiques*

ART. 120. — Quiconque aura volontairement, hors les cas prévus aux articles précédents de la présente section, dévasté des récoltes ou des plants, abattu un ou plusieurs arbres, détruit des instruments d'agriculture, brisé des clôtures, supprimé ou déplacé des bornes, empoisonné des poissons dans les étangs, viviers ou réservoirs, ou tué sans nécessité un animal domestique, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et pourra l'être même d'une amende de 16 à 300 francs et d'un à dix ans d'interdiction de séjour, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par la réglementation des eaux et forêts spéciale à l'Afrique occidentale française.

La tentative sera punie comme le délit lui-même.

#### *Dommages volontaires à la propriété mobilière*

ART. 121. — Tout autre dommage volontaire à la propriété mobilière d'autrui sera puni de six jours à trois mois d'emprisonnement et de 16 à 50 francs d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement.

La tentative sera punie comme le délit lui-même.

### **LIVRE IV**

#### **Contraventions de police**

ART. 122. — Seront punis d'une amende de 1 à 15 francs et pourront l'être même d'un emprisonnement d'un à cinq jours :

##### *Infractions aux règlements*

1<sup>o</sup> — Ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative ou municipale ;

##### *Trouble à l'exercice de la justice*

2<sup>o</sup> — Ceux qui auront troublé l'exercice de la justice à l'audience ou en tout autre lieu, sans préjudice, le cas échéant, des peines portées par la loi pour infractions plus graves commises, notamment, dans les conditions prévues par l'article 81 du décret du 3 décembre 1931, réorganisant la justice indigène en Afrique occidentale française ;

##### *Inobservation du prix des denrées*

3<sup>o</sup> — Ceux qui auront vendu les denrées ou aliments au-dessus des prix fixés par l'autorité, sans préjudice des dispositions de la législation locale relative à la hausse injustifiée des prix ;

##### *Embarras de la voie publique*

4<sup>o</sup> — Ceux qui, sans permission de l'autorité compétente, auront embarrasé la voie publique soit en

y déposant ou en y laissant déposer des matériaux ou des objets quelconques, qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté du passage, soit en y creusant des excavations; ceux qui, dans le cas où le dépôt a été permis, n'auront pas enlevé les objets déposés dans le délai fixé par l'autorité ou qui auront négligé d'éclairer des matériaux ou des objets qu'ils auront déposés sur la voie publique ou des excavations qu'ils y auront creusées;

#### *Inobservation des règlements de voirie*

5<sup>o</sup> — Ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les règlements ou arrêtés concernant la petite voirie ou d'obéir à la sommation émanée de l'autorité administrative ou municipale, de réparer ou démolir les constructions menaçant ruine;

#### *Injures non publiques*

6<sup>o</sup> — Ceux qui, sans avoir été provoqués, auront proféré contre quelqu'un des injures non publiques;

#### *Jet d'immondices sur des personnes*

7<sup>o</sup> — Ceux qui, par mégarde, auront jeté des immondices sur quelque personne;

#### *Jet sur la voie publique de choses nuisibles*

8<sup>o</sup> — Ceux qui, volontairement ou imprudemment, auront jeté sur la voie publique des objets de nature à blesser les passants par leur chute ou à souiller leurs vêtements;

#### *Entrée sur le terrain d'autrui*

9<sup>o</sup> — Ceux qui, n'étant ni propriétaires ni usufruitiers, ni locataires, ni fermiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage ou qui, n'étant agents ni préposés de ces personnes, seront entrés et auront passé sur ce terrain, s'il est préparé ou ensemencé;

#### *Divagation d'animaux*

10<sup>o</sup> — Ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture sur le terrain d'autrui avant l'enlèvement de la récolte ou les auront fait passer;

#### *Prêts d'armes à feu*

11<sup>o</sup> — Ceux qui auront confié une arme à feu à une personne inexpérimentée ou ne jouissant pas de son entière responsabilité, sans préjudice, le cas échéant, des peines de l'article 17 du décret du 4 avril 1925 sur le régime des armes à feu en Afrique occidentale française;

#### *Divagation de fous ou d'animaux dangereux*

12<sup>o</sup> — Ceux qui auront laissé divaguer ou errer des fous ou des animaux malfaisants ou dangereux; ceux qui auront excité un chien à attaquer ou qui ne l'auront pas empêché d'attaquer des passants;

#### *Jet volontaire d'objets contre la chose d'autrui*

13<sup>o</sup> — Ceux qui auront jeté des pierres ou d'autres corps durs ou des immondices contre les voitures, maisons, édifices et propriétés d'autrui, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par les articles 70, 117, paragraphe 1<sup>er</sup>, et 121, du présent code;

#### *Mort ou blessure occasionnée aux animaux*

14<sup>o</sup> — Ceux qui, soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence, inobservation des règlements soit par jet de pierres ou autres corps durs, auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par les articles 120 et 121 du présent code;

### *Tapage*

15<sup>o</sup> — Les auteurs ou complices de bruits ou tapage injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité des habitants;

#### *Usage de poids ou mesures non reconnus par la loi*

16<sup>o</sup> — Ceux qui auront employé des poids ou des mesures différents de ceux qui sont établis par les règlements en vigueur;

#### *Extinction des lumières sur la voie publique*

17<sup>o</sup> — Ceux qui auront éteint les lumières destinées à faciliter la circulation sur la voie publique ou à éviter les accidents;

#### *Tir ou jeux d'artifices non autorisés*

18<sup>o</sup> — Ceux qui, malgré la prohibition de l'autorité, auront tiré des coups de feu ou des pièces d'artifice dans des endroits publics ou sur la voie publique;

#### *Pêche et usage de l'eau contraires aux usages locaux*

19<sup>o</sup> — Ceux qui auront contrevenu aux usages locaux relatifs à la pêche et à l'usage de l'eau.

ART. 123. — Seront confisqués les pièces d'artifice, armes, poids et mesures dans les cas prévus aux paragraphes 11, 16, 18 de l'article précédent.

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### *Observation des lois et règlements particuliers*

ART. 124. — Les juridictions indigènes continueront d'observer les lois et règlements particuliers pour ce qui concerne les matières non réglées par le présent code.

ART. 125. — Les dispositions du présent code seront appliquées par les juridictions indigènes dès leur promulgation. Sont abrogées toutes dispositions antérieures générales et spéciales contraires au présent décret.

ART. 126. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Vichy, le 11 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,  
Amiral PLATON.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le mandat sur le Togo confié à la France par la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1858;

Vu la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive;

Vu le décret du 12 décembre 1905 sur la répression de la traite;

Vu le décret du 2 mai 1906 sur les conventions écrites;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 26 avril 1923 sur la répression de l'anthropophagie;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo modifié par le décret du 5 mai 1926;

Vu le décret du 16 novembre 1924 réorganisant la justice française en Afrique occidentale française et dans le territoire du Togo, sous mandat de la France, ensemble les décrets modificatifs;

Vu le décret du 5 mars 1927 déterminant les pouvoirs des gouverneurs quant à l'administration de la justice;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale;

Vu le décret du 30 décembre 1928 autorisant dans les colonies autres que les Antilles et la Réunion, dans les pays de protectorat et territoires à mandat dépendant du ministère des colonies, les gouverneurs généraux, gouverneurs et commissaires de la République à fixer par voie d'arrêté les honoraires, les indemnités et les frais de justice;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo, ensemble les décrets modificatifs des 22 janvier 1936 et 10 juin 1938;

Vu le décret du 22 juillet 1939 portant réorganisation de la justice française dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 21 avril 1933 portant organisation de la justice indigène dans le territoire du Togo est ainsi modifié :

« Les articles 1<sup>er</sup> à 4 du décret du 11 février 1941, modifiant celui du 3 décembre 1931 sur l'organisation de la justice indigène en Afrique occidentale française, sont déclarés applicables dans le territoire du Togo avec les changements suivants :

« Aux articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4 du décret du 11 février 1941, la date du 3 décembre 1931 est remplacée par celle du 21 avril 1933.

« A l'alinéa 1<sup>er</sup> du nouvel article 10, les mots : « à la colonie » sont remplacés par ceux : « au territoire ».

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et au *Journal officiel* du Togo placé sous mandat de la France et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 27 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,  
Joseph BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,  
Amiral PLATON.

DECRET du 11 février 1941 modifiant le décret du 3 décembre 1931 sur l'organisation de la justice indigène en A. O. F.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1858;

Vu le décret du 10 novembre 1903, réorganisant le service de la justice en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française, ensemble les décrets modificatifs des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive;

Vu le décret du 2 mai 1906, sur les conventions écrites;

Vu le décret du 12 décembre 1905, sur la répression de la traite et le décret du 26 avril 1923, sur la répression de l'anthropophagie;

Vu le décret du 16 août 1912, réorganisant la justice indigène en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 9 mars 1914, modifiant l'article 2 du décret du 16 août 1912;

Vu le décret du 22 mars 1924, portant organisation nouvelle de la justice indigène en Afrique occidentale française, ensemble le décret modificatif du 16 mai 1928;

Vu le décret du 16 novembre 1924, réorganisant la justice française en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 5 mars 1927, déterminant les pouvoirs des gouverneurs quant à l'administration de la justice;

Vu le décret du 30 décembre 1928, autorisant dans les colonies autres que les Antilles et la Réunion les gouverneurs généraux et gouverneurs à fixer par voie d'arrêté les honoraires, les indemnités et les frais de justice;

Vu le décret du 3 décembre 1931, organisant la justice indigène en Afrique occidentale française, ensemble les décrets modificatifs des 8 septembre 1934, 5 juin 1935, 29 mai 1936 et 10 juin 1938;

Vu le décret du 22 juillet 1939 portant réorganisation de la justice française dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 12, 37, 38, 39, 40, 47, 48, 49 et 50 du décret du 3 décembre 1931 sont abrogés.

ART. 2. — Il est ajouté au texte du décret du 3 décembre 1931 un article 15 *bis*, ainsi conçu :

« Art. 15 bis. — En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, les tribunaux peuvent, si l'inculpé n'a pas subi antérieurement une condamnation à l'emprisonnement pour crime ou délit, ordonner, en motivant leur décision, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

« Si pendant le délai de cinq ans à dater du jour du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune condamnation à l'emprisonnement, la condamnation sera comme non avenue.

« Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée, sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde et il sera, éventuellement, fait application des règles sur la récidive, posées par les articles 10, 11 et 12 du code pénal indigène.

« La suspension de la peine ne s'étend pas au paiement des frais, s'il en existe, ou des dommages-intérêts.

« Le président du tribunal ou, éventuellement, de la chambre d'annulation doit, après avoir prononcé le sursis, informer le condamné des conséquences, ci-dessus exposées, de cette mesure; mention de cette formalité ou de l'ordre donné pour qu'elle soit accomplie doit figurer dans le jugement ou l'arrêt de condamnation ».

ART. 3. — Les articles 10, 18, 27, 46, 85 et 86 du décret du 3 décembre 1931 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 10. — En matière répressive les juridictions indigènes connaissent exclusivement des crimes, délits et contraventions réprimés par le code pénal indigène et les textes spéciaux à la colonie.



« Nulle infraction ne peut être punie de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'elle fût commise.

« Art. 18. — Seront déférés à la cour d'appel siégeant conformément aux dispositions des articles 9 et 10 du décret du 22 juillet 1939, par le moyen du pourvoi, les jugements par lesquels les tribunaux français civils, correctionnels ou de simple police auront statué sur des affaires relevant des juridictions indigènes.

« Art. 27. — Le tribunal du premier degré connaît de tous les délits et contraventions, à charge d'appel, pour les délits, devant le tribunal colonial d'appel.

« Art. 46. — Le tribunal criminel connaît des faits qualifiés crimes par les textes visés à l'article 10 ci-dessus, et des faits que des textes spéciaux réservent à sa compétence.

« Art. 85. — En matière civile et commerciale, les jugements ou arrêts des juridictions indigènes doivent mentionner les noms des membres du tribunal et la coutume de ceux qui sont indigènes; le nom et la qualité de l'interprète ou des interprètes; le nom, le sexe, l'âge, la profession, le domicile et la coutume des parties avec leurs déclarations ou conclusions, l'exposé sommaire de la demande et, éventuellement, des constatations faites par le tribunal; le nom, le sexe, l'âge, la profession et le domicile de chacun des témoins ainsi que le degré de sa parenté avec les parties et la mention du serment qu'il a prêté si la coutume le prévoit, sa déposition et enfin l'énoncé complet de la coutume appliquée.

« Art. 86. — En matière répressive, les jugements ou arrêts porteront les mentions prescrites par l'article précédent, exception faite de celles relatives à la coutume.

« L'exposé de la demande sera remplacé par un exposé sommaire des faits et des circonstances de temps et de lieu.

« Les dispositions des textes dont il sera fait application seront textuellement reproduites dans le jugement ou l'arrêt.

« En outre, les jugements du tribunal du premier degré et ceux du tribunal criminel indiqueront l'autorité qui a saisi le tribunal ou l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, la date du mandat de dépôt ou de l'ordonnance de prise de corps, l'identité complète et l'interrogatoire de l'inculpé, ses moyens de défense et, éventuellement, l'admission des circonstances atténuantes et du sursis, avec, dans ce dernier cas, la mention de l'accomplissement des formalités prescrites par le dernier alinéa de l'article 15 bis du présent décret ».

ART. 4. — L'article 20 du décret du 3 décembre 1931 est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans le cas de conflits de coutume, tels qu'ils sont prévus à l'article 6 ci-dessus, la sentence est toujours rendue sous la présidence d'un fonctionnaire ».

ART. 5. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française.

Fait à Vichy, le 11 février 1941.  
PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### *Dénomination des rues et places publiques*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 3 janvier 1924 portant dérogation aux dispositions de l'ordonnance du 10 juillet 1816 sur les hommages publics;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables dans les territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions du décret du 3 janvier 1924 susvisé.

ART. 2. — Les pouvoirs dévolus au préfet seront exercés par les gouverneurs généraux ou gouverneurs des colonies.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et aux journaux officiels des colonies.

Fait à Vichy, le 2 mai 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### *DECRET relatif à la dénomination des rues et places publiques.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 10 juillet 1816;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions de l'ordonnance du 10 juillet 1816, il sera statué par arrêté préfectoral sur la dénomination des rues et places publiques lorsque cette dénomination constitue un hommage public.

ART. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 janvier 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le ministre de l'intérieur,*  
Maurice MAUNOURY.

#### ORDONNANCE DU 10 JUILLET 1816

ARTICLE PREMIER. — A l'avenir, aucun don, aucun hommage, aucune récompense, ne pourront être votés, offerts ou décernés comme témoignages de la reconnaissance publique par les conseils généraux, conseils municipaux, gardes nationales ou tout autre corps civil ou militaire, sans notre autorisation préalable.

ART. 2. — Nos ministres sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.



## Justice militaire

ARRETE N° 322 promulguant au Togo les lois des 8 janvier, 8 avril et 5 février 1941 sur la justice militaire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire, promulguée au Togo par arrêté n° 135 du 15 mars 1929 et les modificatifs subséquents;

Vu les lois des 8 janvier, 8 avril et 5 février 1941;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulguées dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — la loi du 8 janvier 1941 complétant les articles 3, 10 et 14 du code de justice militaire pour l'armée de terre;

2° — la loi du 8 avril 1941 ajoutant une disposition à l'article 3 du code de justice militaire pour l'armée de terre, tel qu'il a été complété par la loi du 8 janvier 1941;

3° — la loi du 5 février 1941 relative à la composition des tribunaux militaires permanents jusqu'à la date de cessation légale du temps de guerre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juin 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté, avant le pénultième alinéa de l'article 3 du code de justice militaire pour l'armée de terre, un paragraphe 5° ainsi conçu :

« 5° — Les membres des corps civils du département de la guerre créés par la loi du 25 août 1940 et les membres du cadre des agents des services de l'air, créé par la loi du 29 août 1940, pour les infractions commises dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ».

ART. 2. — Il est ajouté à l'article 10 du code de justice militaire pour l'armée de terre les alinéas suivants :

« Le tribunal militaire appelé à juger un membre de l'un des cadres faisant partie des personnels supérieurs des corps civils du département de la guerre, créés par la loi du 25 août 1940 ou un agent du 1<sup>er</sup> échelon du cadre des agents des services de l'air créé par la loi du 29 août 1940, est composé ainsi qu'il est prévu par le présent code pour le jugement de l'officier qui, dans l'ordre des préséances, a le même rang que l'inculpé.

« Toutefois, les deux juges du grade le moins élevé sont remplacés par deux membres du cadre du corps civil auquel appartient l'inculpé et de même rang que ce dernier.

« Lorsque le tribunal militaire est appelé à juger un membre du cadre des magistrats du corps civil de la justice militaire, les deux magistrats de ce corps destinés à siéger comme juges sont pris en dehors tant du tribunal militaire auquel appartient l'inculpé, que du tribunal militaire saisi et sont désignés par le ministre de la guerre selon les formes et dans les conditions fixées par le présent code.

« Le tribunal militaire appelé à juger un membre de l'un des cadres faisant partie des personnels subalternes des corps civils du département de la guerre, créés par la loi du 25 août 1940, ou un agent du 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> échelon du cadre des agents des services de l'air créé par la loi du 29 août 1940, est composé ainsi qu'il est prévu par le présent code pour le jugement des sous-officiers.

« Toutefois, le juge du grade le moins élevé est remplacé par un membre du cadre du corps civil auquel appartient l'inculpé et de même rang que ce dernier. Néanmoins, le juge du grade le moins élevé sera toujours remplacé par un agent du 2<sup>e</sup> échelon du cadre des agents des services de l'air si l'inculpé appartient au 3<sup>e</sup> échelon de ce cadre ».

ART. 3. — Il est ajouté avant l'alinéa final de l'article 14 du code de justice militaire pour l'armée de terre un alinéa ainsi conçu :

« Lorsqu'un commissaire du gouvernement, un juge d'instruction près les tribunaux militaires ou un de leurs substituts est l'objet d'un ordre d'informer, le ministre de la guerre désigne les magistrats du corps civil de la justice militaire qui seront chargés des fonctions de commissaire du gouvernement ou de juge d'instruction ».

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'État.

Fait à Vichy, le 8 janvier 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'État Français :

Le secrétaire d'État aux colonies,

Amiral PLATON.

Le général d'armée,

commandant en chef des forces terrestres,  
ministre secrétaire d'État à la guerre,

Général HUNTZIGER.

Le garde des sceaux,

ministre secrétaire d'État à la justice,

Raphaël ALIBERT.

Le secrétaire d'État à l'aviation,

Général BEROERET.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 janvier 1941, complétant les articles 3, 10 et 14 du code de justice militaire pour l'armée de terre, la disposition suivante :

« Ces personnels sont assimilés aux militaires pour tout ce qui concerne l'application des dispositions contenues dans le présent code ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 8 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le général d'armée,  
commandant en chef des forces terrestres,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*  
Général HUNTZIGER.

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,*  
Général BERGERET.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à la date de cessation illégale du temps de guerre le juge militaire du grade de colonel ou de lieutenant-colonel qui, pour le jugement des militaires non officiers et des non militaires, doit, en temps de guerre, faire partie du tribunal militaire permanent, pourra, lorsque la nécessité en aura été dûment constatée par l'autorité militaire qualifiée pour ordonner la réunion du tribunal militaire, être remplacé par un chef de bataillon ou d'escadron ou un commandant.

ART. 2. — Lorsque le juge militaire du grade de colonel ou de lieutenant-colonel aura été, par application de l'article précédent, remplacé par un juge militaire du grade de chef de bataillon ou d'escadron ou de commandant, le tribunal militaire permanent restera présidé par un colonel ou par un lieutenant-colonel.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 5 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le général d'armée,  
commandant en chef des forces terrestres,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*  
Général HUNTZIGER.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,*  
Général BERGERET.

#### Croix de guerre

DECRET portant institution d'une nouvelle Croix de Guerre.

#### RAPPORT

Au Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,

Vichy, le 28 mars 1941.

MONSIEUR LE MARÉCHAL,

A la suite de diverses circonstances, il a paru nécessaire de procéder à une revision de certaines citations. Une commission comprenant non seulement des officiers, mais aussi des représentants des anciens combattants, consultée à ce sujet, a émis l'avis que la meilleure procédure à suivre consistait à supprimer la Croix actuelle et à la remplacer par une nouvelle qui serait attribuée en respectant les conditions fixées par le décret du 4 octobre 1939.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Maréchal, l'assurance de notre respectueux dévouement.

*Le général d'armée,  
commandant en chef des forces terrestres,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*  
Général HUNTZIGER.

*L'amiral de la flotte,  
commandant en chef des forces maritimes,  
ministre secrétaire d'Etat à la marine,*  
Amiral DARLAN.

*Le général de brigade aérienne,  
secrétaire d'Etat à l'aviation,*  
Général BERGERET.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 26 septembre 1939, instituant une croix dite Croix de guerre pour commémorer les citations pour faits de guerre à l'ordre des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu le décret du 4 octobre 1939, portant application du décret-loi du 26 septembre 1939;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — A la date du 1<sup>er</sup> juin 1941, la Croix de Guerre définie par les articles 1<sup>er</sup> et 2 du décret du 4 octobre 1939 est supprimée et ne devra plus être portée par quiconque.

ART. 2. — A la même date, est instituée une nouvelle Croix de Guerre, qui comporte la Croix de bronze décrite par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 4 octobre 1939, mais portant au revers l'inscription « 1939-1940 », suspendue à un ruban vert de 37 millimètres de largeur avec liseré noir à chaque bord et comportant dans le sens de la longueur cinq raies noires équidistantes d'une largeur de 1 m/m 5 chacune.

Le ruban de boutonnière sera constitué dans les conditions fixées par le décret du 6 novembre 1920.

ART. 3. — Les titulaires de citations revisées, déjà détenteurs de la Croix de Guerre 1939, conserveront la Croix de bronze correspondante et devront se procurer à leurs frais le nouveau ruban.

ART. 4. — Une instruction établie par chacun des secrétariats d'Etat à la guerre, à la marine et à l'aviation, déterminera, en ce qui le concerne, les conditions d'attribution de la nouvelle Croix de Guerre définie par le présent décret.

ART. 5. — Les ministres secrétaires d'Etat à la guerre et à la marine et le secrétaire d'Etat à l'aviation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de chacun des départements ministériels intéressés.

Fait à Vichy, le 28 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,  
commandant en chef des forces maritimes,  
ministre secrétaire d'Etat à la marine,*  
Amiral DARLAN.

*Le général d'armée,  
commandant en chef des forces terrestres,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*  
Général HUNTZIGER.

*Le général de brigade aérienne,  
secrétaire d'Etat à l'aviation,*  
Général BERGERET.

#### Croix du combattant

DECRET portant institution de la croix du combattant de la guerre 1939-1940.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 29 août 1940, portant création de la Légion française des combattants;

Vu le décret du 27 décembre 1940, définissant la qualité de combattant de la guerre 1939-1940;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — A la date du 1<sup>er</sup> juin 1941, est instituée la croix du combattant de la guerre 1939-1940.

Cette croix comporte la croix de bronze du combattant de la guerre 1914-1918, mais portant à revers le millésime « 1939-1940 ».

Elle est suspendue à un ruban bleu horizon de 36 millimètres de largeur, partagé par trois bandes médianes noires de deux millimètres chacune, séparées entre elles, de cinq millimètres; le ruban est bordé par deux bandes noires latérales de cinq millimètres.

Le ruban de boutonnière reproduit sur fond bleu les cinq bandes noires du ruban de la croix.

ART. 2. — Seront seuls autorisés à porter la croix du combattant les titulaires du certificat constatant la qualité de combattant, prévu par l'article 3 du décret du 27 décembre 1940.

Les intéressés devront pouvoir justifier leur droit au port de la croix par la production dudit certificat qui leur tiendra lieu de brevet. La légion française des combattants reçoit délégation pour procéder au contrôle du port de cette décoration.

ART. 3. — Les ministres secrétaires d'Etat à la guerre et à la marine, le secrétaire d'Etat à l'aviation et le secrétaire général des anciens combattants sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution

du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* de chacun des départements ministériels intéressés.

Fait à Vichy, le 28 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le général d'armée,  
commandant en chef des forces terrestres,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*  
Général HUNTZIGER.

*L'amiral de la flotte,  
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur  
et à la marine,*  
Amiral DARLAN.

*Le général de brigade aérienne,  
secrétaire d'Etat à l'aviation,*  
Général BERGERET.

#### Insigne des blessés

ARRETE interministériel du 27 mars 1941 prévoyant l'attribution d'un insigne aux militaires blessés pendant la guerre de 1939-1940.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, COMMANDANT EN CHEF DES FORCES MARITIMES, MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A LA MARINE, LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF DES FORCES TERRESTRES, MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A LA GUERRE ET LE GÉNÉRAL DE BRIGADE AÉRIENNE, SECRÉTAIRE D'ETAT A L'AVIATION.

#### ARRENTENT :

ARTICLE PREMIER. — Tous les militaires ayant reçu une blessure de guerre pendant la campagne de 1939-1940 sont autorisés à porter l'insigne des blessés créé pendant la guerre 1914-1918.

Il est rappelé que cet insigne se compose uniquement d'une barette en ruban dont les couleurs sont celles de l'insigne précédemment institué et au milieu de laquelle est piquée une étoile à cinq branches émaillée rouge vif.

ART. 2. — Il ne sera pas délivré de certificat.

Les pièces médicales en possession des intéressés (certificats d'origine de blessure, billet d'hôpital, notification de pensions, etc.) suffiront à justifier de leur droit au port de l'insigne, à la condition qu'elles ne laissent aucun doute sur le caractère de « blessures de guerre » des blessures mentionnées.

ART. 3. — Les intéressés devront se procurer l'insigne à leurs frais, dans le commerce.

Fait à Vichy, le 27 mars 1941.

*L'amiral de la flotte,  
commandant en chef des forces maritimes,  
ministre secrétaire d'Etat à la marine,*  
Amiral DARLAN.

*Le général d'armée,  
commandant en chef des forces terrestres,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*  
Général HUNTZIGER.

*Le général de brigade aérienne,  
secrétaire d'Etat à l'aviation,*  
Général BERGERET.

### Remboursement du transport de bagages dans la Métropole

*ARRETE No 293 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 4 avril 1941 concernant le remboursement du transport de bagages dans la métropole.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui, du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 1924;

Vu l'arrêté ministériel du 4 avril 1941;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté ministériel du 4 avril 1941 concernant le remboursement du transport de bagages dans la métropole.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

#### LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour allouées aux fonctionnaires et agents des services coloniaux et les passages accordés aux mêmes personnels, ensemble les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 12 janvier 1924 relatif au remboursement du transport des bagages des personnels rétribués sur les budgets généraux ou spéciaux des territoires relevant du secrétariat d'État aux colonies;

#### ARRETE :

*Article Unique.* — L'arrêté du 12 janvier 1924 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires, employés et agents civils rétribués sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du secrétariat d'État aux colonies, y compris ceux détachés des administrations métropolitaines, auront droit, lorsqu'ils se rendront en congé administratif ou de convalescence et lorsqu'ils rallieront leur poste lors de leur première affectation ou à l'expiration de leur congé, pour eux et leur famille autorisée à les accompagner, à une indemnité forfaitaire destinée à les dédommager des frais de transport de bagages, exposés par eux.

« ART. 2. — Cette indemnité forfaitaire sera égale, quel que soit le moyen de transport employé, à 30% des sommes payées pour le transport des fonctionnaires eux-mêmes et des membres de leur famille autorisés à les accompagner et qui ont droit à la gratuité dudit transport, compte non tenu des réductions qui auront pu leur être accordées à quelque titre que ce soit (familles nombreuses, réformés de guerre, carte de déclassement, etc.)

« ART. 3. — Cette indemnité sera payée aux intéressés par les soins du service colonial du port de débarquement ou d'embarquement, en même temps que leur sera effectué le remboursement de leur transport personnel sur les voies ferrées.

« ART. 4. — Exceptionnellement, dans le cas où le fonctionnaire reçoit l'ordre de s'embarquer d'urgence et sans délai et que l'ordre ainsi délivré porte la mention : « Aura droit au remboursement du transport de ses bagages en grande vitesse », ledit remboursement sera effectué d'après les barèmes de grande vitesse des compagnies sur justification du transport effectué et jusqu'à concurrence des maxima prévus à l'article 5 du décret du 6 juillet 1904.

« ART. 5. — La feuille de voyage ou l'ordre d'embarquement en tenant lieu, prévus pour le remboursement des frais résultant du transport personnel des fonctionnaires, servira à la justification du transport des bagages et l'indemnité forfaitaire précitée sera payée sur la seule présentation de cette feuille revêtue des visas réglementaires dans les délais fixés.

« ART. 6. — (Article 6 de l'arrêté du 12 janvier 1924, sans changement).

« ART. 7. — Le présent arrêté portera ses effets pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1941 ».

Fait à Vichy, le 4 avril 1941.

Amiral PLATON.

#### Conventions internationales

*ARRETE No 317 portant promulgation du décret du 9 avril 1941 relatif aux paiements franco-luxembourgeois.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 9 avril 1941;

Vu les instructions en date du 29 mai 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 9 avril 1941 portant publication et mise en vigueur de l'échange de lettres du 17 février 1941 relatif aux paiements franco-luxembourgeois.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 juin 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur le rapport de l'amiral de la flotte, vice-président du conseil, ministre secrétaire d'État aux affaires étrangères, à la marine et à l'intérieur, du ministre secrétaire d'État à l'économie nationale et aux finances, du ministre secrétaire d'État à l'agriculture du secrétaire d'État à la production industrielle, du secrétaire d'État au ravitaillement et du secrétaire d'État aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'échange de lettres relatif à l'application aux paiements franco-luxembourgeois de l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940, signé à Wiesbaden le 17 février 1941 et dont la teneur suit, est approuvé, et entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Journal officiel* :

LE PRÉSIDENT  
DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE  
D'ARMISTICE POUR L'ÉCONOMIE

Wiesbaden, le 17 février 1941.

A. M. de Boisanger, président de la délégation française auprès de la délégation allemande d'armistice pour l'économie.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer que, par extension des clauses de l'annexe I à l'accord de compensation franco-allemand du 14 novembre 1940, les dispositions ci-après ont été arrêtées :

L'accord de compensation franco-allemand du 14 novembre 1940 s'applique également *mutatis mutandis* au territoire ressortissant au chef de l'administration civile du Luxembourg. Il est, toutefois, entendu ce qui suit :

a) Il sera fait, dans tous les cas, en ce qui concerne les engagements de part et d'autre, application du taux de conversion de 20 frs. français pour 1 RM. Si les engagements sont libellés en une autre monnaie, le taux de conversion appliqué sera le cours moyen de la monnaie en question pratiqué à la bourse de Berlin à la séance précédant le jour du paiement. Si les engagements sont libellés en francs luxembourgeois, le cours de conversion sera de 1 RM = 10 frs. luxembourgeois ;

b) Il ne sera pas fait application des paragraphes 4, 5 et 7 de l'article 5 ;

c) Les avoirs à vue auprès des banques et autres instituts de crédit existant au 10 mai 1940 sont transférés. Toutefois, le transfert de ces avoirs du Luxembourg en France ne s'effectuera que si le créancier était déjà domicilié en France avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939 et s'il n'a pas, postérieurement à cette date, acquis ces avoirs par voie de cession ;

d) Les revenus des biens mobiliers et immobiliers de toute nature sont transférés. Toutefois, le transfert desdits revenus ne s'effectue que si l'ayant droit avait déjà son domicile en France avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939 et s'il était, à cette date, possesseur des biens dont les revenus doivent être transférés.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Signé : HEMMEN.

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE  
AUPRÈS DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE D'ARMISTICE  
POUR L'ÉCONOMIE

Wiesbaden, le 17 février 1941.

A. M. le Dr H.-R. Hemmen, ministre plénipotentiaire, président de la délégation allemande d'armistice pour l'économie, Wiesbaden.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer que, par extension des clauses de l'annexe I à l'accord de compensation franco-allemand du 14 novembre 1940, les dispositions ci-après ont été arrêtées :

L'accord de compensation franco-allemand du 14 novembre 1940 s'applique également *mutatis mutandis* au territoire ressortissant au chef de l'administration civile du Luxembourg. Il est, toutefois, entendu ce qui suit :

a) Il sera fait, dans tous les cas, en ce qui concerne les engagements, de part et d'autre, application du taux de conversion de 20 frs. français pour 1 RM. Si les engagements sont libellés en une autre monnaie, le taux de conversion appliqué sera le cours moyen de la monnaie en question pratiqué à la bourse de Berlin

à la séance précédant le jour du paiement. Si les engagements sont libellés en francs luxembourgeois, le cours de conversion sera de 1 RM = 10 frs. luxembourgeois ;

b) Il ne sera pas fait application des paragraphes 4, 5 et 7 de l'article 5 ;

c) Les avoirs à vue auprès des banques et autres instituts de crédit existant au 10 mai 1940 sont transférés. Toutefois, le transfert de ces avoirs du Luxembourg en France ne s'effectuera que si le créancier était déjà domicilié en France avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939 et s'il n'a pas, postérieurement à cette date, acquis ces avoirs par voie de cession ;

d) Les revenus des biens mobiliers et immobiliers de toute nature sont transférés. Toutefois, le transfert desdits revenus ne s'effectue que si l'ayant droit avait déjà son domicile en France avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939 et s'il était, à cette date, possesseur des biens dont les revenus doivent être transférés.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Signé : DE BOISANGER.

ART. 2. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies.

L'amiral de la flotte, vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables à la Tunisie, au Maroc, ainsi qu'à la Syrie et au Liban.

ART. 3. — L'amiral de la flotte, vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, à la marine et à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, le secrétaire d'Etat à la production industrielle, le secrétaire d'Etat au ravitaillement et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 9 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte,  
vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,  
à la marine et à l'intérieur,  
Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
Yves BOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'agriculture,  
Pierre CAZIOT.

Le secrétaire d'Etat  
à la production industrielle,  
Pierre PUCHEU.

Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,  
Jean ACHARD.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,  
Amiral PLATON.

INSTRUCTION N° 12 relative à l'échange de lettres  
du 17 février 1941 sur les paiements franco-luxembourgeois.

Le Journal officiel du 12 avril 1941 a publié le texte d'un échange de lettres intervenu le 17 février 1941 à Wiesbaden pour étendre les dispositions de l'accord

de compensation franco-allemand du 14 novembre 1940 aux paiements entre la France et le Luxembourg.

On rappelle que cet accord a été publié au *Journal officiel* du 19 novembre 1940 et a fait l'objet d'une instruction publiée au *Journal officiel* du 6 décembre 1940.

La présente instruction a pour objet de préciser le régime applicable pour les paiements entre la France et le Luxembourg, qui comporte certaines différences par rapport au régime général de l'accord du 14 novembre 1940.

## CHAPITRE PREMIER

### *Territoires pris en considération pour les paiements franco-luxembourgeois*

Du côté français, les territoires envisagés sont les mêmes que pour l'accord franco-allemand du 14 novembre 1940. La même distinction est faite, pour l'exécution des opérations, entre la zone occupée du territoire métropolitain d'une part, la zone non occupée et tous les autres territoires de l'empire français, d'autre part.

Du côté luxembourgeois, il s'agit du territoire placé sous l'autorité du chef de l'administration civile du Luxembourg.

## CHAPITRE II

### *Règlements compris dans la compensation. Créances et dettes courantes*

A. — Les règlements susceptibles d'être effectués par compensation, dans les relations avec le territoire luxembourgeois, au titre des opérations nouvelles (créances et dettes courantes), sont les mêmes que pour l'accord de compensation franco-allemand. Il convient donc de se reporter à l'énumération donnée par l'article 2 dudit accord.

Toutefois, l'échange de lettres du 17 février introduit, pour les paiements entre la France et le Luxembourg, une différence importante. Il est, en effet, précisé que les revenus des biens mobiliers et immobiliers de toute nature pourront être transférés *dans les deux sens* alors que l'accord du 14 novembre 1940 ne prévoit que les transferts des créances allemandes de cette nature sur la France, sans réciprocité pour les créances françaises.

En principe, ne seront transférés au profit des créanciers français que les revenus d'avoirs appartenant à des personnes domiciliées en France avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939, et qui étaient dès cette date propriétaires d'adits avoirs. Cependant, il a été convenu que les autorités compétentes dans le territoire luxembourgeois donneraient également les autorisations nécessaires pour le transfert des revenus afférents à des avoirs acquis depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1939, si l'acquisition a été faite auprès de personnes résidant en France à cette date.

B. — Le cours de change applicable pour le règlement des créances et des dettes courantes est le même que pour l'accord de compensation franco-allemand (v. d'instruction du 6 décembre 1940, chapitre II, B; chapitre III, section I).

Si les engagements sont libellés en francs luxembourgeois, le cours s'établit en fonction de la parité suivante :

1 reichsmark = 10 francs luxembourgeois.

C. — Tous les règlements prévus comme devant être effectués par compensation doivent être faits obligatoirement par cette voie. Tout autre mode de paiement est irrégulier et expose les contrevenants à des sanctions. En particulier, il est interdit aux exportateurs français, comme contraire non seulement à l'ac-

cord, mais à la réglementation générale des changes, d'accepter des paiements directs de la main à la main en billets ou monnaie français. De même encore est dorénavant interdit (v. ci-dessous, chapitre III, B, 3<sup>o</sup>) le règlement d'exportations françaises à destination du Luxembourg ou de toutes autres créances françaises sur le Luxembourg entrant dans le cadre de l'accord au moyen de francs prélevés sur un compte étranger ouvert à une personne ou à une entreprise résidant ou établie au Luxembourg.

## CHAPITRE III

### *Règlements compris dans la compensation. Liquidation de l'arriéré*

A. — Sont également transférables par compensation diverses catégories de créances et de dettes arriérées, à savoir :

1<sup>o</sup> — Les créances et les dettes, d'origine antérieure au 25 juin 1940, entrant dans les catégories énumérées à l'article 2 de l'accord franco-allemand du 14 novembre 1940;

2<sup>o</sup> — Les revenus de biens mobiliers et immobiliers de toute nature, d'échéance antérieure au 25 juin 1940;

3<sup>o</sup> — Les avoirs à vue existant dans chacun des deux pays à la date du 10 mai 1940, dans les banques et autres établissements de crédit, au nom de personnes ou d'entreprises ayant leur résidence ou leur siège dans l'autre pays.

En ce qui concerne les revenus de biens mobiliers et immobiliers, le transfert au profit des créanciers français est subordonné aux mêmes conditions que celles qui sont précisées ci-dessus pour les opérations courantes (v. chapitre II, A).

En ce qui concerne les avoirs à vue existant au Luxembourg au profit de personnes ou d'entreprises ayant leur résidence ou leur siège en France, les transferts ne peuvent être effectués que si le créancier était déjà domicilié en France avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939 et s'il n'a pas, postérieurement à cette date, acquis les avoirs en question par voie de cession.

B. — Du côté français, les dettes arriérées sont versées en francs français à l'office des changes (service de la compensation). Toutefois, une distinction doit être introduite entre les différentes catégories de dettes :

1<sup>o</sup> — En ce qui concerne les dettes commerciales proprement dites, résultant de l'importation en France et dans l'empire français de produits originaires ou en provenance du Luxembourg, le versement à l'office des changes (service de la compensation) a un caractère *obligatoire*. L'échange de lettres du 17 février ne fait, d'ailleurs, sur ce point que confirmer les dispositions des décrets du 15 mai et du 17 septembre 1940, aux termes desquels les dettes de cette nature ont dû être déclarées à l'office de compensation et versées, à leur échéance, à cet organisme.

Les débiteurs qui ne se sont pas encore conformés à cette obligation sont invités, dans leur propre intérêt, à régulariser leur situation sans délai.

En effet, à partir du 1<sup>er</sup> mai 1941, des intérêts de retard calculés au taux de 4 pour 100 l'an seront mis à leur charge au profit de l'office des changes (service de la compensation) pour les versements qui n'auront pas été faits à bonne date. La période prise en considération pour la détermination des intérêts de retard sera la période comprise entre le jour de l'échéance (sans remonter en deçà du 22 mai 1940) et le jour du paiement à l'office.

Par ailleurs, à partir du 1<sup>er</sup> mai 1941, l'office fera application de cours de change plus élevés que les



cours pratiqués jusqu'à présent par lui (voir ci-dessus, C).

Toutefois, des mesures spéciales seront adoptées en ce qui concerne le règlement des dettes incombant aux filiales françaises de firmes allemandes, qui ont été séquestrées pendant les hostilités, ainsi qu'aux entreprises françaises à capitaux allemands;

2° — Les mêmes dispositions seront applicables pour le règlement des dettes, d'origine antérieure au 25 juin 1940, correspondant à des frais accessoires ou à des prestations de services, pour le paiement des revenus de capitaux échus avant le 25 juin 1940 et, d'une manière générale, pour le règlement de toutes les dettes arriérées vis-à-vis du Luxembourg entrant dans les catégories énumérées à l'article 2 de l'accord de compensation du 14 novembre 1940. Pour ces dettes, comme pour les dettes commerciales proprement dites ci-dessus visées, le versement à l'office des changes (service de la compensation) a donc un caractère obligatoire et sera sanctionné dans les mêmes conditions;

3° — Au contraire, pour les avoirs à vue existant en France à la date du 10 mai 1940 dans les banques et autres établissements de crédit, au nom de personnes ou d'entreprises ayant leur résidence ou leur siège au Luxembourg, le versement à l'office en vue d'un transfert au Luxembourg ne peut être opéré qu'à la demande du créancier et a en conséquence un caractère facultatif.

Cette faculté est d'ailleurs, en principe, réservée aux avoirs à vue ayant le caractère de comptes étrangers au sens de la réglementation générale des changes. Elle ne pourra être étendue à d'autres avoirs à vue qu'après autorisation spéciale de l'office des changes (service des changes) (1) à qui devra être adressée une demande sur formule conforme à l'annexe 2 de l'arrêté précisant les opérations prohibées ou autorisées.

Il convient toutefois d'attirer l'attention des titulaires d'avoirs visés par l'échange de lettres du 17 février sur le fait que, par suite de la mise en vigueur de cet arrangement, les possibilités d'utilisation des avoirs dont le transfert n'aura pas été sollicité se trouveront restreintes.

Ces avoirs ne pourront plus, en effet, servir à l'avenir aux règlements qui, aux termes de l'échange de lettres, doivent être obligatoirement effectués par voie de compensation. C'est ainsi, notamment, que les comptes étrangers en francs français ouverts à des personnes ou entreprises résidant ou établies au Luxembourg ne pourront plus (par dérogation à la réglementation générale des changes) être utilisés au règlement d'exportations françaises à destination du Luxembourg ou d'autres créances françaises visées au chapitre II ci-dessus.

C. — L'office des changes (service de la compensation) fera application, pour la conversion en francs français des dettes françaises arriérées, des cours suivants :

1° — Jusqu'au 30 avril 1941 inclusivement, l'office continuera à recevoir les versements des débiteurs français sur la base des cours pratiqués jusqu'à présent, soit :

Pour les dettes libellées en francs luxembourgeois, francs français 1,82 pour 1 franc luxembourgeois.

Dettes libellées en florins hollandais, francs français 23,29 pour 1 florin.

Dettes libellées en francs belges, francs français 1,44 pour 1 franc belge.

(1) A Paris, place Ventadour, pour la zone occupée.  
A Châtelluguyon, pour la zone non occupée.

Dettes libellées en reichsmarks, francs français 16,27 pour 1 reichsmark.

Dettes libellées en livres sterling, francs français 176,625 pour 1 livre sterling.

Dettes libellées en dollars, francs français 43,80 pour un dollar;

2° — A partir du 1er mai 1941, les cours de change applicables pour la liquidation de l'arriéré seront les mêmes que pour les opérations courantes.

Toutefois les débiteurs qui désireront bénéficier des anciens cours de change, pour les dettes arriérées d'échéance postérieure au 1er mai 1941, auront la faculté jusqu'à cette date de faire des versements par anticipation.

D. — Le règlement au profit des créanciers français des créances arriérées sera assuré par l'office des changes (service de la compensation) dès réception des avis de crédit mentionnant les versements faits par les débiteurs luxembourgeois.

Ces règlements se feront sur la base des cours pratiqués jusqu'à présent par l'office (voir ci-dessus, C, 1°).

#### Personnel

ARRETE No 290 promulguant au Togo la loi du 11 avril 1941 qui proroge jusqu'au 30 septembre 1941 les dispositions de la loi du 27 septembre 1940 modifiée par la loi du 14 novembre 1940, concernant les fonctionnaires et agents civils des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, ceux des communes, établissements publics et services concédés ainsi que les officiers publics et ministériels des mêmes territoires relevés de leurs fonctions.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 27 septembre 1940, promulguée au Togo le 26 octobre 1940;

Vu la loi du 14 novembre 1940, promulguée au Togo le 19 janvier 1941;

Vu la loi du 11 avril 1941;

Vu les instructions no 262 A. P./I en date du 29 mai 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 11 avril 1941 susvisée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 juin 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,  
Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 30 septembre 1941 la période d'application de la loi du 27 septembre 1940, modifiée par la loi du 14 novembre 1940, concernant les fonctionnaires et agents civils des territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux

colonies, ceux des communes, établissements publics et services concédés aux colonies ainsi que les officiers publics et ministériels des mêmes territoires relevés de leurs fonctions.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 11 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### Brevet de capitaine au long cours

ARRETE No 291 promulguant au Togo le décret du 11 avril 1941 assimilant le brevet de capitaine au long cours au baccalauréat de l'enseignement secondaire dans la liste des titres exigés des candidats aux fonctions publiques relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 11 avril 1941;

Vu les instructions n° 261 A. P./I en date du 29 mai 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 11 avril 1941 assimilant le brevet de capitaine au long cours au baccalauréat de l'enseignement secondaire dans la liste des titres exigés des candidats aux fonctions publiques relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 juin 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,  
Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le brevet de capitaine au long cours est assimilé au baccalauréat de l'enseignement secondaire dans la liste des titres exigés des candidats aux fonctions publiques relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et aux journaux officiels des diverses colonies, et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 11 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### Exportation des fruits et légumes frais

ARRETE No 295 promulguant au Togo le décret du 12 avril 1941 portant prorogation des dispositions du décret du 4 février 1941 (prohibition de sortie jusqu'au 30 avril 1941 des fruits de table frais, légumes frais, salés ou confits).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 4 février 1941, promulgué au Togo le 3 avril 1941;

Vu le décret du 12 avril 1941;

Vu les instructions n° 265 A. P./I en date du 29 mai 1941 de M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 avril 1941 portant prorogation des dispositions du décret du 4 février 1941 (prohibition de sortie jusqu'au 30 avril 1941 des fruits de table frais, légumes frais, salés ou confits).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le décret du 4 février 1941;

Vu le code des douanes;

Sur le rapport de l'amiral de la flotte, vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et du secrétaire d'Etat au ravitaillement;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 4 février 1941 portant prohibition d'exportation des fruits de table ou autres, frais, non forcés, des légumes frais et des légumes salés ou confits sont prorogées jusqu'à nouvel ordre.

ART. 2. — L'amiral de la flotte, vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et le secrétaire d'Etat au ravitaillement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 12 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le vice-président du conseil,*

*ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat*

*à l'économie nationale et aux finances,*

YVES BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,*

Pierre CAZIOT.

*Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,*

Jean ACHARD.

**Justice**

*LOI prorogeant les délais de procédure devant le conseil d'Etat, la cour de cassation et le tribunal des conflits.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,  
Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

ARTICLE PREMIER. — Tous les délais prescrits à peine de déchéance ou de nullité par les dispositions législatives ou réglementaires fixant la procédure devant le conseil d'Etat, la cour de cassation et le tribunal des conflits, suspendus à dater du 10 mai 1940 jusqu'au 31 mars 1941 par les lois du 24 septembre 1940 et du 28 novembre 1940, sont prorogés jusqu'à la date légale de cessation des hostilités, sous réserve des droits de la partie qui aurait déjà exécuté régulièrement une décision à l'égard de laquelle le recours était suspensif.

ART. 2. — Les mêmes délais qui sont venus ou viendront à expiration entre le 31 mars 1941 et la date légale de cessation des hostilités sont également prorogés jusqu'à cette dernière date sous la même réserve.

ART. 3. — Les prorogations édictées par le présent décret ne sont applicables ni au délai du recours lorsque celui-ci est suspensif ni, dans le même cas, au délai prévu à l'article 7 du décret du 30 octobre 1935.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 19 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

**Fête du Travail et de la Concorde sociale****1<sup>er</sup> Mai**

*ARRETE N° 314 promulguant au Togo la loi du 26 avril 1941 relative à la fête du 1<sup>er</sup> mai.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 12 avril 1941 relative à la célébration de la fête du 1<sup>er</sup> mai, promulguée au Togo le 28 avril 1941;

Vu la loi du 26 avril 1941;

Vu les instructions en date du 12 juin 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 26 avril 1941 qui supprime l'obligation de verser au secours national la moitié du salaire ou de l'indemnité compensatrice à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juin 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,  
Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 12 avril 1941.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 26 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****Légion française des Combattants de l'Afrique Noire****Franchise Postale**

*ARRETE N° 1840 s. e. portant concession de la franchise postale aux membres de la Légion française des combattants de l'Afrique noire.*

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous actes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'instruction n° 1 sur le service des postes, télégraphes et téléphones en Afrique occidentale française rendue exécutoire par arrêté général n° 165 du 3 février 1918, notamment les articles 169 à 178 inclus;

Vu l'arrêté du 22 février 1941, n° 549 D. N. portant création de la Légion française des combattants de l'Afrique noire;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — La franchise postale est concédée aux membres de la Légion française des combattants de l'Afrique noire désignés ci-après :

Président général;

Chefs de Légion locale à Dakar, Saint-Louis, Bamako, Conakry, Lomé, Cotonou et Niamey;

Chefs de section et chefs de groupe.

ART. 2. — La franchise accordée à l'article premier est limitée aux correspondances échangées entre les autorités indiquées ou adressées par ces mêmes autorités aux membres de la Légion et sans réciprocité.

ART. 3. — Les envois pourront être clos. Ils devront être revêtus du contresceau de l'expéditeur.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 24 mai 1941.

P. BOISSON.

**Cadre des Gardes-frontières**

**ARRETE** N° 288 portant modification à l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 réorganisant le cadre des gardes-frontières au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 réorganisant le cadre des gardes-frontières au Togo;

Vu l'arrêté n° 70 du 31 janvier 1934 fixant à nouveau les soldes du personnel indigène des cadres locaux et portant suppression de l'indemnité spéciale du Togo allouée audit personnel;

Vu l'arrêté n° 258 du 15 mai 1939 fixant la nouvelle tenue des gardes-frontières du Togo;

Sur la proposition du chef du service des douanes, p. i.;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 3 de l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 est complété ainsi qu'il suit :

8° — Une carte d'identité délivrée par le commissariat de police et comportant la photographie et les empreintes digitales des intéressés.

**ART. 2.** — Le premier paragraphe de l'article 4 de l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 est modifié de la façon suivante :

« Les admissions ont lieu à la dernière classe. Elles sont prononcées par le Commissaire de France, sur la présentation des dossiers par le bureau du personnel, après avis du chef du service des douanes.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 juin 1941.

J. DELPECH.

**Délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades**

**ARRETE** N° 294 fixant les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 85 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime, modifié par le décret du 30 juin 1934;

Vu le décret du 31 décembre 1935 portant règlement d'administration publique relatif au délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades, complété par le décret du 11 février 1938;

Vu le décret du 27 juin 1931 modifiant les articles 11 et 14 du décret du 22 septembre 1891;

Vu l'arrêté interministériel du 10 août 1937 sur le mode de versement des forfaits;

Vu l'arrêté n° 267 du 10 mai 1938;

Sur la proposition du chef du service de l'inscription maritime;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre

1935 pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1941 seront les mêmes que ceux prévus à l'arrêté n° 267 en date du 10 mai 1938.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

**Annulation de crédits**

**ARRETE** N° 302 portant abrogation de l'arrêté n° 495 du 23 novembre 1940 et fixant à nouveau le chiffre des crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1939 au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et plus spécialement l'article 274 de ce décret;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de roulement, un fonds de renouvellement et un fonds de réserve spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 199 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de renouvellement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 200 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de roulement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo, modifié par l'arrêté n° 229 du 29 avril 1931 et par l'arrêté n° 262 du 24 mai 1932;

Vu l'arrêté n° 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu le décret du 18 février 1939 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1939;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 14 juin 1941;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est abrogé l'arrêté n° 495 du 23 novembre 1940 portant annulation de crédits.

**ART. 2.** — Sont annulés au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1939 les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1940 :

CHAPITRE I	145.199,18
— II	296.785,09
— III	43.806,68
— IV	2.649,30
— V	65.627,70
— VI	75.091,55
— VII	57.811,89
— VIII	60.765,73
— IX	38.425,63
— X	6.686,40
— XI	7.433,52
Total	800.282,67

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

**Transport des colis postaux**

**ARRETE** N° 303 portant modification aux taxes de transport des colis postaux à l'intérieur de la colonie;

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 562 du 27 septembre 1929 portant modification aux taxes de transport des colis postaux à l'intérieur de la colonie;

Vu l'arrêté n° 419 du 3 août 1932 ouvrant toutes les localités pourvus d'un bureau de poste au service des colis postaux de 10 à 20 kilos;

Vu la loi du 21 octobre 1940 relative à l'arrondissement au décime des recettes et dépenses publiques;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 14 juin 1941;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les taxes de transport des colis postaux à l'intérieur du Territoire sont modifiées comme suit :

**COLIS DE 5 KILOS**

BUREAUX	Anécho	Atakpamé	Bassari	Lama-Kara	Lomé	Palimé	Mango	Sokodé
Anécho		4.00	8.00	8.00	2.00	4.00	9.00	7.00
Atakpamé	6.00		5.00	5.00	3.00	5.00	7.00	5.00
Bassari	12.00	8.00		4.00	7.00	8.00	6.00	4.00
Lama-Kara	12.00	8.00	7.00		7.00	8.00	4.00	4.00
Lomé	3.00	5.00	11.00	11.00		3.00	8.00	6.00
Palimé	6.00	8.00	12.00	12.00	5.00		9.00	7.00
S/Mango	14.00	11.00	9.00	6.00	12.00	14.00		5.00
Sokodé	11.00	8.00	6.00	6.00	9.00	11.00	8.00	

**COLIS DE 10 KILOS****COLIS DE 15 KILOS**

BUREAUX	Anécho	Atakpamé	Bassari	Lama-Kara	Lomé	Palimé	Mango	Sokodé
Anécho		8.00	16.00	16.00	4.00	8.00	18.00	14.00
Atakpamé	10.00		10.00	10.00	6.00	10.00	14.00	10.00
Bassari	20.00	13.00		8.00	14.00	16.00	12.00	8.00
Lama-Kara	20.00	13.00	8.00		14.00	16.00	8.00	8.00
Lomé	5.00	8.00	18.00	18.00		6.00	16.00	12.00
Palimé	10.00	13.00	20.00	20.00	8.00		18.00	14.00
Mango	23.00	18.00	15.00	10.00	20.00	22.00		10.00
Sokodé	18.00	13.00	10.00	10.00	15.00	18.00	13.00	

**COLIS DE 20 KILOS**



Supplément pour trans- | colis de 5 kilos = 1,—  
port des colis postaux | colis de 10 kilos = 2,—  
entre Anécho et la frontière | colis de 10 à 15 k. = 3,—  
du Dahomey . . . . . | colis de 15 à 20 k. = 4,—

ART. 2. — Le chef du service des P. T. T. est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 15 juin 1941 et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

#### Réglementation douanière

*ARRETE N° 304 fixant les modalités de vente des marchandises en dépôt à la douane et non déclarées dans les délais légaux.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation du service des douanes au Togo, notamment en son article 43;

Vu la loi du 30 janvier 1941 relative à la procédure douanière dans les colonies du premier et du deuxième groupe;

Vu l'arrêté n° 164 du 3 avril 1941 promulguant au Togo la loi du 30 janvier 1941 susvisée;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 14 juin 1941;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions de l'article 43 du décret du 11 novembre 1926, les marchandises qui n'ont pu être déclarées en détail dans les délais réglementaires par suite de circonstances exceptionnelles ne seront vendues au profit du budget local qu'un an après leur date de débarquement.

ART. 2. — Pour bénéficier de cette mesure, les déclarants devront, avant l'expiration du délai de six mois prévu par l'article 43 susvisé, faire des réserves près du service des douanes par le dépôt d'une déclaration provisoire énonçant en outre les causes de l'impossibilité où ils se trouvent de déclarer en détail leurs marchandises.

ART. 3. — Les destinataires devront produire à l'appui de la déclaration définitive prévue par les articles 33 à 41 du décret du 11 novembre 1926, tous documents devant justifier du cas de force majeure (contrats d'achat, factures d'origine, connaissements, certificats des banques... etc...).

ART. 4. — Toute marchandise pour laquelle il n'aura pas été produit dans le délai d'un an les pièces justificatives énoncées à l'article 3 sera vendue dans les conditions prévues par l'article premier. Celle dont l'entrée est prohibée sera réexportée à la charge de l'acquéreur.

ART. 5. — Le présent arrêté sera rendu provisoirement exécutoire à compter du 15 juin 1941, il sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

#### Palmistes

*ARRETE N° 305 prescrivant l'expédition des palmistes en vrac.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 décembre 1939, pris en exécution du décret du 2 mai 1939 sur l'organisation de la nation en temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, et autorisant les chefs des colonies à réglementer l'exportation des produits coloniaux et à prescrire toute mesure destinée à faciliter cette exportation;

Vu le télégramme ministériel n° 3724 D. E. du 9 mai 1941;

Vu l'arrêté n° 1982 S. E./3 du 3 juin 1941 prescrivant l'expédition des palmistes en vrac en A. O. F.;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 14 juin 1941;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les palmistes exportés par les ports du territoire du Togo ne peuvent être chargés qu'en vrac.

ART. 2. — Seront toutefois emballés les palmistes remplissant les sacs nécessaires pour assurer la stabilité du chargement. Le pourcentage des grains ainsi chargés pourra varier suivant les navires et suivant les cargaisons.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH

#### Exportation des produits de première nécessité

*ARRETE N° 306 modifiant l'arrêté n° 257 du 19 mai 1941 concernant les denrées et produits de première nécessité dont l'exportation est interdite et portant dérogation à certaines interdictions.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, de la loi du 11 juillet 1938;

Vu l'arrêté local n° 449 du 29 août 1939 portant interdiction de l'exportation de certains produits, marchandises et denrées;

Vu la circulaire n° 273 E./C. du 21 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 257 du 19 mai 1941 concernant les denrées et produits de première nécessité dont l'exportation est interdite et portant dérogation à certaines interdictions;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 14 juin 1941;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté n° 257 du 19 mai 1941 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3 (nouveau). — Des dérogations à l'interdiction de sortie édictée par l'article 1<sup>er</sup> pourront être accordées par le Commissaire de France sur demande écrite spéciale en cas de nécessité reconnue, notamment pour les provisions de bord des navires et de ravitaillement des autres colonies de l'A. O. F. ».

ART. 2. — Le chef du service des douanes, le chef du service des P. T. T., les administrateurs commandant de cercle et les chefs de subdivision, les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

## Cadres locaux indigènes

ARRETE N° 307 complétant l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934, réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 14 juin 1941;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté susvisé du 24 mars 1934 est ainsi complété :

1<sup>o</sup> — . . . . .

2<sup>o</sup> — . . . . .

2<sup>o</sup> bis. — Extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

## Liants hydrauliques

ARRETE N° 309 portant abrogation de l'arrêté n° 210 du 18 avril 1941 réglementant l'importation et la vente des liants hydrauliques.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies;

Vu l'arrêté 210 du 18 avril 1941 réglementant l'importation et la vente des liants hydrauliques;

Vu l'arrêté 1539 T. P. du 30 avril 1941 de M. le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, fixant les conditions de répartition des produits métallurgiques et autres articles relevant de la production industrielle;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des mines;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 14 juin 1941;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont et demeurent abrogées les dispositions de l'arrêté n° 210 du 18 avril 1941 réglementant l'importation et la vente des liants hydrauliques, qui seront du reste soumis dès maintenant aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté général n° 1539 T. P. du 30 avril 1941 de M. le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, fixant les conditions de répartition des produits métallurgiques et autres articles relevant de la production industrielle.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

## Commission de réforme

DECISION N° 440 constituant une commission de réforme.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 28 novembre 1924 instituant une Commission de réforme au chef-lieu de chaque colonie, pays de protectorat ou territoire relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 organisant la caisse intercoloniale de retraites;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 1929 déclarant la commission prévue à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 28 novembre 1924 susvisé, également compétente à l'égard des fonctionnaires soumis au régime de la caisse intercoloniale de retraites;

Vu le décret du 8 novembre 1939 relatif à la représentation des personnels aux commissions de réforme et organismes similaires pendant les hostilités;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La commission de réforme prévue à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 28 novembre 1924 susvisé est, en ce qui concerne le personnel des colonies en service au Territoire, composée de la façon suivante :

M. de Saint Alary, administrateur en chef des colonies, délégué du Commissaire de France *Président*

M.M. Saint-Criq, payeur de la trésorerie du Togo, représentant du trésorier-payeur,  
 Urvois, médecin-lieutenant-colonel des troupes coloniales, membre de la commission de rapatriement,  
 Roche, administrateur des colonies,  
 Sanson, administrateur-adjoint des colonies,

} Membres

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1941.

J. DELPECH.

#### Marchés

ARRETE N° 2126 F 2/c. complétant l'article 2 de l'arrêté n° 176 du 11 janvier 1938 modifiant l'article 68 des clauses et conditions générales pour les fournitures à exécuter en vertu des marchés, du 25 octobre 1929 et concernant les délais d'introduction des demandes d'exonération de pénalité sur marché.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
 HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
 COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française ensemble les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le cahier des clauses et conditions générales pour les fournitures de toutes espèces à exécuter en vertu des marchés passés dans les colonies du groupe de l'A. O. F. en date du 25 octobre 1929 rendu applicable par arrêté du 31 janvier 1930, et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Sur la proposition du directeur des finances et de la comptabilité;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté n° 176 du 11 janvier 1938 modifiant l'article 68 des clauses et conditions générales pour les fournitures à exécuter en vertu des marchés du 25 octobre 1929, est complété par les dispositions suivantes :

« Toutefois, en ce qui concerne les marchés exécutés postérieurement au 2 septembre 1939, les demandes de remise de pénalités non formulées dans le délai prescrit ci-dessus pourront néanmoins être retenues lorsque les titulaires des marchés justifient que les circonstances exceptionnelles consécutives à l'état de guerre ne leur ont pas permis de formuler leurs demandes en temps opportun ».

ART. 2. — Le directeur des finances, les gouverneurs des colonies du groupe sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera

Dakar, le 16 juin 1941.

P. BOISSON.

#### Produits et denrées de première nécessité

DECISION N° 444 portant libération de certain stock de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
 CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
 COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des

dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions subséquentes portant déblocage partiel desdits stocks;

Vu l'autorisation de sortie de 1.000 kgs. de riz, destinés au ravitaillement du M.V. « *Sinfra* »;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est libérée à la date du 18 juin 1941 sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, la quantité ci-après :

#### Riz

Cie F. A. O. . . . . 300 kgs.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 20 juin 1941.

J. DELPECH.

#### Station météorologique

ARRETE N° 320 créant une station météorologique à Togblékové.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 29 avril 1929 créant un service météorologique colonial, ensemble tous les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 21 août 1932 fixant l'organisation, le fonctionnement et les attributions du service météorologique du Togo;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1933 créant le réseau des stations météorologiques situées à l'intérieur du Territoire;

Vu les décisions des 19 janvier 1934, 23 juillet 1937 et 5 avril 1938 nommant les observateurs des stations météorologiques situées à l'intérieur du Territoire;

Vu l'arrêté du 3 février 1937 créant des stations météorologiques situées à l'intérieur du Territoire;

Vu l'arrêté du 30 mars 1938 relatif aux suppléments de fonctions, indemnités pour frais de représentation et de service pouvant être alloués au personnel européen en service au Togo en exécution du décret du 11 juillet 1936;

Vu la demande orale de M. Le chef du service des eaux et forêts;

Vu le rapport n° 82 mèt. du 27 mai 1941;

Sur la proposition du chef du service météorologique;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une station météorologique de 2<sup>e</sup> ordre à Togblékové.

ART. 2. — La marche de la station météorologique de 2<sup>e</sup> ordre de Togblékové est confiée au surveillant des eaux et forêts gardien de la station forestière du même lieu.

Cet observateur aura droit à l'indemnité de 480 frs. l'an prévue à l'arrêté n° 174 du 30 mars 1938.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1941 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juin 1941.

J. DELPECH.

**Mercuriales****ARRETE N° 321 fixant les mercuriales officielles pour le deuxième semestre 1941.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté du 4 mai 1938 instituant une commission des mercuriales;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée du territoire du Togo des produits de toute origine et de toute provenance;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1935 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice;

Après avis de la commission des mercuriales dans sa séance du 26 juin 1941;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 27 juin 1941;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo seront liquidés par le service des douanes pendant le deuxième semestre 1941, en conformité des indications du tableau 1, ci-annexé, qui serviront également à l'établissement des statistiques du commerce pendant la même période.

ART. 2. — La taxe sur le chiffre d'affaires sera perçue selon les valeurs prévues aux tableaux 1 et 2 ci-annexés le complétant.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté est rendu immédiatement applicable et sera affiché dans tous les bureaux des circonscriptions administratives, de postes du Territoire et dans tous les lieux d'usage.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juin 1941.

J. DELPECH.

**TABEAU I**

DES MERCURIALES OFFICIELLES EN VIGUEUR PENDANT LE DEUXIÈME SEMESTRE 1941 POUR LE CALCUL DES DROITS « AD VALOREM » A L'ENTRÉE ET A LA SORTIE DU TOGO ET A L'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES DU COMMERCE

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORISATION	VALORISATION DU DEUXIÈME SEMESTRE 1941
Alcools dénaturés . . . . .	L'hectolitre.	900 frs.
Amandes de karité . . . . .	100 kilogrammes brut.	L. M. 151 —
Amandes de palme . . . . .	—	L. M. 141 —
Animaux vivants	Bœufs, taureaux et vaches . . . . .	La tête. 800 —
	Veaux et génisses . . . . .	— 350 —
	Moutons . . . . .	— 120 —
	Chèvres . . . . .	— 100 —
	Porcs . . . . .	— 100 —
	Poulets . . . . .	— 7 —
	Pintades . . . . .	— 20 —
Volaille	Canards . . . . .	— 100 —
	Dindons . . . . .	— 100 —
Arachides . . . . .	en coques . . . . .	100 kilogrammes brut. L. M. 149 —
	décortiquées . . . . .	— L. M. 189 —
Beurre . . . . .	salé ou en boîtes métalliques . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net. 3.000 —
	non salé autrement présenté . . . . .	— 3.200 —
Bière en bouteilles (bouteilles comprises). . . . .	L'hectolitre.	850 — (1)
Biscuits de mer . . . . .	légèrement sucrés — moins de 15 % de sucre (2). . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net. 550 —
	non sucrés . . . . .	— 500 —
Bougies de toutes sortes . . . . .	—	1.500 —
Bouteilles et flacons importés pleins . . . . .	plus de 0 litre, 50 . . . . .	Le cent. 150 —
	de 0 litre, 10 à 0 litre, 50 . . . . .	— 90 —
	moins de 0 litre, 10 . . . . .	— 70 —
Cacao en fève . . . . .	100 kilogrammes net.	N. B. 300 —

(1) La valorisation mercurielle n'est applicable qu'aux seules bières dont le prix de facture est inférieur ou égal à 850 francs l'hectolitre (bouteilles comprises). Celles dont la valeur de facture est supérieure à 850 francs l'hectolitre (bouteilles comprises) seront soumises aux droits, d'après cette valeur de facture majorée de 25%.

(2) Les biscuits de mer sucrés à plus de 15 % de sucre seront taxés ad valorem.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORISATION	VALORISATION DU DEUXIÈME SEMESTRE 1941
Café vert d'origine locale . . . . .	100 kilogrammes net.	N. B. { Arabica 801 frs. Robusta 630 —
Caoutchouc brut. . . . .	100 kilogrammes brut.	N. B. 1.000 —
Chocolat ordinaire en tablettes ou en poudre (1) . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	1.100 —
Ciment (à l'exclusion du ciment fondu et ciment coloré) . . . . .	100 kilogrammes brut.	85 —
Colas . . . . .	100 kilogrammes net.	500 —
Confitures. . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	1.750 —
50% de sucre ou plus . . . . .	—	1.600 —
moins de 50% de sucre . . . . .	—	—
Coton égrené. . . . .	100 kilogrammes net.	N. B. 784 —
Coprah. . . . .	—	L. M. 185 —
Crevettes fumées . . . . .	—	3.000 —
Dames-jeannes et bonbonnes. . . . .	La pièce.	80 —
Défenses d'éléphant . . . . .	100 kilogrammes net.	6.000 —
Dent d'hippopotame . . . . .	—	2.500 —
Drums et bidons en tôle importés pleins . . . . .	—	400 —
Essence de térébenthine . . . . .	—	900 —
Estagnons d'essence ou de pétrole importés pleins . . . . .	La pièce	5 —
Farine de froment . . . . .	100 kilogrammes brut.	350 —
en sacs. . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut	410 —
en estagnons. . . . .	100 kilogrammes net.	360 —
en barils . . . . .	—	150 —
Farine de manioc . . . . .	—	—
Films cinématographiques . . . . .	Le mètre de longueur. .	0,50
— en location. . . . .	—	0,05
Fruits de tables frais { bananes . . . . .	100 kilogrammes net.	100 frs.
ananas . . . . .	—	200 —
Fûts en fer ou acier importés pleins . . . . .	—	400 —
Graines de coton . . . . .	—	20 —
Graines de kapok . . . . .	—	28 —
Graines de ricin . . . . .	—	L. M. 168 —
Graisses végétales alimentaires . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	900 —
d'olives (2) . . . . .	100 kilogrammes net.	1.700 —
d'arachides d'im- { en fûts . . . . .	—	800 —
portation { en bouteilles ou . . . . .	—	1.000 —
estagnons. . . . .	—	220 —
Huiles végétales . . . . .	—	1.000 —
de karité . . . . .	—	L. M. { en fûts 240 —
de lin . . . . .	—	{ en vrac 207 —
de palme . . . . .	—	150 —
Ignames . . . . .	—	350 —
Kapok non égrené . . . . .	—	N. B. { gris 710 —
Kapok égrené . . . . .	—	{ blanc 789 —
Légumes secs entiers autres que ceux d'origine locale (3). . . . .	100 kilogrammes brut.	900 —
Légumes secs d'origine locale . . . . .	—	200 —
Maïs . . . . .	1.000 kilogrammes net.	L. M. 1.088 —
Mazout (Gaz oil) . . . . .	100 kilogrammes net.	180 —
Mil . . . . .	1.000 kilogrammes net.	800 —
Peaux brutes de bœufs { sèches . . . . .	100 kilogrammes brut.	L. M. { 750 —
vertes . . . . .	—	{ 460 —
Peaux brutes de chèvres . . . . .	100 kilogrammes brut.	800 —
Peaux brutes de moutons. . . . .	—	500 —
Piment d'origine locale . . . . .	—	N. B. { petits 1.000 —
Plombs bruts en saumons ou laminés. . . . .	—	{ gros 900 —
Poissons secs et fumés d'origine locale . . . . .	100 kilogrammes net.	700 —
Poissons secs salés . . . . .	—	300 —
Riz . . . . .	100 kilogrammes brut	260 —

(1) La valorisation mercuriale n'est applicable qu'aux seuls chocolats dont la valeur de facture est inférieure ou égale à 1.100 francs les 100 kgs. demi-net. Ceux dont la valeur de facture est supérieure à 1.100 francs les 100 kgs. demi-net, seront soumis aux droits d'après cette valeur de facture majorée de 25 %.

(2) Non compris les huiles de table contenant une certaine proportion d'huile d'olive qui sont taxées ad valorem.

(3) Les légumes en farine sont taxés ad valorem F + 25 %.



DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORISATION	VALORISATION DU DEUXIÈME SEMESTRE 1941
Saindoux . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	1.700 —
Savons autres que ceux de parfumerie : (genre savon de Marseille) . . . . .	en cubes, barres ou pains à nu . . . . . autrement présentés . . . . .	100 kilogrammes net. 800 — — 850 —
Semoules et pâtes d'Italie . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	900 —
Tapioca . . . . .	1.000 kilogrammes net.	2.556 —
Viandes salées . . . . .	de porc . . . . .	jambon entier en boîte . . . . .
		jambons autres . . . . .
		lard en planches . . . . .
		saucisson à nu . . . . .
Vinaigres autres que de parfumerie en fûts . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	4.500 —
Vins ordinaires en fûts (1) . . . . .	100 kilogrammes net.	4.000 —
Autres produits soumis à la taxation ad valorem (2) . . . . .	—	3.000 —
	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	4.500 —
	L'hectolitre.	400 —
	—	350 —

(1) Cette valorisation n'est applicable qu'aux seuls vins ordinaires en fûts, dont le prix de facture (emballage compris) est égal ou inférieur à 350 frs. l'hectolitre. Pour les vins ordinaires importés en demi-muids, la valeur de l'emballage est fixée forfaitairement à 350 frs. Les boissons de l'espèce, dont le prix de vente dépasse 350 frs. l'hectolitre logé, échappent à la mercuration et sont par suite, soumises aux droits d'après la valeur de facture majorée de 25%.

(2) Les produits non dénommés au tarif et non mercurationnés sont passibles d'un droit de 10% de la facture (emballage compris) majorée de 25%.

NOTA. — La taxe ad valorem applicable à une marchandise couvre à la fois le contenu et le contenant lorsque le produit est imposé d'après le prix de facture, c'est-à-dire d'après le prix de la marchandise au moment où elle sort des magasins du commerçant expéditeur (emballage compris). Il résulte de ces dispositions que les droits à appliquer aux produits non mercurationnés et renfermés dans des emballages mercurationnés (vins ordinaires en bouteilles, huiles lourdes contenues dans des drums en tôle, etc...) ne peuvent être basés que sur le prix de facture de l'envoi, c'est-à-dire sur la valeur cumulée du contenu et contenant avec majoration de 25%. Il n'y a dès lors pas lieu, dans le cas envisagé, de faire supporter en outre à l'emballage mercurationné le droit qui lui est propre d'après la valorisation mercurationnelle.

TABLEAU II.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEUR
IMPORTATIONS		
Sucres raffinés . . . . .	100 kilogrammes net	600 frs.
Tabacs en feuilles . . . . .	—	3.000 —
Cigarettes en boîtes métalliques . . . . .	—	10.000 —
Cigarettes en paquets . . . . .	—	3.200 —
Gins et Genièvres	de traite (1) . . . . .	l'hectolitre 1.700 —
	autres (1) . . . . .	— 3.500 —
Whisky . . . . .	—	5.000 —
Rhums en bouteilles . . . . .	—	3.000 —
Rhums en fûts . . . . .	—	1.500 —
Huiles de pétrole	Pétrole en fûts . . . . .	100 kilogrammes net 200 —
	Pétrole en caisse et estagnons . . . . .	— 230 — (2)
	Essence en vrac et en fûts . . . . .	— 220 — (2)
	Essence en caisse et estagnons . . . . .	— 250 — (2)
Tôles ondulées en fer galvanisé pour toitures (y compris les faitières) . . . . .	—	500 —
Sels	en sacs . . . . .	— 70 —
	en flacons . . . . .	100 kilog. 1/2 net 700 —
	autrement présentés . . . . .	100 kilogrammes net 70 —
Allumettes chimiques (boîtes contenant 100 allumettes au plus) . . . . .	Les 1.000 boîtes	350 —
Autres articles non désignés ci-dessus . . . . .	Valeur définie par article 5, arrêté 336 du 23 juillet 1935.	

(1) Sont considérés comme gins autres tous les gins dont la valeur sur facture (emballage compris) excède 1.700 francs l'hectolitre.

(2) Les présentes valorisations couvrent l'emballage (caisses, fûts, estagnons).

**Trésorerie du Togo**

**ARRETE N° 324** portant désignation d'un trésorier-payeur intérimaire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation des trésoreries coloniales; notamment en son article 8;

Vu le télégramme officiel n° 205 du 14 juin 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu le télégramme officiel n° 309 du 23 juin 1941 du Commissaire de France au Togo;

Vu le télégramme officiel n° 218 du 26 juin 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies en son article 113;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — M. Saint-Criq, payeur de 3<sup>e</sup> classe des trésoreries coloniales, est désigné en qualité de trésorier-payeur intérimaire de la trésorerie du Togo.

**ART. 2.** — La date de prise de service de l'intéressé est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1941.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juin 1941.

J. DELPECH.

**Produits et denrées de première nécessité**

**DECISION N° 461** portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions subséquentes portant déblocage partiel des dits stocks;

**DECIDE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont libérées à la date du 28 juin 1941 sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, les quantités ci-après :

**SUCRE**

F. A. O. . . . . 250 kilos.

**ART. 2.** — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juin 1941.

J. DELPECH.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN****Nomination**

Par arrêté n° 301 du :

14 juin 1941. — M. Réhart Adolphe est agréé définitivement dans le cadre supérieur de la police du Togo en qualité de commissaire de police principal de 1<sup>re</sup> classe, à compter du 4 juin 1941.

M. Réhart, conserve une ancienneté de 5 mois 3 jours dans son grade actuel.

**Rappel d'ancienneté**

Par arrêté n° 316 du :

24 juin 1941. — Un rappel d'ancienneté de 1 an 5 mois 4 jours pour services militaires et contractuels non utilisés est accordé à M. Agniel Jean, chef de district de 1<sup>re</sup> classe.

**Commissions d'avancement**

Par décision n° 431 du :

13 juin 1941. — Les commissions de classement du personnel européen des cadres locaux du Togo, régis par l'arrêté du 2 octobre 1933, sont composées de la façon suivante :

**POUR TOUTES LES COMMISSIONS**

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives

*Président*

M.M. Dulphy, administrateur-adjoint des colonies, chef de cabinet du Commissaire de France,

Sanson, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et du personnel.

*Membres*

**ENSEIGNEMENT**

M. Champion Albert, inspecteur de l'enseignement p. i.,

Mme. Patanchon, institutrice principale hors classe,

M. Pallarès Martin, instituteur principal de 1<sup>re</sup> cl.

**TRAVAUX PUBLICS****Géomètres**

Le chef du service des travaux publics,

M.M. Lhuissier, chef-ouvrier d'art hors classe,  
Lalondrelle, géomètre de 1<sup>re</sup> classe.

**CHEMINS DE FER**

Le directeur du réseau des chemins de fer,

M.M. Lugan, chef de gare hors classe,  
Tavéra, chef de district principal.

Les commissions désignées ci-dessus se réuniront, sur convocation de leur président, dans les bureaux du gouvernement, en vue d'établir le tableau d'avancement du personnel européen pour le deuxième semestre 1941.

**PERSONNEL INDIGÈNE****Nomination**

Par arrêté n° 323 du :

30 juin 1941. — Les nommés Ezechiel D. Ekué-Akpa et Brassier Paul sont agréés, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, dans le cadre local indigène, en qualité de facteurs auxiliaires stagiaires de 3<sup>e</sup> classe des P. T. T., en remplacement numérique des facteurs Zobiaki Joseph décédé et Kouassi Alfred révoqué.

**Reclassement**

Par arrêté n° 289 du :

12 juin 1941. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 53 du 28 janvier 1940, sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« ART. 2. — (nouveau). La situation de M. Brenner « Frédéric est rétablie comme suit au point de vue « exclusif de l'ancienneté :

« Facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe le 1<sup>er</sup> juillet 1933 ;

« Facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe le 1<sup>er</sup> juillet 1936 ;

« Facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe le 1<sup>er</sup> juillet 1939 ».

**Commissions d'avancement**

Par décision n° 432 du :

13 juin 1941. — Les différentes commissions de classement du personnel indigène régi par les arrêtés des 24 mars et 1<sup>er</sup> mai 1934 se réuniront sur la convocation de leur président à Lomé, en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel pour le deuxième semestre de l'année 1941 :

**POUR TOUTES LES COMMISSIONS**

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives *Président*

M.M. Dulphy, administrateur-adjoint des colonies, chef de cabinet du Commissaire de France,	} <i>Membres</i>
Sanson, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et du personnel,	

**ENSEIGNEMENT**

L'inspecteur p. i. de l'enseignement.

a) *Instituteurs (enseignement officiel) :*

M.M. Ajavon Henri, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> cl.  
Kponton Hubert, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> cl.

b) *Moniteurs (enseignement officiel) :*

M.M. Barrigah Samuel, moniteur de 1<sup>re</sup> classe.  
Kouami Joseph, moniteur de 1<sup>re</sup> classe.

**ENSEIGNEMENT PRIVÉ**

R. P. Riegert, directeur des écoles catholiques.

M.M. Faure, directeur des écoles protestantes.  
David Albert, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe (M. C.).  
Agbobli, moniteur de 1<sup>re</sup> classe (M. C.).  
Ahee Jacques, moniteur (M. E.).

**AGRICULTURE**

L'inspecteur de l'agriculture.

M.M. Huesihoue Anatole Samson, moniteur agricole de 2<sup>e</sup> classe.

Kloutse Joseph, moniteur agricole de 3<sup>e</sup> classe.

**DOUANES**

M.M. Droniou, chef du service des douanes.

Armerding, commis de 1<sup>re</sup> classe des douanes.

Gbikpi Daniel André, commis de 3<sup>e</sup> classe.

**P. T. T.**

Le chef du service des P. T. T.

a) *Commis :*

M.M. Boccovi Ambroise, commis principal de 3<sup>e</sup> cl.  
Pereira Eusèbe, commis hors classe.

b) *Surveillants :*

M.M. Nandoma Kodjo, surveillant de 5<sup>e</sup> classe des P. T. T.

Bianou Kamara, surveillant de 6<sup>e</sup> classe des P. T. T.

c) *Facteurs :*

M.M. Ajavon Joseph, facteur-chef de 2<sup>e</sup> classe des P. T. T.

Ayite Christophe, facteur de 1<sup>re</sup> classe des P. T. T.

**SANTÉ**

Le chef du service de santé.

a) *Aides-Médecins :*

M.M. Evenoumede Pierre, aide-médecin de 1<sup>re</sup> classe.  
Adigo Dorothée, aide-médecin de 1<sup>re</sup> classe.

b) *Infirmiers :*

M.M. Sodji Kouassi Florence, infirmier-major de 1<sup>re</sup> cl.  
Lade Cléophas, infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe.

c) *Gardes-D'hygiène :*

M.M. Lafonekou Samson, brigadier-chef de 1<sup>re</sup> cl.  
Blabou Jacob, brigadier-chef de 2<sup>e</sup> classe.

**COMMIS D'ADMINISTRATION**

M.M. Sanvee Jonathan, commis d'administration ppal. de 1<sup>re</sup> classe.

Dossou Augustin, commis d'administration ppal. de 1<sup>re</sup> classe.

**INTERPRÈTES**

M.M. Chardey Francis, interprète principal de 4<sup>e</sup> cl.  
Paty Daniel, interprète principal de 4<sup>e</sup> classe.

**POLICE**

M.M. Roche, administrateur des colonies, chef du service de la sûreté.

Akpokli Charles, inspecteur auxiliaire de police de 5<sup>e</sup> classe.

Bruce Cuthbert, inspecteur auxiliaire de police de 6<sup>e</sup> classe.

**PLANTONS**

M.M. Orogbo Jean, brigadier-planton de 1<sup>re</sup> classe.  
Abalo Ferdinand, brigadier-planton de 2<sup>e</sup> cl.

**TRAVAUX PUBLICS**

Le chef du service des travaux publics.

M.M. Amadou Moïse, maître ouvrier des travaux publics.

Kpodar Assiongbor, maître ouvrier des travaux publics.

**MÉCANICIENS-CONDUCTEURS**

Le chef du service des travaux publics.

M.M. Latevi Tevi, mécanicien-conducteur principal de 1<sup>re</sup> classe.

Koumako K. Joseph, mécanicien-conducteur principal de 2<sup>e</sup> classe.

**PERSONNEL DES CHEMINS DE FER ET DU WHARF**

Le directeur du réseau des chemins de fer.

M.M. Adotevi Hubert, maître-ouvrier principal de 2<sup>e</sup> classe.

Mensah Joseph, chef de station principal de 5<sup>e</sup> classe.

**CANOTIERS**

M.M. Dognon Edo, maître principal hors classe.

Ametepe James, premier maître.

**Punitions**

Par décision n° 454 du :

24 juin 1941. — Une punition de huit jours de suspension de solde est infligée aux gérants des bureaux de Sokodé et de Bassari, Wilson Michel et Amaïzo Kouévi pour inobservation des règlements et négligence répétée dans l'exercice de leurs fonctions.

**Retraites**

Par arrêté n° 310 du :

18 juin 1941. — Sont admis d'office à la retraite, pour ancienneté de service, les agents des cadres locaux indigènes du Togo dont les noms suivent :

M. Padonou Fritz, aide-médecin de 2<sup>e</sup> classe, 58 ans d'âge, 34 ans, 1 mois, 21 jours de services effectifs;

M. Abbey Amouzou Joseph, infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe, 64 ans d'âge, 36 ans, 5 mois, 18 jours de services effectifs;

M. Afanvi Dossouvi, garde d'hygiène de 1<sup>re</sup> classe, 63 ans d'âge, 38 ans, 6 mois de services effectifs;

M. Amadou Moïse, maître-ouvrier de 1<sup>re</sup> classe, des travaux publics, 59 ans d'âge, 43 ans, 6 mois de services effectifs;

M. do Rego Seydou, maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe des travaux publics, 61 ans d'âge, 41 ans, 6 mois de services effectifs;

M. Assogba Okpo, maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe des travaux publics, 55 ans d'âge, 37 ans, 10 mois 23 j. de services effectifs;

M. Kpodar Assiongbovi, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe des travaux publics, 63 ans d'âge, 40 ans, 6 mois de services effectifs;

M. Améganvi Kouévi William, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe des travaux publics, 60 ans d'âge, 42 ans, 6 mois de services effectifs;

M. James Jean, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des travaux publics, 57 ans d'âge, 35 ans, 6 mois de services effectifs;

M. Koffi Alowoanou, maître-ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des chemins de fer du Togo, 60 ans d'âge, 38 ans, 4 mois, 19 jours de services effectifs;

M. Lawson Albert, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo, 63 ans d'âge, 35 ans, 10 mois, 26 jours de services effectifs;

M. Dognon Edo, maître-canotier principal hors classe du wharf, 56 ans d'âge, 38 ans, 19 jours de services effectifs;

M. Akakpovi Moïse, second-maître du wharf, 56 ans d'âge, 37 ans, 1 mois de services effectifs.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941.

**Agents auxiliaires****Nominations**

Par décision n° 443 du :

19 juin 1941. — Le nommé Houessou François est engagé à titre provisoire et sous réserve d'un stage d'une durée minimum de 3 mois en qualité d'agent auxiliaire à compter du 15 juin 1941.

Son salaire mensuel est fixé à 175 francs.

Par décision n° 452 du :

23 juin 1941. — Mlle. Van-Lare Adélaïde est agréée, à titre précaire et essentiellement révocable, comme monitrice auxiliaire à l'école européenne, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, en remplacement de Mlle. Olympio Caroline, démissionnaire.

Elle percevra un salaire mensuel de 390 francs.

Par décision n° 460 du :

25 juin 1941. — Le nommé Akovi Pierre est engagé à titre provisoire et sous réserve d'un stage d'une durée minimum de 3 mois en qualité d'agent auxiliaire à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941.

Son salaire mensuel est fixé à trois cents (300) frs.

**Démission**

Par décision n° 447 du :

23 juin 1941. — Est acceptée, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, la démission de son emploi offert par Mlle. Olympio Caroline, monitrice auxiliaire de l'enseignement, en service à l'école européenne de Lomé.

**Licenciements**

Par décision n° 448 du :

23 juin 1941. — L'agent auxiliaire Tetevi, en service au réseau des chemins de fer, est licencié de son emploi à compter du 3 mars 1941 et rayé du contrôle pour le motif suivant : « Absence irrégulière ».

Par décision n° 449 du :

23 juin 1941. — L'agent auxiliaire stagiaire Limoan Lazare, en service à la Mission catholique de Lomé, est licencié de son emploi, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, après 1 an de stage, pour inaptitude professionnelle.

Par décision n° 450 du :

23 juin 1941. — Sont licenciés, pour abandon de poste, les agents auxiliaires du réseau des chemins de fer, dont les noms suivent :

Kodjovi, à compter du 31 mai 1941,

Sewoavi, à compter du 7 juin 1941.

Par décision n° 451 du :

23 juin 1941. — L'agent auxiliaire Atati, en service au réseau des chemins de fer, est licencié de son emploi à compter du 5 juin 1941 et rayé du contrôle pour le motif suivant :

« N'a pas rejoint son poste à l'expiration d'un congé ».

**Forces de Police****Nominations — Rengagement et licenciement**

Par arrêté n° 312 du :

23 juin 1941. — Le milicien de 2<sup>e</sup> classe Bapimna Badjahouta, N° Mle M/580 BT., de la 1<sup>re</sup> compagnie de milice, est licencié pour inaptitude physique non imputable au service et rayé des contrôles actifs des forces de police du Territoire à compter du 1<sup>er</sup> juin 1941.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 en date du 30 août 1934 lui sont accordés pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

Le sergent Baouena, N° Mle M/293 BT., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice, est rengagé pour 1 an 2 mois. Son contrat expirera le 1<sup>er</sup> juillet 1942.

Sont agréés à la 1<sup>re</sup> compagnie de milice, en qualité de stagiaires, les indigènes volontaires dont les noms suivent :

DURÉE du CONTRAT	NOMS	N° Mle	Services militaires justifiés dans les conditions fixées par l'article 18 de l'arrêté n° 118 du 20/2/1937 et comptant pour l'établissement de droit à pension
<i>A compter du 1<sup>er</sup> juin 1941</i>			
<b>Stagiaires catégorie A</b>			
1 an	Houehanou	733	3 ans 2 m. 10 j.
1 —	Koudouma	734	3 —
<b>Stagiaires catégorie B</b>			
2 ans	Douam Doné	735	néant
2 —	Sovissi Joseph	736	—
2 —	Gbegnedji Michel	737	—
2 —	Kouanvi Lucien	738	—
2 —	Patcha II	739	—
2 —	Tepie	740	—
2 —	Agondeh	741	—
2 —	Agbam Tanan	742	—
2 —	Koussanta Ayandoa	743	—
2 —	Kadjaka	744	—
2 —	Simiouaka	745	—
2 —	Lamboni Ténépa	746	—
2 —	Sekro Mango	747	—
2 —	Faouya	748	—
2 —	Tomiloua	749	—
2 —	Kondo	750	—
2 —	Djore Ofaye	751	—
2 —	Bouraima	752	—
2 —	Douti Laré	753	—
2 —	Gbati Djéné	754	—
2 —	Bodey François	755	—
2 —	Mouta Pami	756	—
2 —	Badjonhuyoma	757	—
2 —	Sehou Ahé	758	—
<i>A compter du 20 juin 1941</i>			
<b>2<sup>e</sup> classe stagiaire</b>			
1 an	Aklobessi Rémy	759	5 ans
1 —	Aboudou Bangofada	760	10 —
<b>Stagiaires catégorie A</b>			
1 —	Kouassi Holabi	761	3 ans
1 —	Akia Falissè	762	3 —
1 —	de Souza Joseph	763	2 — 3 m.
1 —	Sompédia Yabré	764	3 — 28 j.
1 —	Kanareze Adamou	723	4 — 3 —

Sont rengagés pour :

1 an — 24 jours, le garde de 1<sup>re</sup> classe Mahinou, N° Mle 1159, du peloton de Lomé (subdivision de Tsévié). Son contrat expirera le 1<sup>er</sup> juillet 1942.

1 an — 3 mois, le brigadier de 2<sup>e</sup> classe Gouvide, N° Mle 1178, du peloton d'Anécho. Son contrat expirera le 1<sup>er</sup> juillet 1942.

**Punitions**

Par décision n° 453 du :

23 juin 1941. — Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde est infligée à chacun des miliciens dont les noms suivent :

Tchedre Gwandé, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/561 BD., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice, pour « attitude insolente vis-à-vis d'un officier ».

Siko, milicien de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle M/613 AD., de la 2<sup>e</sup> compagnie de milice, pour « abandon de poste ».

Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde est infligée à chacun des gardes dont les noms suivent :

Samba Koulibali, garde de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1137, du peloton d'Anécho, pour avoir, par négligence, permis l'évasion d'un détenu.

Sero, garde de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1049, du peloton de Lomé, pour « attitude indisciplinée et grossière à l'égard d'un gradé ».

**DIVERS****Comité fédéral de l'éducation générale et des sports**

Par décision du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, du 20 mai 1941 :

M. Henry Roux, directeur de la SO. CO. PAO. est nommé secrétaire général du comité fédéral de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo.

M. Paul-Marc Henry, élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, en service à la direction de l'éducation générale et des sports est nommé trésorier de ce comité fédéral.

**Commissions****Examens**

Par décision n° 426 du :

12 juin 1941. — Une commission composée de :

M. Champion, inspecteur de l'enseignement . . . . . *Président*  
M.M. Pallarès, instituteur principal du }  
cadre supérieur de l'enseignement, } *Membres*  
Pauc, agent d'hygiène,

est chargée de surveiller les épreuves écrites de l'examen du diplôme d'aptitude professionnelle qui aura lieu à Lomé le 7 juillet 1941 à 7 h. 30 dans les locaux du cours complémentaire.



Par décision n° 429 du :

12 juin 1941. — La commission chargée de faire passer l'examen en vue de l'obtention du diplôme de sortie du cours complémentaire composée de :

M. Champion, inspecteur de l'enseignement . . . . . *Président*

M.M. Fay, élève-administrateur des colonies, . . . . .

Trosselly, membre de la commission municipale, . . . . .

Pallarès, directeur du cours complémentaire, . . . . . *Membres*

Mme. Patanchon, institutrice principale hors classe, . . . . .

M. Atayi Salomon, instituteur principal du cadre de l'A. O. F., . . . . .

se réunira le 30 juin 1941 à 7 h. 30 dans les locaux du cours complémentaire pour y faire subir les épreuves de l'examen du diplôme de sortie du cours complémentaire.

#### Indemnité de zone

Par décision n° 456 du :

25 juin 1941. — La commission prévue à l'article 5 de l'arrêté du 30 octobre 1934 pour donner son avis dans la fixation des tarifs de l'indemnité de zone à attribuer en 1942, est fixée comme suit :

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives . . . . . *Président*

M.M. Sanson, administrateur des colonies, chef du bureau des finances, Milleliri, adjoint principal des services civils des colonies, chef de la section du personnel, . . . . .

Laugier, ingénieur-adjoint des travaux publics, représentant les fonctionnaires des cadres généraux, . . . . . *Membres*

Ginet, commissaire de police, représentant les fonctionnaires des cadres locaux européens, . . . . .

Dossou, commis d'administration principal hors classe, représentant les fonctionnaires des cadres locaux indigènes. . . . .

M. Milleliri, remplira les fonctions de *secrétaire*. La commission, qui se réunira sur la convocation de son président, dressera procès-verbal de ses travaux.

#### Mercuriales

Par décision n° 455 du :

24 juin 1941. — La commission des mercuriales composée de :

M. Sanson, administrateur-adjoint des colonies, chef des bureaux des finances et des affaires économiques . . . . . *Président*

M.M. Droniou, chef du service des douanes, . . . . .

Mancion, inspecteur de l'agriculture, . . . . . *Membres*

M.M. Fay, élève-administrateur des colonies, . . . . .

de Souza Félicio, membre indigène du conseil d'administration, . . . . . *Membres*

Dole, agent de la compagnie française de l'Afrique occidentale, . . . . .

Trosselly, agent de la société commerciale de l'ouest africain, . . . . .

Mensah J. Albert, commerçant, . . . . .

se réunira le jeudi 26 juin 1941 à 9 heures au bureau des affaires économiques en vue de la fixation des mercuriales officielles pour le deuxième semestre 1941.

#### Permis de conduire

Par arrêté n° 308 du :

14 juin 1941. — Sont retirés définitivement les permis de conduire des titulaires ci-après :

Amemaka Georges, permis N° 581 délivré le 24 novembre 1927;

Boukari Koloko, permis N° 722 délivré le 30 août 1937.

#### Remboursement

Par décision n° 446 du :

23 juin 1941. — Est autorisé le remboursement d'une somme de MILLE CINQ CENT VINGT SIX FRANCS (1.526 frs.) indûment versée au trésor de Lomé par M. de Saint-Alary, administrateur en chef, suivant récépissé 77 du 11 mars 1941.

#### Rôles

Par arrêté n° 270 bis du :

31 mai 1941. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire, exercice 1940, ci-après, dont le montant est de SIX FRANCS :

N° DU RÔLE	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT
321	Sansanné Mango	Impôt personnel indigène. . . .	6,00

La date de mise en recouvrement dudit rôle est fixée au 31 mai 1941.

Par arrêté n° 319 du :

25 juin 1941. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles primitifs et supplémentaires exercice 1941 dont le détail suit, s'élevant à la somme de QUATRE CENT QUATRE VINGT ONZE MILLE TROIS CENT QUINZE FRANCS VINGT CENTIMES.

N <sup>OS</sup> DES RÔLES	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<b>Exercice 1941</b>				
114	Lomé (C. M.)	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . .	75.845,—	95.764,30
		Centimes additionnels . . . . .	3.769,30	
		Rachat des prestations . . . . .	16.150,—	
115	—	Patentes . . . . .	24.865,—	26.107,30
		Centimes additionnels . . . . .	1.242,30	
116	Lomé-Subdi.	Impôt sur les indigènes catég. sup. . . . .	6.065,—	7.800,—
		Rachat des prestations . . . . .	1.735,—	
117	—	Impôt personnel et taxe additionnel . . . . .	460,—	8.340,—
		Rachat des prestations . . . . .	80,—	
118	Tsévié.	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . .	13.620,—	17.385,—
		Rachat des prestations . . . . .	3.445,—	
		Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	320,—	
119	Anécho	Patentes . . . . .	25.650,—	25.650,—
120	Klouto	Impôt sur la population flottante . . . . .	3.050,—	14.790,—
121	—	Rachat des prestations indigènes . . . . .	8.224,—	
122	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	2.616,—	
123	—	Taxe sur les véhicules . . . . .	900,—	
124	Atakpamé	Rachat des prestations indigènes . . . . .	3.024,—	44.069,—
125	—	Patentes . . . . .	35.875,—	
126	—	Licences . . . . .	1.200,—	
127	—	Impôt sur la population flottante . . . . .	1.650,—	
128	—	Taxe sur les armes perfectionnées . . . . .	80,—	1.040,—
129	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	1.200,—	
130	—	Taxe sur les armes non perfectionnées . . . . .	1.040,—	44.069,—
131	Trésor	Impôt personnel et taxe additionnel . . . . .	102.699,80	108.022,30
		Rachat des prestations . . . . .	4.000,—	
		Centimes additionnels . . . . .	1.322,50	
132	Lomé-ville C. M.	Impôt personnel et taxe additionnel . . . . .	30.424,50	36.244,—
		Rachat des prestations . . . . .	4.520,—	
		Centimes additionnels . . . . .	1.299,50	
133	—	Impôt foncier (immeubles non bâtis indig.) . . . . .	20.546,50	21.571,30
		Centimes additionnels . . . . .	1.024,80	
134	S. Mango	Impôt personnel sur les indigènes catég. ord. . . . .	14.782,—	75.120,—
135	—	Impôt sur la population flottante . . . . .	75.120,—	
136	—	Rachat des prestations indigènes . . . . .	1.412,50	
137	—	Patentes . . . . .	1.027,50	820,—
138	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. . . . .	700,—	
		Rachat des prestations . . . . .	120,—	
139	—	Taxe sur les armes perfectionnées . . . . .	60,—	93.372,—
140	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	150,—	
<b>TOTAL</b> . . . . .				<b>491.315,20</b>

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 25 juin 1941.

#### Secours

Par arrêté n° 292 du :

13 juin 1941. — Un secours temporaire annuel de Six MILLE (6.000) francs renouvelable tous les 3 ans, est accordé, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1941, à Madame Fréau Max, veuve d'un administrateur-adjoint des colonies, mère de deux enfants.

Ce secours est payable par trimestre et à terme échu.

Par décision n° 436 du :

13 juin 1941. — Un secours éventuel de QUATRE MILLE HUIT CENT SEIZE FRANCS SOIXANTE SIX CENTIMES (4.816,66) équivalent à deux mois de solde coloniale de l'administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies Fréau Max, est accordé à Madame Fréau, sa veuve, demeurant à Lomé (Togo).

**Surveillance des prix**  
(Séance du 23 juin 1941)

**MAISON U. A. C.**

Cognac Martel XXX — la bouteille . . . . . 122,00

**MAISON S. G. G. G.**

Casques blancs « Côte occidentale » — pièce . . . 88,25  
Balais de paille, 3 fils — la pièce . . . . . 22,25  
Brosses Alfa — la pièce . . . . . 5,50  
Balais tour blanc — la pièce . . . . . 15,00  
Buvard à tampon — la pièce . . . . . 0,17  
Encre stylo en flacon — le flacon . . . . . 7,75  
Encre stylo 1/4 litre — la bouteille . . . . . 14,75  
Encre stylo 1/2 litre — la bouteille . . . . . 18,75  
Crayon Indiana — la pièce . . . . . 1,30  
Crayon à copier — la pièce . . . . . 2,75  
Crayon Supérieur — la pièce . . . . . 2,00  
Encre bleue fixe en litre — la bouteille d'un litre 30,75

**MAISON F. A. O.**

Carbure de calcium, drum de 75 kgrs — le kilo . 6,25  
Goudron végétal — le kilo . . . . . 15,50  
Papier hygiénique — le rouleau . . . . . 14,00  
Bougie, paquets de 8 — le paquet . . . . . 12,50  
Sel gros — le kg. . . . . 1,40  
Ciment baril de 170 kg. — baril . . . . . 253,00  
Cigarettes JOB H. S. R. — la cartouche . . . . . 55,00  
Cigarettes JOB E. X. A. S. — cartouche . . . . . 66,50  
Cigarettes JOB E. X. A. S. — le paquet . . . . . 2,75  
Cigarettes Nationales ordinaires — la cartouche 54,20  
Cigarettes Monogramme — la cartouche . . . . . 48,50  
Cigarettes Monogramme — le paquet . . . . . 2,50

**Terrains domaniaux**

Par décision n° 427 du :

12 juin 1941. — Une commission composée de :

M. le chef de la subdivision de Klouto *Président*

M.M. Ekoué Stephan, chef d'équipe des  
travaux publics à Palimé, représen-  
tant de l'administration, }  
Curtat Paul, commerçant à Palimé, } *Membres*  
Amaizo Adolphe, gérant de la F.A.O.  
à Palimé, représentant le conces-  
sionnaire, }

se réunira sur place à Palimé sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur effectuée sur la concession acquise par la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale et faisant l'objet du titre foncier n° 2 du cercle de Klouto.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en triple exemplaire.

Par décision n° 428 du :

12 juin 1941. — Une commission composée de :

M. le commandant de cercle d'Atakpamé *Président*  
M.M. Madrid, surveillant des travaux pu-  
blics à Atakpamé, représentant  
l'administration, }  
Rodier, directeur de la S.O.C.A.F.A. } *Membres*  
à Atakpamé, }  
Amekugee Michel, gérant de la  
F. A. O. à Atakpamé, représentant  
le concessionnaire, }

se réunira sur place à Atakpamé sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur

effectuée sur la concession acquise par la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale et faisant l'objet du titre foncier n° 2 du cercle d'Atakpamé.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en triple exemplaire.

ERRATUM à la décision n° 362 du 9 mai 1941 accordant prolongation de délai de mise en valeur.

*Au lieu de :*

Un délai d'une année, à compter de la date limite prévue au cahier des charges, est accordé à la Société John Holt et Cie.

*Lire :*

Un délai d'une année, à compter de la parution de la présente décision, est accordé à la Société John Holt et Cie.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### DOMAINES

**Avis de vente aux enchères publiques**  
des objets en souffrance depuis plus de six mois dans  
les magasins du chemin de fer du Togo - épaves.

Le public est informé qu'il sera procédé le jeudi 7 août 1941 à 17 heures dans la cour du magasin de la petite vitesse du chemin de fer du Togo, à Lomé, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur des objets ci-après désignés constituant des épaves :

2 sacs éponges,	1 colis nattes pays,
1 veston usagé,	4 paniers vides,
1 colis peaux et nattes,	1 tamis du pays,
1 colis craie pays,	1 caisse vide,
1 sac tissus du pays,	1 paillon cure-dents,
1 peau animal,	1 matelas en paille,
1 colis effets divers,	2 colis paniers vides,
1 paquet tabac,	1 colis effets divers,
1 colis nattes pays,	1 matelas en paille,
1 colis paniers vides,	1 colis sacs vides usagés,
8 petits bols,	5 sacs graines de ricin,
2 casques usagers,	1 matelas kapok.

Lomé, le 20 juin 1941.

*Le receveur des domaines,*  
BERLIE.

#### Avis de demande d'immatriculation

##### *au livre foncier du Territoire du Togo*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, dès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1171, déposée le 20 juin 1941 le sieur Mensah Joseph Kwesi, profession de commis auxiliaire d'administration, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel comme propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de

5 ares 15 centiares, situé à Lomé, quartier n° 10, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Amémaka, à l'est et à l'ouest par terrain à Timothy Agbetsiafa Anthony, au sud par le boulevard circulaire.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
BERLIE.

#### Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le samedi 2 août 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Lom'Nava, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre consistant en un terrain non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 10 ares et borné au nord par terrain à Amuzu Abbey, à l'est par terrain à John Locco, au sud par terrain à Gaspard Abbey, à l'ouest par terrain à Joseph Lodonou dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Agboton Joseph Louis, commerçant, demeurant et domicilié à Lama-Kara suivant réquisition du 22 avril 1941, n° 1160.

Le lundi 4 août 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Djama, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier portant quatre maisons en briques crues, couvertes en tôles d'une contenance de 9 ares 28 centiares et borné au nord et à l'ouest par terrain à Atikplé, à l'est par l'avenue des Alliés, au sud par terrain à Modjodjou dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Afidegnon Stanislas, transporteur, demeurant et domicilié à Atakpamé suivant réquisition du 15 mai 1941, n° 1164.

Le jeudi 7 août 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 2, cercle de Lomé consistant en un terrain bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant une maison à étage en briques de ciment avec dépendances d'une contenance de 1 ares 19 centiares et borné au nord par la rue du marché, à l'est par terrain à David Duega, au sud par titre foncier n° 521 de Lomé à Georges Ames, à l'ouest par terrain à James Gbogbo dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Adoyi Grégoire Akakpo, commerçant, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire suivant réquisition du 26 avril 1941, n° 1161.

Le vendredi 8 août 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 4, cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier portant une maison à étage à usage d'habitation et dépendances d'une contenance de 10 ares 10 centiares et borné au nord par la rue du lieutenant-colonel Maroix, à l'est par terrain à Isifou Sant'Anna, au sud par terrain à Clara Olympio, à l'ouest par la rue Gambetta dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Olympio César Francisco, employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé suivant réquisition du 2 mai 1941, n° 1163.

Le mardi 19 août 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lebé, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé consistant en un terrain rural, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier complanté de cocotiers et portant une construction en terre de barre d'une contenance de 10 hectares 53 ares 70 centiares et borné au nord par terrain à Soka, à l'est par terrain à Soka, au sud par terrain à Aziankou, à l'ouest par terrain à Zoumakpé dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ahiabie Vendelinus Apénouvo, cultivateur et chef de canton, demeurant et domicilié à Lebé suivant réquisition du 2 mai 1941, n° 1162.

Le lundi 8 septembre 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 5, cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant une construction en planches d'une contenance de 4 ares 65 centiares environ et borné au nord par terrain à Jacob Gaba, à l'est par terrain aux héritiers Bakpu (Kpakpo), à l'ouest par terrain à Djabaku, au sud par la rue de Belgique dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Homawoo Francis Fiagadji, planteur-propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé suivant réquisition du 28 mai 1941, n° 1165.

Le mardi 9 septembre 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 2, cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de trapèze sur lequel se trouvent édifiées trois constructions d'une contenance de 16 ares 01 centiare et borné au nord par la rue du commerce, à l'est par terrain à la Société Commerciale de l'Ouest Africain, au sud par une route parallèle à la plage, à l'ouest par terrain à Akolatsé dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bruce Usher, planteur, demeurant et domicilié à Anécho suivant réquisition du 31 mai 1941, n° 1166.

Le lundi 15 septembre 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, subdivision de Klouto, cercle du Centre consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 2 ares 50 centiares et borné au nord par terrain aux héritiers Malm, à l'est et au sud par terrain à la dame Anastasia Hokou, à l'ouest par une rue non dénommée dont l'immatriculation a été demandée par la dame Hokou Anastasia Akoua, revendeuse, demeurant et domiciliée à Palimé suivant réquisition du 4 juin 1941, n° 1167.

Le vendredi 19 septembre 1941 à neuf heures 30 du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Adjido, cercle d'Anécho consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 9 ares 90 centiares et borné au nord par terrain à Jules Sodji, à l'est par une rue non dénommée, au sud par terrain à Fred Kumako Mensah, à l'ouest par terrain aux héritiers Georges Godohoun d'Almeida dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Woamede Ben Teté, commerçant, demeurant et domicilié à Palimé suivant réquisition du 5 juin 1941, n° 1168.

Le mardi 23 septembre 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Lom'Nava, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier portant une maison et une cuisine en briques crues couvertes en tôles d'une contenance de 6 ares 21 centiares et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par une rue non dénommée, au sud par terrain à Joseph Amuzu Abbey, à l'ouest par une rue non dénommée dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Badjené Louis, employé de commerce, demeurant et domicilié à Atakpamé suivant réquisition du 13 juin 1941, n° 1170.

### NECROLOGIE

Le Gouverneur des colonies, Commissaire de France au Togo, a le regret de faire part du décès de l'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe du cadre local indigène du Togo Maoussi d'Almeida, survenu à Lomé le 19 juin 1941.

## "PALME"

*Société anonyme au capital de 5.097.000 francs*

**Siège social à Cotonou (Dahomey)**

I. — Suivant acte sous seing privé en date à Marseille du 20 Décembre 1931, dont l'un des originaux est annexé à la minute de l'acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M<sup>e</sup> Auguste MALAUZAT, Docteur en droit, Notaire à MARSEILLE, le 26 Janvier 1932 et ci-après énoncé M. Marc FRAISSINET, Négociant, demeurant à MARSEILLE, 339, Promenade de la Corniche, a établi les statuts d'une Société anonyme, desquels statuts il a été extrait littéralement ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Il est formé par les présentes entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société anonyme qui sera régie par le Code de Commerce, par les lois en vigueur sur les Sociétés et par les présents statuts.

La Société a pour objet :

La production, le commerce, la manutention, le transport et l'industrie des produits coloniaux et principalement de l'huile de palme, tant en Afrique qu'en Europe et plus généralement dans toute contrée où pourrait s'exercer l'objet ci-dessus défini.

L'acquisition, la prise à bail, l'exploitation et la gestion de tous domaines agricoles se rattachant directement ou indirectement au même objet, ainsi que de tout matériel fixe ou flottant et de tous biens, meubles et immeubles quelconques.

La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations commerciales, industrielles ou financières pouvant se rattacher à l'un des objets précités par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, association en participation ou autrement.

Et généralement toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières, financières, se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus spécifiés.

ART. 3. — La Société prend la dénomination de « PALME ».

ART. 4. — Le siège social est à COTONOU (Dahomey). Il peut être transféré en tout autre endroit en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire.

ART. 5. — La durée de la Société est fixée à Quatre vingt dix neuf années à compter du jour de sa constitution définitive, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

### APPORT — CAPITAL SOCIAL — ACTIONS

ART. 6. — M. Marc FRAISSINET, soussigné, agissant ici au nom et comme administrateur délégué de la « Société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique » (C.I.C.A.), Société anonyme au capital de Frs. 40.000.000, dont le siège est à Marseille, Rue Grignan n° 38 et en vertu d'une délibération de son conseil d'Administration du 27 Novembre dernier

(1931); ladite Société immatriculée sous le numéro 14.347 du Registre analytique du Greffe du Tribunal de Commerce de Marseille.

Déclare faire apport à la présente Société du Chaland-Citerne ci-après désigné, appartenant à ladite Société (C.I.C.A.) savoir :

Un chaland citerne en fer portant le nom « Palme » comprenant six tanks d'une capacité approximative de cent dix mètres cubes chacun munis d'une chaudière, d'une pompe à vapeur pour le refoulement des liquides contenus dans les tanks dans les tuyauteries ad hoc et d'un système de chauffage des tanks à l'aide de serpentins de vapeur alimentés par la chaudière.

Les caractéristiques de ce chaland sont les suivantes :

Longueur vingt-sept mètres trente, largeur neuf mètres, cube quatre mètres, tirant d'eau en pleine charge trois mètres. Portée net, cinq cents tonnes. Déplacement en charge six-cents-soixante tonnes. Jaugeage brut total, trois cent dix-huit tonnes quatre vingt quatre.

Ce chaland est inscrit sur les registres du port de Marseille sous l'immatricule folio Trois-mille-sept-cent-quatre-vingt-quatre, numéro vingt-et-un mille-trois-cent-cinquante-six, année mil neuf cent trente et un.

CONDITIONS. — La présente Société aura la propriété et la jouissance du chaland citerne ci-dessus apporté à partir du jour de sa constitution définitive.

Elle le prendra dans l'état où il se trouvera lors de son entrée en jouissance sans recours contre la Société apporteuse pour vice de construction, usure ou mauvaise état ou pour toute autre cause.

M. Marc FRAISSINET, es-qualités, déclare que le bateau citerne apporté n'est grevé d'aucun privilège ou hypothèque.

REMUNERATION. — En représentation de l'apport qui précède et qui est fait net de tout passif, il est attribué à la Société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique, apporteuse, deux cent soixante actions de mille francs chacune entièrement libérées de la présente Société.

Les Titres de ces actions ne peuvent être détachés de la souche et ne sont négociables que deux ans après la constitution définitive de la Société; pendant ce temps, ils doivent, à la diligence des administrateurs, être frappés d'un timbre indiquant leur nature et la date de cette constitution. La délivrance n'en sera faite qu'après que la Société aura été mise en possession des biens apportés, francs et quittes de toutes dettes.

ART. 7. — Le capital social est fixé à HUIT CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (Frs. 850.000) et divisé en Huit cent cinquante actions de mille francs chacune toutes nominatives.

Sur ces actions deux cents soixante entièrement libérées ont été attribuées ci-dessus à la Société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique, en représentation de son apport. Elles porteront les numéros de 1 à 260.

Les cinq cent quatre vingt dix actions de surplus qui porteront les numéros 261 à 850, sont toutes à souscrire et à libérer intégralement en espèces avant la constitution de la Société.

### PARTS DE FONDATEURS

ART. 17. — Il est créé quatre vingt cinq parts qui seront réparties entre tous les actionnaires originaires et attribuées à raison de une par dix actions.

Les parts de fondateurs ont droit à une portion des bénéfices de la Société, ainsi qu'il est stipulé sous les articles 47 et 49 ci-après et chaque part aura droit à un quatre-vingt cinquième de cette portion de bénéfices. Les titres de parts de fondateur seront nominatifs, sans valeur nominale.

Les titres de ces parts, s'ils sont créés, ne peuvent être détachés de la souche et ne sont négociables que deux ans après la constitution de la Société; pendant ce temps, ils doivent à la diligence des administrateurs, être frappés d'un timbre indiquant leur nature et la date de cette constitution.

Les parts de fondateur ne confèrent aucun droit de propriété sur l'actif social, mais seulement un droit de partage dans les bénéfices.

### ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ART. 19. — La Société est administrée par un conseil composé de quatre membres au moins et huit au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'Assemblée générale.

ART. 21. — La durée des fonctions des administrateurs est de six années, sauf l'effet des dispositions suivantes :

Le premier conseil restera en fonctions jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire qui se réunira en mil neuf cent trente huit

et qui renouvellera le conseil en entier. A partir de cette époque, le conseil se renouvellera à l'assemblée annuelle, chaque année ou tous les deux ans, à raison d'un nombre d'administrateurs déterminé suivant le nombre des membres en fonction, en alternant s'il y a lieu de façon que le renouvellement soit aussi égal que possible et complet dans chaque période de six ans. Pour les premières applications de cette disposition, l'ordre de sortie est déterminé par un tirage au sort qui a lieu en séance du Conseil; une fois le roulement établi, le renouvellement a lieu par ancienneté de nomination et la durée des fonctions de chaque administrateur est de six années. Tout membre sortant est rééligible.

### RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

ART. 45. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-un Décembre. Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis la constitution de la Société jusqu'au trente-un décembre mil neuf cent trente deux.

ART. 47. — Les produits de la Société constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes réserves pour risques commerciaux et industriels constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices nets il est prélevé :

1<sup>o</sup> — Cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au dessous de ce dixième;

2<sup>o</sup> — La somme nécessaire pour payer aux actionnaires à titre de premier dividende cinq pour cent des sommes dont leurs actions sont libérées et non amorties, sans que, si les bénéfices d'une année ne permettent pas ce paiement, les actionnaires puissent la réclamer sur les bénéfices des années subséquentes.

Et le solde est réparti comme suit : soixante pour cent aux actionnaires; quarante pour cent aux propriétaires de parts de fondateur.

Toutefois, l'assemblée générale ordinaire, sur la proposition du Conseil d'administration, a le droit de décider le prélèvement sur la portion revenant, tant aux propriétaires de parts de fondateur qu'aux actionnaires dans le solde des bénéfices, des sommes qu'elle juge convenables de fixer, mais qui ne peuvent excéder soixante-quinze pour cent dudit solde, soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour les amortissements supplémentaires de l'actif, soit pour être portés à un fonds de réserve extraordinaire. Ce fonds peut être affecté notamment, suivant ce qui est décidé par l'assemblée générale ordinaire, soit à compléter aux actionnaires, un premier dividende de cinq pour cent en cas d'insuffisance des bénéfices d'un ou plusieurs exercices, soit au rachat et à l'annulation d'actions de la Société, soit encore à l'amortissement total de ces actions ou de leur amortissement partiel.

Les actions intégralement amorties sont remplacées par des actions de jouissance ayant les mêmes droits que les autres actions, sauf le premier dividende de cinq pour cent et le remboursement du capital.

L'assemblée générale peut aussi, sur la part de bénéfice revenant aux actionnaires, créer des réserves spéciales qui restent leur propriété et peuvent être employées notamment au rachat volontaire des parts de fondateur.

### DISSOLUTION — LIQUIDATION

ART. 49. — A toute époque et dans toutes circonstances, l'assemblée générale extraordinaire constituée comme il est dit à l'article 42 ci-dessus, peut, sur la proposition du Conseil d'administration, prononcer la dissolution anticipée de la Société.

En cas de perte des trois quarts du capital social, le Conseil d'administration est tenu de provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir, s'il y a lieu, de continuer la Société ou de prononcer sa dissolution.

Cette assemblée doit, pour pouvoir délibérer, réunir les conditions fixées aux articles 42, 43 et 44 ci-dessus. Sa résolution est dans tous les cas rendue publique. A défaut de convocation par les administrateurs, le ou les Commissaires peuvent réunir cette assemblée générale.

II. — Suivant acte reçu par ledit Me MALAUZAT, notaire à MARSEILLE, le 26 janvier mil neuf cent trente deux, enregistré, M. Marc FRAISSINET sus-nommé a déclaré :

1<sup>o</sup> — que les 590 actions de mille francs chacune de la Société anonyme « PALME » fondée par lui et qui étaient à émettre contre les espèces ont été entièrement souscrites par divers;

2<sup>o</sup> — et qu'il a été versé, par chaque souscripteur, une somme égale au montant des actions par lui souscrites soit au total 590.000 francs qui ont été déposés à la Société Lyonnaise de dépôts et de Crédit Industriel, à Marseille, Sept, la Canebière. A cet acte sont demeurés annexés, conformément à la loi, l'un des doubles originaux de l'acte de Société sous seing privé ci-dessus énoncé, et un état certifié véritable par ledit fondateur, contenant les noms, prénoms, qualités et domiciles des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites et le montant des versements effectués par chacun d'eux.

III. — Des procès-verbaux des deux délibérations prises par les Assemblées générales constitutives de la Société anonyme dite « PALME », il appert :

Du premier de ces procès-verbaux, en date du 26 janvier 1932 :

1<sup>o</sup> — Que l'Assemblée générale après vérification, a reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par le fondateur de ladite Société aux termes de l'acte reçu par Me MALAUZAT, notaire à Marseille, le 26 janvier 1932 et ci-dessus relaté;

2<sup>o</sup> — Et qu'elle a nommé un Commissaire chargé, conformément à la loi, d'apprécier la valeur de l'apport en nature faite à la Société par la « Société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique » (C.I.C.A.), ainsi que les avantages particuliers résultant des statuts, et d'établir à ce sujet un rapport qui serait soumis à une assemblée ultérieure.

Du deuxième procès-verbal, en date du 10 Mars 1932 :

1<sup>o</sup> — Que l'Assemblée générale, adoptant les conclusions du rapport du Commissaire, a approuvé l'apport en nature fait à la Société « PALME » par la Société (C.I.C.A.) et les avantages particuliers stipulés par les statuts;

2<sup>o</sup> — Qu'elle a nommé comme premiers administrateurs de la Société dans les termes des articles 19, 21 des statuts, La Compagnie Française de l'Afrique Occidentale, Société anonyme au capital de 25.000.000 de francs, dont le siège est à MARSEILLE, 32, Cours Pierre PUGET;

La Société Commerciale de l'Ouest Africain, Société anonyme au capital de 157.500.000 dont le siège est à PARIS, 7 rue de TEHERAN;

La Société Commerciale, Industrielle et Agricole du Haut Ogooué, Société anonyme au capital de 40.000.000 de francs, dont le siège est à MARSEILLE, 38, rue Grignan;

Lesquelles fonctions ont été acceptées;

3<sup>o</sup> — Que l'Assemblée a nommé comme Commissaire : M. Jules ARNOUX, Expert-comptable, demeurant à MARSEILLE, 16, rue Fargès et M. Antoine ROUSSEL, Comptable, demeurant à MARSEILLE, 32 Cours Pierre PUGET, lesquels ont accepté ces fonctions pour faire un rapport à l'Assemblée générale sur les comptes du premier exercice social;

4<sup>o</sup> — Qu'elle a approuvé les statuts de la Société « PALME » tels qu'ils sont établis par l'acte sous seing privé du Vingt Décembre 1931, sus-énoncé, et a déclaré ladite Société définitivement constituée;

5<sup>o</sup> — Enfin qu'elle a autorisé chacun des administrateurs à passer tous traités et marchés avec la Société à condition qu'il en soit rendu compte à l'Assemblée générale.

IV. — Des expéditions de l'acte de déclaration de souscription et de versement précité ainsi que des statuts et états y annexés, et des copies de procès-verbaux des deux délibérations des Assemblées générales constitutives sus-relatées, ont été déposées le 8 Avril 1932, au Greffe du Tribunal de Première Instance de COTONOU, tenant lieu de Greffe de Justice de Paix suivant avis de dépôt dudit jour.

Pour extrait et mention :

LES ADMINISTRATEURS

### MODIFICATIONS AUX STATUTS

Aux termes du procès-verbal d'une délibération prise le 25 Octobre 1937, l'Assemblée générale extraordinaire de la Société « PALME » dont le siège est à COTONOU a apporté les modifications suivantes aux articles 8, 12, 19, 20, 24, 26, 31, 33, 38, 40, 41, 44, 46, 51, 52, et 53 des statuts de ladite Société (publiés dans le journal officiel de la Colonie du Dahomey feuille du 1<sup>er</sup> Mai 1932) savoir :

Pour extrait et mention :

LES ADMINISTRATEURS



# AUGMENTATION DE CAPITAL ET MODIFICATION AUX STATUTS

I. — Aux termes d'une délibération en date du 25 Octobre 1937, constatée par un procès-verbal dont copie est annexée à la minute d'un acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M<sup>e</sup> Auguste MALAUZAT, notaire à Marseille, y demeurant rue Paradis n° 69, le 24 Novembre 1937, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société anonyme « PALME » dont le siège est à COTONOU (Dahomey) a décidé notamment :

1° — Le rachat et l'annulation des 85 parts de fondateur de la Société « PALME » sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale des porteurs de parts, et a autorisé le Conseil d'administration à faire ces rachats et annulation et à en constater la réalisation, par délibération dudit Conseil prise en présence d'un représentant des porteurs de parts;

2° — Comme conséquence de ce rachat des parts de fondateur la suppression des articles 17 et 18 des statuts et la modification des articles 8, 14, 41, 47, et 50 dans les termes et de la manière indiqués ci-après;

3° — L'augmentation de 849.000 francs du capital social de la Société « PALME » pour porter ce capital étant alors de 850.000 francs à 1.699.000 francs par l'émission au pair de 849 actions de 1.000 francs chacune jouissant d'un droit de répartition privilégié sur les bénéfices et payables intégralement lors de la souscription;

4° — La modification comme conséquence de cette augmentation de capital et sous la condition suspensive de la réalisation de ladite augmentation, des articles, 7, 12, 41, 47, et 50 des statuts, dans les termes et de la manière indiqués ci-après.

II. — Aux termes d'une délibération en date du même jour vingt cinq Octobre 1937, l'Assemblée générale des porteurs de parts a donné son approbation aux opérations projetées de rachat et d'annulation des 85 parts de fondateur de la Société « PALME » et elle a désigné un de ses membres pour la représenter auprès du Conseil lors de la délibération qui devait constater le rachat et l'annulation des parts.

III. — Suivant délibération en date du trois décembre 1937, le Conseil d'Administration de la Société « PALME » a constaté que le rachat des 85 parts de fondateur et leur annulation ont été effectués de la manière ci-dessus prévue, ce qui a été reconnu exact par le représentant de l'Assemblée des porteurs de parts assistant à cette délibération.

IV. — Suivant acte reçu par M<sup>e</sup> MALAUZAT, notaire sus-nommé, le 24 novembre 1937, les administrateurs de la Société « PALME » réunis en Conseil d'administration ont déclaré que les 849 actions nouvelles de 1.000 francs chacune émises en exécution de la délibération précitée du 25 Octobre 1937 ont été souscrites par diverses sociétés, non actionnaires à défaut des anciens actionnaires qui, avisés du droit de préférence à eux réservé par la loi ont déclaré n'en pas vouloir profiter et qu'il a été versé en espèces par chaque souscripteur, somme égale au montant intégral des actions par lui souscrites; lesdites sommes ont été versées audit M<sup>e</sup> MALAUZAT, notaire, à cet effet est demeurée annexée une liste dûment certifiée portant la nature, la raison sociale, le capital social et le siège de chacune des Sociétés ayant souscrit audit capital, le nombre d'actions souscrites par chacune d'elles et le montant des versements effectués aussi par chacune d'elles.

V. — Enfin, par une délibération en date du 10 Décembre 1937, constatée par un procès-verbal dont copie certifiée a été déposée aux minutes de M<sup>e</sup> MALAUZAT, notaire sus-nommé, le 16 Décembre 1937, l'Assemblée générale des actionnaires de la Société « PALME » a reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par le conseil d'administration aux termes de l'acte précité du 24 Novembre 1937 et constaté que les modifications apportées aux articles 7, 12, 41, 47, et 50 des statuts par l'Assemblée générale du 25 Octobre 1937 sont devenues définitives.

En vertu des délibérations et actes ci-dessus relatés, les suppressions, modifications, changement de numérotage aux articles des statuts qui avaient été décidés par l'Assemblée générale extraordinaire du 25 Octobre 1937 sus-énoncée dans les termes ci-après et sous les conditions ci-dessus relatées actuellement réalisées sont devenus définitifs.

En conséquence, les articles 17 et 18 formant le titre II des statuts sont supprimés.

Les articles 7, 8, 12, 14, 41, 44, 47, 48 et 50 sont modifiés comme suit :

ART. 7. — Cet article est modifié et remplacé comme suit :

Le capital social est fixé à 1.699.000 francs et divisé en 1.699 actions de 1.000 francs chacune, toutes nominatives et entièrement libérées.

Sur ces actions 850 actions anciennes dites actions A portant les numéros 1 à 850, représentant le capital originaire. Les 260 actions numéros 1 à 260 ont été attribuées à la Société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique, en représentation d'apports en nature et les 590 actions du numéro 261 à 850 ont été souscrites en numéraire.

Et les 849 actions de surplus dites actions B portant les numéros 851 à 1.699 ont un droit de répartition spécial dans les bénéfices et représentent l'augmentation de capital de 849.000 francs par l'Assemblée générale extraordinaire du 25 Octobre 1937.

ART. 47. — La partie de cet article 47 se rapportant à la répartition des bénéfices depuis les mots : « sur ces bénéfices nets il est prélevé » jusqu'au paragraphe commençant par ces mots : « Toutefois l'Assemblée générale ordinaire » est remplacé par la disposition suivante : « Sur les bénéfices nets il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fond de réserve prescrit par la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint une somme égale au 1/10<sup>e</sup> du capital social. Il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque la réserve est descendue au-dessous de ce dixième et le solde est réparti à raison de 36,78% aux actions de la catégorie A et 63,22% aux actions de la catégorie B ».

Au septième alinéa de cet article les mots : « ce fonds peut être... » sont remplacés par les mots : « ce fonds appartient à chaque catégorie d'action dans la proportion de ses droits dans lesdits bénéfices peut être... ».

Les mots « ..... soit à compléter aux actionnaires un premier dividende de cinq pour cent en cas d'insuffisance des bénéfices d'un ou plusieurs exercices » sont supprimés.

A la fin de ce même alinéa il est ajouté les mots : « ..... chaque catégorie d'action y participant pour sa part ».

L'avant-dernier alinéa de l'article 47 est annulé et remplacé par le texte suivant : « ..... les actions intégralement amorties sont remplacées par des actions de jouissance ayant les mêmes droits que les autres actions de même catégorie, sauf le remboursement du capital ».

Des expéditions des pièces ci-dessus visées, savoir :

De l'acte du 24 Novembre 1937 sus-énoncé reçu par M<sup>e</sup> Auguste MALAUZAT, notaire à MARSEILLE sus-nommé, contenant déclaration de souscription et de versement.

De la liste des souscripteurs avec état de versement y annexé.

Du procès-verbal de la délibération prise par l'Assemblée générale extraordinaire du 25 Octobre 1937 également annexé audit acte de déclaration de souscription et de versement.

De l'acte de dépôt sus-énoncé reçu par M<sup>e</sup> MALAUZAT, sus-nommé, le 16 décembre 1937 et du procès-verbal de la délibération de l'Assemblée générale de réalisation du 10 décembre 1937, y annexé.

Ainsi que des copies certifiées conformes et enregistrées du procès-verbal de l'Assemblée générale des porteurs de part réunie le 25 octobre 1937 et de la délibération du conseil d'administration du 3 décembre 1937 constatant le rachat des parts.

Ont été déposées le 23 décembre 1937, au Greffe du Tribunal de Première Instance de COTONOU, tenant lieu de Tribunal de commerce.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivant délibération en date du 27 Mai 1938, l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires a désigné comme Administrateurs de la Société, pour un mandat de six ans, c'est-à-dire jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les résultats de l'exercice 1943 :

**S. C. O. A. G. B. OLLIVANT NIGER FRANÇAIS**

pour une durée de 4 ans, c'est-à-dire jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur les résultats de l'exercice 1941 :

**C. I. C. A.**

**J. HOLT**

**F. A. O.**

pour une durée de 2 ans, c'est-à-dire jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur les résultats de l'exercice 1939 :

**S. H. O.**

**PATERSON ZOCHONIS**

## AUGMENTATION DE CAPITAL

Suivant délibération en date du 28 Avril 1939, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé que le capital social serait augmenté de 1.699.000 francs par l'émission au pair de 1.699 actions nouvelles de 1.000 francs chacune.

Ces actions sont divisées en 850 actions de la catégorie A et 849 actions de la catégorie B. Elles sont payables en totalité à la souscription.

## AUGMENTATION DE CAPITAL

Aux termes d'une délibération prise le 26 Juin 1940 et constatée par un procès-verbal dont une copie certifiée a été enregistrée à Cotonou le 2 Juillet 1940, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société « PALME » dont le siège est à COTONOU, a :

1<sup>o</sup> — Décidé de porter le capital social de 3.398.000 à 5.097.000 Francs par incorporation directe au capital et transformation en actions d'une somme de 1.699.000 francs à prélever sur partie des réserves; le nouveau capital étant assimilé à l'ancien et devant participer avec lui aux bénéfices à compter du point de départ de l'exercice en cours;

2<sup>o</sup> — Décidé en exécution de cette résolution de créer 1.699 actions nouvelles de 1.000 francs chacune entièrement libérées dont 850 actions de la catégorie A. devant être attribuées à raison de une action nouvelle de cette catégorie pour deux anciennes de la même catégorie et 849 actions de la catégorie B devant être attribuées à raison de une action nouvelle de cette catégorie pour deux anciennes de la même catégorie;

3<sup>o</sup> — Et modifié en conséquence de la façon suivante l'article 7 des statuts.

ART. 7. — Le texte de cet article est remplacé par le nouveau texte ci-après :

« Le capital social est fixé à 5.097.000 francs divisé en 5.097 actions de 1.000 francs chacune, dont 2.550 de la catégorie A. et 2.547 de la catégorie B. »

Il est composé, savoir :

1<sup>o</sup> — De la somme de 850.000 francs représentant le capital originaire avec création de 850 actions portant les numéros de 1 à 850, entièrement libérées, dont 260 actions portant les numéros de 1 à 260 ont été attribuées à la Société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique en représentation

d'apports en nature, et 590 actions, portant les numéros 261 à 850, ont été souscrites en numéraire;

2<sup>o</sup> — De la somme de 849.000 francs représentant l'augmentation de capital décidée de 849 actions B portant les numéros 851 à 1.699 entièrement libérées : ladite Assemblée ayant donné la dénomination d'action A aux 850 actions originaires;

3<sup>o</sup> — De la somme de 1.699.000 francs représentant l'augmentation de capital décidée par Assemblée générale extraordinaire du 28 Avril 1939, avec création de 850 actions A portant les numéros 1.700 à 2.549 et de 849 actions B portant les numéros 2.550 à 3.398 toutes entièrement libérées;

4<sup>o</sup> — De la somme de 1.699.000 francs représentant l'augmentation de capital par transformation de réserves en actions et leur incorporation audit capital, décidée par l'Assemblée générale extraordinaire du 26 juin 1940, avec création de 850 actions A portant les numéros 3.399 à 4.248 et 849 actions B portant les numéros 4.249 à 5.097.

Etant indiqué qu'une Assemblée spéciale des propriétaires d'actions A et une Assemblée spéciale des propriétaires d'actions B, réunies toutes deux successivement à l'issue de l'Assemblée générale précitée, et dont copie certifiée des procès-verbaux ont été enregistrées à COTONOU, le 2 Juillet 1940, ont ratifié la décision prise par ladite assemblée générale relativement à l'augmentation de capital susvisée.

Deux copies certifiées et enregistrées, tant du procès-verbal de la délibération de l'Assemblée générale extraordinaire du 26 Juin 1940 que des procès-verbaux des délibérations prises par chacune des Assemblées spéciales du même jour ont été déposés au Greffe du Tribunal de Première Instance de Cotonou, tenant lieu de Tribunal de Commerce, le 3 Juillet 1940.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivant délibération en date du 26 Juin 1940, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires a renouvelé comme Administrateurs de la Société, pour un mandat de six ans, c'est-à-dire jusqu'à l'Assemblée générale Ordinaire devant statuer sur les résultats de l'exercice 1945 :

La Société du HAUT OGOUE et PATERSON ZOCHONIS

Pour extrait et mention

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,